Montréal mercredi 29 octobre 2008 Le plus grand quotidien français d'Amérique 125e année N° 10 58 pages, 5 cahiers 70 ¢ taxes en sus – Édition provinciale 84 ¢
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

cyberpresse.ca
LA PRESSE

INCENDIE DU BUNKER DES HELLS

CARBONNEAU EN AVAIT GROS SUR LE CŒUR

ANDRÉ CÉDILOT PAGE **A9**

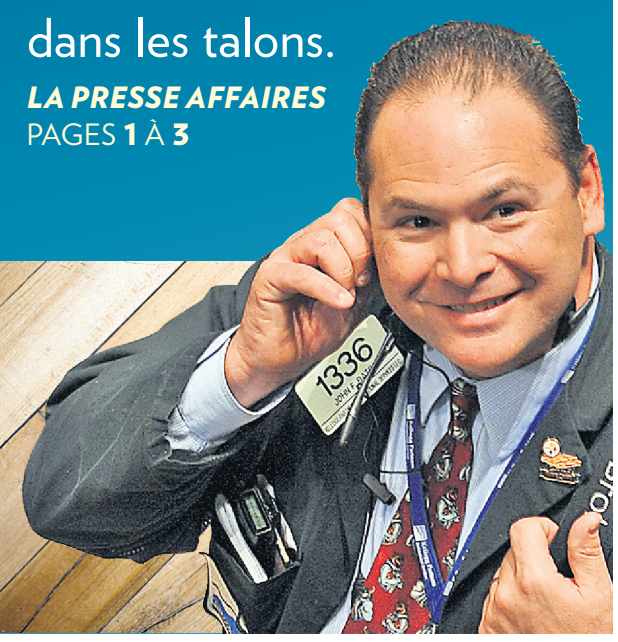
J't'aiiiime Suziiie !

LA CHRONIQUE DE **PATRICK LAGACÉ** PAGE **A9**

LES BOURSES REBONDISSENT

Il faudra plus que des soubresauts boursiers comme depuis le début de la semaine pour redonner confiance aux consommateurs américains. Ces derniers ont le moral dans les talons.

LA PRESSE AFFAIRES PAGES **1** À **3**



EXCLUSIF DANS UN LIVRE À PARAÎTRE SUR L'ATHLÈTE

L'AFFAIRE JEANSON



Geneviève Jeanson et son entraîneur, André Aubut.

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

LA RELATION MALSAINE D'UNE ATHLÈTE ET DE SON ENTRAÎNEUR

Si elle refusait les avances de son entraîneur : « C'était que je ne l'aimais pas assez. Qu'il allait me tuer et se suicider après. Si je n'étais pas là, il voulait mourir. » – GENEVIÈVE JEANSON

SIMON DROUIN PAGES **A2** À **A4**

sur cyberpresse.ca Regardez notre entrevue vidéo sur les secrets de Geneviève Jeanson sur **cyberpresse.ca/video**

VERS LA MAISON-BLANCHE

McCAIN CHOQUE LA FAMILLE MAVERICK

AGNÈS GRUDA PAGE **A24**

OBAMAPHONIE

Depuis un an, la campagne présidentielle inspire plus que jamais les musiciens. Les artistes se mobilisent, surtout pour un candidat : Barack Obama.

PHILIPPE RENAUD
ARTS ET SPECTACLES PAGE **1**

On ne parlait que d'élections à Québec

On ne parlait que d'élections anticipées, hier, lors de la période des questions à l'Assemblée nationale. Parce que le PQ et l'ADQ s'y opposent farouchement, et offrent toute leur collaboration au gouvernement Charest pour affronter la crise économique. Lequel sait lire les sondages, et semble bien déterminé à aller de l'avant. Même si des scrutins à répétition, cela finit par coûter très cher aux contribuables.

NOS INFORMATIONS PAGES **A12** À **A18**



Comédies journalistiques

LA CHRONIQUE D'**YVES BOISVERT** PAGE **A5**

UN EXEMPLE À SUIVRE ?

DES IMAMS *MADE IN FRANCE*

LAURA-JULIE PERREAULT PAGE **A23**

NOUVEAU LOGO POUR LE GRAND MONTRÉAL

ÉRIC CLÉMENT PAGE **A10**

Un grand pas pour l'humanité municipale

LA CHRONIQUE DE **MICHÈLE OUIMET** PAGE **A11**

UNE SIXIÈME VICTOIRE POUR LE CH



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Samedi dernier, les Islanders de New York n'avaient pu vaincre le gardien Cam Ward et les Hurricanes de la Caroline avec leurs 60 lancers. Dominé dans les tirs au but, hier soir au Centre Bell, le Canadien l'a emporté 3 à 2 aux dépens de sa bête noire en tirs de barrage grâce au but du capitaine Saku Koivu.

SPORTS PAGES **1** À **3**

Mon clin d'œil STÉPHANE LAPORTE
Il y aura des élections durant la période des *partys* de bureaux de Noël ; est-ce une façon de paqueter le vote ?

Venez voir mon blogue !
cyberpresse.ca/laporte

L-V 6 21924 98765 1

3593607

DU JAMAIS VU !
Pas de: ~~à partir de...~~ Pas de: ~~Lasik standard~~
UN SEUL PRIX 990 $/oeil*
Correction de la vue Lasik SUR MESURE
avec évaluation complète de votre vision SANS FRAIS
Myopie • Astigmatisme • Hypermétropie
ÉGALEMENT DISPONIBLE
La plus récente technologique iLASIK
100 % LASER SANS LAME
*Lasik avec lame. Offre valable jusqu'au 31 décembre 2008.

LA CLINIQUE DE L'ŒIL DE MONTRÉAL
CLINIQUE PRIVÉE D' OPHTALMOLOGIE
SAM FANOUS, M.D.
Financement 0% d'intérêt
Accord D Desjardins
MONTRÉAL - LONGUEUIL
514 288-0088
www.cdom.com

GENEVIÈVE JEANSON LE LIVRE

Un régime extrême pour la championne

— « Tu sais, à la fin de ma carrière, j'étais devenue pratiquement anorexique. J'avais tellement peur de prendre du poids. C'en était devenu obsessif. »

— « J'aimais ça avoir l'air d'un gars. J'adorais voir mes veines à travers la peau. Comme ça, je savais que je pouvais battre n'importe qui dans les côtes. »



PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE

La violence d'un entraîneur

— « Il m'a déjà pognée par la peau des fesses et les cheveux, pis il m'a sacrée dehors de la maison. Je me souviens d'avoir été dans une salle de bains en céramique en Italie, pis je pensais vivre un film d'horreur. Il m'a battue là. Je m'imaginais pleine de sang partout, ostie! Battue à coups de pied, coups de poing, des claques, pognée par les cheveux, me crisser sur le mur, tout! »

« IL AVAIT L'AIR DE SAVOIR

Dans un livre d'Alain Gravel, Geneviève Jeanson décrit la violence, les menaces

Un an après ses aveux-chocs de dopage, Geneviève Jeanson lève un peu plus le voile sur sa relation avec son entraîneur André Aubut. Dans un livre du journaliste Alain Gravel à paraître la semaine prochaine, l'ex-championne cycliste fait état de violence, de menaces, de domination et de relations sexuelles auxquelles elle aurait été forcée d'acquiescer. Récit troublant d'une liaison malsaine entre une jeune athlète et un entraîneur de 25 ans son aîné.



SIMON DROUIN

Ça a commencé dans le bureau d'André Aubut, à la polyvalente Dalbé-Viau de Lachine, raconte Geneviève Jeanson. Elle avait 16 ans quand son entraîneur de cyclisme André Aubut, alors professeur d'éducation physique, l'a embrassée pour la première fois. Plus tard, ça s'est poursuivi à la résidence d'Aubut à Sainte-Anne-de-Bellevue, où il vivait avec sa femme. Puis dans son auto.

« Il me protégeait. Il avait l'air de savoir ce qu'il faisait et pas moi », raconte l'ex-cycliste dans *L'affaire Jeanson : l'engrenage*, un livre du journaliste Alain Gravel à paraître la semaine prochaine aux éditions Voix parallèles.

À la même époque, Jeanson, incitée par Aubut et un médecin peu scrupuleux et avec l'approbation tacite de son père, a commencé à s'injecter de l'EPO, la substance dopante qui allait la mener à de grandes victoires, mais aussi à la déchéance.

Marquée par le chantage, les menaces et la violence, la relation intime et sportive unissant Aubut et Jeanson s'est poursuivie sur une période de presque 10 ans. L'emprise d'Aubut « était telle qu'elle se sentait obligée de satisfaire ses moindres désirs, y compris sexuels », écrit l'auteur.

Sans contrainte physique proprement dite, elle s'est sentie forcée à des attouchements allant jusqu'à la fellation.

« Il m'est arrivé de lui dire que je ne voulais pas, relate Jeanson au sujet de ces relations malsaines. Après il me faisait souffrir. Il n'était pas fin avec moi. Il était méchant. Il faisait tout pour que mes entraînements de vélo ne se passent pas bien. Il me décourageait. Il me battait mentalement. »

À l'origine, Alain Gravel souhaitait écrire le récit de la démarche journalistique ayant mené aux aveux de dopage de Jeanson à l'émission *Enquête* de Radio-Canada, en septembre 2007. Des entretiens subséquents avec l'ex-cycliste, ainsi que des recherches et des entrevues visant à documenter le livre, ont permis au journaliste d'en découvrir davantage, en particulier au sujet des relations sexuelles malsaines que l'athlète aurait eues avec Aubut, qu'elle décrit comme un homme violent.

La violence n'était pas que psychologique. Lors d'un entraînement en 2004, Jeanson a essuyé un coup de poing en plein visage parce qu'Aubut était insatisfait de ses efforts, avait-elle raconté à *Enquête*. Elle avait ensuite été laissée en plan dans le désert. L'agression lui avait laissé un œil au beurre noir. Alain Gravel a déniché des photos et obtenu des témoignages corroborant les dires de Jeanson.

Cette dernière en rajoute dans le livre. « C'était de se faire fesser dessus, décrit-elle au sujet des agressions de son entraîneur. Il m'a déjà pognée par la peau des fesses et les cheveux pis il m'a sacrée dehors de la maison. Je me souviens d'avoir été dans une salle de bains en céramique en Italie, pis je pensais vivre un film d'horreur. Il m'a battue là. Je m'imaginais pleine de sang partout, ostie! Battue à coups de pied, coups de poing, des claques, pognée par les cheveux, me crisser sur le mur, tout ! »



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE

L'emprise d'André Aubut (à gauche sur la photo) « était telle qu'elle (Jeanson) se sentait obligée de satisfaire ses moindres désirs, y compris sexuels », écrit Alain Gravel dans *L'affaire Jeanson : l'engrenage*.

« Je n'ai rien à dire. Elle m'a assez fait de trouble comme ça. C'est fini. (...) Elle peut dire ce qu'elle veut. D'ailleurs, elle dit n'importe quoi. »

— André Aubut à Alain Gravel, lors d'une conversation téléphonique

Afin de maintenir son emprise, Jeanson soutient qu'Aubut l'a déjà menacée de la tuer et de se suicider ensuite si elle le quittait.

Aubut nie

Aubut réfute catégoriquement les allégations de son ancienne protégée, avec qui il a vécu sous le même toit en Arizona et avec qui il a été marié pour des raisons d'affaires d'avril à octobre 2006.

« Je n'ai rien à dire, a-t-il répété à Alain Gravel lors de leur dernière conversation téléphonique, en juillet 2008. Elle m'a assez fait de trouble comme ça. C'est fini. Je veux passer à autre chose. Je ne veux pas retourner en arrière. C'est mort et enterré. Elle peut dire ce qu'elle veut. D'ailleurs, elle dit n'importe quoi. »

Des témoignages de proches, d'un ancien collègue de travail et d'ex-cyclistes de l'équipe Rona confirment le tempérament colérique et explosif d'Aubut. Personne ne l'a cependant vu lever la main sur celle qui a marqué l'imaginaire collectif au Québec avec ses quatre victoires spectaculaires à l'épreuve de Coupe du monde disputée chaque printemps sur le mont Royal.

Dans le livre, le cercle restreint des proches du clan Aubut-Jeanson jure qu'ils ignoraient que la cycliste avait pris de l'érythropoïétine (EPO) de ses débuts jusqu'à son contrôle positif de l'été 2005. Tous sont tombés des nues, du relationniste Daniel Larouche, omniprésent durant l'enquête d'Alain Gravel, à l'avocat Jean-Pierre Bertrand en passant par Claude Gaumond, grand ami d'Aubut et l'une des rares personnes à être restées solidaires de Jeanson.

À part Aubut, seul Yves Jeanson, le père de Geneviève, a été mis au parfum de 1998 à 2003 **(voir autre texte en page A4)**.

Aux dernières nouvelles, Jeanson, 27 ans, vit toujours aux États-Unis, partageant son temps entre son petit bungalow de Phoenix et San Diego, où vivrait son nouveau *chum*, un homme à la fin de la quarantaine. Les deux planifiaient d'ouvrir un restaurant et un hôtel-boutique en Thaïlande, mais le projet est tombé à l'eau. Jeanson aurait également repoussé l'idée de venir s'établir de nouveau à Montréal.

Alain Gravel croit que Jeanson poursuit présentement une démarche thérapeutique. « Elle est au courant de la publication du livre. Elle attend de le voir avant de réagir », dit l'auteur, qui a parfois eu l'impression de servir d'outil thérapeutique. « Elle a répondu à mes questions, mais elle n'a pas demandé de compensation financière ni coécrit le livre », précise-t-il.

En début d'année, Jeanson a étroitement collaboré à un scénario de film sur sa vie qui sera réalisé par Alexis Durant-Brault (*Ma fille, mon ange*). Un projet de biographie avec la romancière Arlette Cousture, la femme de son ex-relationniste Daniel Larouche, aurait été abandonné.

Le livre d'Alain Gravel, *L'affaire Jeanson : l'engrenage*, sera en vente à compter du jeudi 6 novembre.

Les vraies perdantes
Un autre angle de l'affaire Jeanson, à lire dans la chronique de Jean-François Bégin en **PAGE 3** du cahier **SPORTS**.

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS **6**	Horaire télévision	ARTS **4**
Astrologie du jour	VOYAGES **5**	Loteries	A **10** et SPORTS **5**
Bourses	AFFAIRES **9** et **10**	Monde	A **23** à **25**
Carrières	AFFAIRES **8**	Petites annonces	VOYAGES **4** à **7**
Décès	VOYAGES **6** à **8**	Sudoku	AFFAIRES **4**
Forum	A **26** et **27**		

Météo

Nuageux avec possibilité d'averses de neige en matinée, maximum **3**, minimum **1**. VOYAGES **8**

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL ?
commentaires@lapresse.ca

BAUME & MERCIER & MOI



www.baume-et-mercier.com

ILÉA

BAUME & MERCIER
GENEVE · 1830

Disponible chez :
CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS
2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL: (514) 845-4651 SANS-FRAIS: 1-888-883-8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

3558111A 3564827

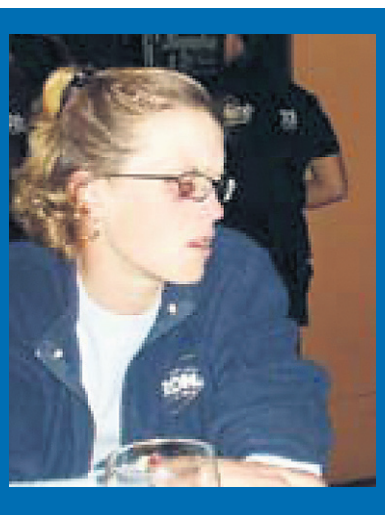
CYBERPRESSE.CA

PHOTOS
Nos photos exclusives de l'ex-championne cycliste sur **cyberpresse.ca/jeanson**

VIDÉO
Regardez l'entrevue vidéo faite par notre chroniqueur Jean-François Bégin avec Alain Gravel sur les secrets de Geneviève Jeanson, sur **cyberpresse.ca/video**



Alain Gravel



L'emprise d'un entraîneur

— Après avoir reçu un coup de poing lors d'un entraînement : « J'avais l'impression de le mériter. »

Le chantage sexuel et les menaces d'un entraîneur

— « Il m'était arrivé de lui dire que je ne voulais pas. Après il me faisait souffrir. Il n'était pas fin avec moi. Il était méchant. Il faisait tout pour que mes entraînements de vélo ne se passent pas bien. Il me décourageait. Il me battait mentalement. »



PHOTO RYAN REMIORZ, CP ARCHIVES

CE QU'IL FAISAIT... »

et le chantage sexuel que lui aurait fait subir son ex-entraîneur André Aubut



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

À l'origine, Alain Gravel souhaitait écrire le récit de la démarche journalistique ayant mené aux aveux de dopage de Geneviève Jeanson à l'émission *Enquête* de Radio-Canada, en septembre 2007. Des entretiens subséquents avec l'ex-cycliste, ainsi que des recherches et des entrevues visant à documenter le livre, ont permis au journaliste d'en découvrir davantage, en particulier au sujet des relations sexuelles malsaines que l'athlète aurait eues avec son ex-entraîneur André Aubut, qu'elle décrit comme un homme violent.

Entre la dope et les mots doudous



MARIE-CLAUDE LORTIE
CHRONIQUE

Quelle histoire! Je viens de déposer le livre d'Alain Gravel sur l'affaire Geneviève Jeanson, et je n'arrive pas à croire à quel point tous les détails sur la carrière de la cycliste que le journaliste et son équipe ont réussi à déterrer ressemblent à une sorte de scénario de film sur une ado assoiffée de reconnaissance, un entraîneur violent, un père ambitieux et un sport spectaculaire et complexe.

Tout est là, si l'on se fie au livre. La violence, la dope, le mensonge, la domination, le chantage émotionnel, l'obsession de la victoire à tout prix. On y parle même de relations sexuelles auxquelles elle se serait sentie forcée d'acquiescer dès l'âge de 16 ans. Oui, cette petite menteuse qui nous a fait croire pendant des années qu'elle était une championne propre, qui nous a enragés par ses entourloupettes avec la vérité et qui nous fait jurer tout le long du livre en cherchant continuellement à fuir les faits, a eu droit à la totale.

Et le plus triste, c'est qu'en tournant la dernière page de *L'affaire Jeanson : l'engrenage*, on n'est pas réellement convaincu que la jeune femme va vraiment beaucoup mieux et que sa vie est réellement repartie sur la bonne voie.

Tout ce qu'il reste, c'est l'impression que lorsqu'on tire le rideau pour voir ce qui se passe dans les coulisses du sport d'élite, ce qu'on aperçoit est d'un glauque à lever le cœur.

On nous dit toujours que le chemin vers le podium est ardu. Mais à ce point nauséabond?

Si j'avais, en ce moment, un enfant athlète en train de s'entraîner en vue de compétitions avancées, je pense que j'éviterais de lire ce livre. Ou je le relirais une seconde fois. Ou je le mettrais à la poubelle en essayant de me convaincre que c'est l'exception… Je ne sais plus.

J'imagine qu'il y a toutes sortes de relations correctes et saines et productives entre entraîneurs et sportifs, des liens entre motivants et motivés qui permettent aux jeunes de se surpasser, d'apprendre l'effort, la discipline, l'art de rebondir et l'art de s'interroger. J'imagine qu'il y a des jeunes qui ressortent de ces expériences remplis de leçons exceptionnelles que des maîtres leur auront transmises tels les grands sages des films asiatiques.

Mais avouez qu'on entend trop souvent parler de l'inverse, que ce soit chez les sportifs ou ailleurs. Je pense notamment aux sordides histoires impliquant des enseignants religieux ou au cas Nathalie Simard, évidemment. Confier son enfant à un autre adulte n'aura jamais semblé aussi risqué.

Car c'est le lien d'autorité qui devient le poison. L'emprise qui n'a comme balise que le jugement du maître.

////////////////////////////

L'autre élément de réflexion qui ressort de l'histoire de la cycliste, c'est tout ce qui tourne autour de la volonté de réussite transmise notamment par le père. Ce père qui en savait long et *qui lui faisait signer des contrats pour qu'elle soit première de sa classe*, nous relate Alain Gravel.

Je dis réussite, mais est-ce vraiment de cela qu'il est question dans cette quête de la première place qui a poussé Jeanson à accepter l'abus, à gagner en mentant? Ou ne parle-t-on pas plutôt de triomphe absolu, de quelque chose qui n'a pas à être interprété, qui n'a pas à passer par une réflexion adulte sur la valeur relative de ce qui vient d'être accompli?

Je sais qu'à force de vouloir relativiser, justement, on peut finir par perdre le sens même de l'idée d'excellence. Et non, une quatrième place, ce n'est pas la même chose qu'une première. Et oui, ce n'est pas une mauvaise idée de vouloir gagner.

Mais entre les euphémismes doudous encouragés par un certain type d'éducation pour protéger à tout prix la confiance en soi des enfants, et le triomphe dopé cautionné par les parents, n'y a-t-il pas des zones intermédiaires où l'on pourrait envoyer nos enfants faire du sport et exceller sans qu'ils tombent dans un engrenage infernal?

Le plus triste, c'est qu'en tournant la dernière page de « L'affaire Jeanson : l'engrenage », on n'est pas réellement convaincu que la jeune femme va vraiment beaucoup mieux et que sa vie est réellement repartie sur la bonne voie.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueuse : mlortie@lapresse.ca

GENEVIÈVE JEANSON LE LIVRE

DOPAGE

Le père de Jeanson savait

SIMON DROUIN

Geneviève Jeanson a appris à vivre avec la pression très jeune. À l'âge de 7 ans, son père, Yves, lui faisait signer un contrat pour qu'elle soit la meilleure de sa classe.

« Sinon, il me privait de loisirs », confie Jeanson dans le livre *L'affaire Jeanson : l'engrenage*. L'anecdote est révélatrice du type de relation entre le père et la fille à l'aube de sa carrière sportive.

Jeanson assure que son père ne l'a jamais incitée à se doper. Elle lui pardonne cependant difficilement de ne pas avoir cherché à la libérer de l'emprise d'Aubut même s'il savait qu'il la maltraitait.

À partir d'entrevues avec le principal intéressé et de témoignages, Yves Jeanson est décrit comme un être ambitieux et colérique, à l'image de l'entraîneur André Aubut, avec qui il collaborait étroitement.

En 1998, alors qu'elle avait 16 ans, Geneviève était d'ailleurs accompagnée de ses parents et d'Aubut lors de sa première rencontre avec l'orthopédiste montréalais Maurice Duquette, le premier à lui fournir de l'EPO.

Dans le reportage de l'émission *Enquête*, M. Jeanson s'était maladroitement défendu et jurait qu'il ne savait pas que sa fille avait continué à s'injecter régulièrement cette substance dopante. Il rejetait la plus grande partie du blâme sur Aubut. « Ce gars-là nous a manipulés à 100 % », soutient M. Jeanson.

Or, dans le livre, Yves Jeanson admet avoir été au courant des agissements de sa fille jusqu'à son exclusion des Championnats du monde de Hamilton, en 2003, pour formule sanguine non conforme.

Invités à s'expliquer par l'auteur Alain Gravel, les parents Jeanson ont finalement refusé. « Nous cherchons plus à oublier qu'à se remémorer des mauvais souvenirs. Nous suivons présentement une thérapie chez le psy dans le but de passer à autre chose dans notre vie », lui ont-ils fait savoir par courriel. Selon Geneviève, la communication était inexistante dans la famille et ses parents se sentent responsables de ce qui lui est arrivé.

Geneviève Jeanson reconnaît que son père avait de grandes ambitions pour elle et qu'il lui mettait de la pression. Mais il ne l'a jamais incitée à se doper ni poussée à la performance à tout prix, précise-t-elle. Elle lui pardonne cependant difficilement de ne pas avoir cherché à la libérer de l'emprise d'Aubut même s'il savait qu'il la maltraitait.

À la lumière d'une communication récente avec l'auteur du livre, la relation de Jeanson avec ses parents s'est dégradée après une réconciliation.

Sept ans après le déclenchement d'une enquête contre lui par le comité de discipline du Collège des médecins, le Dr Duquette attend toujours sa sanction.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE

Dans le livre d'Alain Gravel, Yves Jeanson est décrit comme un être ambitieux et colérique, à l'image de l'entraîneur André Aubut, avec qui il collaborait étroitement. Sur cette photo datée du 11 octobre 1999, on le voit en compagnie de sa femme Nicole et de sa fille Geneviève.



PHOTO BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE

« Quand elle (Jeanson) dit qu'elle est une victime, je n'ai pas le goût de la croire, dit la cycliste Lyne Bessette à Alain Gravel dans le livre *L'affaire Jeanson : l'engrenage*. Elle savait ce qu'elle faisait à 20 ans, quand même. » Ci-dessus, les deux rivales lors de l'épreuve de la Coupe du monde disputée sur le mont Royal en juin 2002.

Bessette en colère

SIMON DROUIN

Lyne Bessette n'a toujours pas pardonné à Geneviève Jeanson. Aujourd'hui retraitée, elle estime que sa carrière a été gâchée par le dopage de son éternelle rivale.

Bessette n'a pas accepté les aveux contrits de Jeanson à l'émission *Enquête* de Radio-Canada, l'automne dernier. « Quand elle dit qu'elle est une victime, je n'ai pas le goût de la croire, dit-elle à Alain Gravel dans le livre *L'affaire Jeanson : l'engrenage*. Elle savait ce qu'elle faisait à 20 ans, quand même. Après avoir regardé ton reportage, je revoyais ma carrière. Gâchée je dirais à 50 % par Jeanson. En même temps, je sais que c'était une fille détruite par son entraîneur. C'était tout mélangé. J'avais de la peine pour elle, mais j'étais aussi en colère contre elle. »

« Ça me fait chier de savoir qu'elle va faire de l'argent avec ça. Elle ment à tout le monde, pis elle fait de l'argent. C'est payant d'être tricheur ! »

Dans le chapitre intitulé « La princesse et la méchante », Bessette se dit encore profondément blessée par la couverture médiatique qu'elle a reçue à l'époque de sa rivalité avec Jeanson. « Ça me touchait au plus profond de mon être », dit-elle dans l'entrevue émotive qu'elle a accordée à Gravel l'été dernier.

Bessette est toujours choquée que Jeanson ait pu tirer profit du dopage en gagnant un salaire d'environ 200 000 $ par année alors qu'elle devait se contenter de 70 000 $. Le fait qu'elle ait vendu son histoire à un producteur de films la scandalise encore plus. « Ça me fait chier de savoir qu'elle va faire de l'argent avec ça, dit Bessette dans le livre. Elle ment à tout le monde, pis elle fait de l'argent. C'est payant d'être tricheur ! Je vais changer de job ! »

STAR ALLIANCE

Semez dès maintenant votre escapade du printemps

Plus de vols, plus de destinations et plus de divertissements à chaque siège.
50 % de milles-bonis Aéroplan[MD].

Économisez jusqu'à 30 % sur les destinations canadiennes et américaines.

Tarifs ALLER SIMPLE au départ de Montréal. Les voyages doivent prendre fin le 31 mai 2009.

TORONTO	HALIFAX	WINNIPEG	CALGARY	VANCOUVER
79$	169$	199$	239$	279$
LOS ANGELES	**NEW YORK NEWARK**	**LAS VEGAS**	**WASHINGTON, D.C.**	**BOSTON**
156$	196$	215$	216$	221$



Aucun supplément de frais de carburant pour les vols au Canada et entre le Canada et les États-Unis + Enregistrement gratuit de deux bagages

Voilà un aperçu des destinations en solde. De plus, inscrivez-vous dès maintenant et obtenez 50 % de milles-bonis Aéroplan en voyageant en Amérique du Nord sur les vols sans escale admissibles entre le 8 septembre et le 15 décembre 2008.

Choisissez librement en ligne sur **aircanada.com** ou en appelant votre agent de voyages.
Vous pouvez également nous appeler au 1 888 247-2262.

L'offre prend fin le 2 novembre 2008.

vancouver 2010 vancouver 2010 JEUX PARALYMPIQUES PARALYMPIC GAMES AIR CANADA SUPPORTEUR OFFICIEL OFFICIAL SUPPORTER

aircanada.com
La liberté de voyager à votre façon

3581375A

Un billet acheté auprès du bureau des réservations d'Air Canada coûtera 25 $ additionnels par personne, jusqu'à un maximum de 100 $ par réservation (non remboursables, taxes en sus). Service aux personnes malentendantes (ATS) : 1 800 361-8071. Réservation d'hôtel, location de voiture et autres services à destination offerts par des chefs de file de l'industrie du voyage, par l'intermédiaire de WWTMS. La réduction est déjà incluse dans les tarifs. La réduction est calculée en fonction de tarifs habituels des catégories Tango ou Tango Plus, à l'exclusion des tarifs Tango ou Tango Plus déjà réduits ou faisant l'objet d'une offre spéciale. Les billets doivent être achetés au plus tard le 2 novembre 2008. Les assurances, les redevances de navigation de NAV Canada, les taxes et les autres frais et suppléments ne sont pas inclus. Les billets sont non remboursables. Les tarifs sont en vigueur au moment de la publication et applicables aux nouvelles réservations seulement. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Les tarifs peuvent différer selon les dates de départ et de retour. À moins d'avis contraire, les vols peuvent être assurés par des appareils d'Air Canada, d'Air Canada Jazz[MC], de United Airlines, membre du réseau Star Alliance[MC], ou des transporteurs aériens United Express (SkyWest Airlines, Chautauqua Airlines, Shuttle America, Trans States Airlines, GoJet Airlines ou Mesa Airlines). **Destinations canadiennes :** les tarifs sont basés sur un aller simple et sont valables pour les voyages effectués certains jours seulement. Pour la plupart des destinations, les tarifs sont valables pour les voyages effectués les mardis, mercredis et jeudis. Les voyages doivent prendre fin au plus tard le 31 mai 2009. L'achat cinq jours à l'avance est requis. **Destinations américaines :** les tarifs sont basés sur un aller simple. Les voyages doivent prendre fin au plus tard le 31 mai 2009. L'achat 14 jours à l'avance est requis. **Promotion 50 % de milles-bonis Aéroplan :** vous devez être membre du programme Aéroplan et vous inscrire pour être admissible à cette promotion. Les milles-bonis Aéroplan sont attribués pour les voyages aux tarifs Tango, Tango Plus, Latitude et classe Affaires et pour tous les segments de vols sans escale admissibles au Canada et entre le Canada et les États-Unis, à bord des appareils exploités par Air Canada ou Air Canada Jazz. Les voyages doivent être effectués entre le 8 septembre et le 15 décembre 2008. Les milles-bonis Aéroplan ne sont pas des milles-privilèges Air Canada et ne permettent pas l'accès à un statut supérieur Air Canada. Certaines conditions s'appliquent. **Les destinations mentionnées dans cette annonce peuvent ne pas être incluses dans la promotion. Pour obtenir la liste des vols et des tarifs admissibles, pour vous inscrire et pour tous les autres détails, visitez aircanada.com.** [MC]Air Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada. [MD]Aéroplan est une marque déposée d'Aéroplan, société en commandite.

Comédies journalistiques



YVES BOISVERT
CHRONIQUE

Comme ça, vous ne voulez pas d'élections? On vous comprend, mais mettez vous à la place de Jean Charest un instant. A-t-il seulement le choix?

Il est en train de ramasser des feuilles dimanche matin en méditant sur les enjeux de l'économie mondiale et l'avenir du Québec quand un fidèle lieutenant l'appelle.

«L'heure est grave, monsieur le premier ministre.

– Que se passe-t-il, fidèle lieutenant?

– C'est le PQ... Pauline Marois...

– Qu'est-ce qu'elle a? Est-elle partie avec son prof d'anglais?

– Non... Elle... Ils... J'ai peine à le dire tant c'est horrible!

– Vas-tu cracher le morceau avant la fin de la chronique?

– Elle veut faire l'indépendance du Québec!

– Quoi? Mais c'est insensé, il faut faire quelque chose! Le PQ souverainiste! En pleine détresse boursière! Incroyable. J'en échappe mon râteau.

– C'est pourtant vrai, ils vont même publier un manifeste sur la souveraineté!

– Ô rage, ô désespoir, n'ai-je donc gouverné que pour cette infamie?

– Ce n'est pas tout, il y a Mario Dumont qui a prononcé le mot... le mot... vous m'excuserez, il a dit «constitution»!

– Ah, c'en est trop, il faut en appeler au peuple! Qu'on m'époussette sans délai le lieutenant-gouverneur!»

L'amour est plus fort que les motards

Le bunker des Hells de Sorel passe au feu, et aussitôt, les experts en motards sont en ondes pour nous dire, sur un ton grave, que la guerre des motards est sur le point de reprendre. Il faut dire que l'événement, spectaculaire, coïncidait avec le vol d'une tonne de dynamite en Gaspésie.

«Je ne veux faire peur à personne, mais l'ambiance en ce moment ressemble à celle qui régnait en 1992, quelque temps avant le début de la guerre des motards», a déclaré à *La Presse* un ex-policier sous le couvert de l'anonymat.

Une chance qu'il ne voulait pas nous faire peur!

«On vient de s'en prendre à l'institution, il risque donc d'y avoir des conséquences majeures», a opiné un auteur. Il a ajouté que les effectifs policiers avaient été réduits depuis les superprocès des Hells, et que l'événement était «un signal d'alarme pour les policiers et les politiciens».

Un coup des Bandidos? Représailles mafieuses?

Une autre source policière anonyme citée à la télé a lancé l'hypothèse que les Hells avaient eux-mêmes mis le feu à leur local... pour déménager sur la Rive-Nord. Méchante stratégie. Où est le Clan Panneton quand on en a besoin?

«C'est soit un groupe très bien organisé, soit quelqu'un de très stupide», a opiné sagement un expert.

Seul, ou presque, le criminologue Jean-Paul Brodeur a appelé à un peu de prudence: l'enquête commence, attendons quelques minutes avant de conclure, messieurs dames...

Et puis, samedi dans *La Presse*, André Cédilot nous apprend que les experts avaient tout faux. C'est une peine d'amour, une immense peine d'amour qui est à l'origine de l'incendie. Nul complot de trafiquants, nulle machination machiavélique, pas même un classique incendie pour des assurances. Seulement un homme trompé qui ne l'a pas pris, et qui a organisé une flamboyante revanche.

La guerre des Motards II est remise à plus tard.

L'information continue (mais tous les médias sont entraînés) bouffe du commentaire et de l'analyse avec une telle gourmandise qu'elle en devient franchement comique par grands bouts.

L'information continue (mais tous les médias sont entraînés) bouffe du commentaire et de l'analyse avec une telle gourmandise qu'elle en devient franchement comique par grands bouts.

Censure au *Devoir*?

Par la barbe d'Henri Bourassa, la chose est-elle possible?

Alain-Robert Nadeau, qui a tenu pendant plusieurs années une excellente chronique sur le droit et la société dans *Le Devoir*, accuse le quotidien.

Nadeau vient de faire publier un recueil de ses textes (*Propos sur la justice*, Éditions Yvon Blais), qui contient aussi des entrevues, notamment une avec l'ancien juge en chef de la Cour suprême, Antonio Lamer.

Le Devoir a d'ailleurs fait paraître en exclusivité, lundi, des extraits de cet entretien, d'abord publié dans le quotidien. Sauf que l'entrevue publiée en 2000 ne dit pas la même chose. L'auteur avait en effet accepté de soumettre le texte au juge Lamer, une pratique fort peu journalistique. Nadeau demandait au juge en chef ce que voulait dire la Cour en parlant de la nécessité d'une «majorité claire» à un référendum sur la sécession du Québec, dans le fameux renvoi de 1998. Dans le texte publié en 2000, le juge Lamer disait que, comme citoyen, il avait une opinion, mais «le jugement parle par lui-même» et il ne convient pas qu'un juge commente ses jugements.

Le hic, c'est que dans la version originale, corrigée par le juge Lamer, il disait qu'il faudrait à son avis 60% de Oui, ce qui est légèrement différent! «Cinquante pour cent, c'est dangereux; ce serait l'Irlande du Nord. Parce que, qu'est-ce que vous voulez, six mois plus tard, vous en avez 6, 7 ou 8% (des gens) qui n'en veulent plus (de la séparation).»

Ce n'est que l'opinion d'un des neuf juges sur un renvoi qui, lui-même, n'est qu'une opinion et pas un jugement. Mais en 2000, ces propos auraient été explosifs. L'auteur (à l'insu du *Devoir*, apparemment) a accepté de se faire corriger... On a au moins le bénéfice d'une entrevue posthume.

Quoi qu'il en soit, vous serez amusé de lire, à la page 135 du recueil, une chronique «censurée» par *Le Devoir*. C'est-à-dire jamais publiée, mais placée quelques heures sur le site internet avant d'être retirée.

Nadeau y mettait en opposition l'attitude du PQ sur le référendum comme moyen d'accession à la souveraineté et le référendum, purement consultatif, en matière de fusions municipales. C'est Stéphane Dion qui doit être heureux, écrivait-il, ajoutant que le processus de fusion «fait fi de la volonté populaire» et est «une résurgence de cet absolutisme royal qui prévalait au XVII[e] siècle».

On voit mal ce qu'il y a d'impubliable là-dedans, à part de contredire la page éditoriale, mais je ne suis pas bien sûr que celui qui a décidé de publier en bonne place des extraits exclusifs de ce recueil dans *Le Devoir* ait lu la page 135...

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur: yves.boisvert@lapresse.ca

Réouverture du pont Latour à LaSalle



PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE

Le pont Latour, situé dans l'arrondissement de LaSalle, a été rouvert, hier, après des travaux de reconstruction qui ont duré 18 mois. Reliant le boulevard de La Vérendrye au boulevard Champlain, le pont destiné à traverser le canal de l'Aqueduc avait été construit en 1921. «Il avait dépassé sa durée de vie utile et ne répondait plus aux besoins actuels», a dit la mairesse de l'arrondissement de LaSalle, Manon Barbe. Les travaux de reconstruction ont coûté près d'un million de dollars. — Catherine Handfield

C'est votre dernière chance.

(Ça tombe bien, car vous êtes doublement chanceux.)

bmwmontreal.ca

Le plaisir de conduire.MD

1- Pour un temps limité, tous les modèles 2008 en stock affichent des **prix révisés à la baisse**.

2- En plus, profitez d'un taux à partir de **1 % à l'achat†** ou d'un taux à partir de **2 % à la location***.

MODÈLES	323i 2008	328i 2008	528i 2008	X3 3.0i 2008	X5 3.0si 2008
PDSF initiaux	35 900 $	41 000 $	59 900 $	45 300 $	61 900 $
PRIX RÉVISÉS¥	32 310 $	36 900 $	53 910 $	40 770 $	55 710 $
Nouvelles mensualités	398 $ / mois pendant 39 mois | 0 $ acompte	459 $ / mois pendant 39 mois | 0 $ acompte	759 $ / mois pendant 39 mois | 0 $ acompte	559 $ / mois pendant 39 mois | 0 $ acompte	779 $ / mois pendant 39 mois | 0 $ acompte

Démarrez sans tarder et rendez-vous au bmwmontreal.ca.

Montréal BMW Canbec 4090, rue Jean-Talon Ouest 514.731.7871 bmwcanbec.com
Laval BMW Laval 2450, boul. Chomedey 450.682.1212 514.990.2269 bmwlaval.com
Rive-Sud Park Avenue BMW 8400, boul. Taschereau Ouest 450.445.4555 514.875.4415 parkavenuebmw.com
Rive-Sud BMW Sainte-Julie 1633, boul. Armand-Frappier 450.922.1633 514.875.4400 bmwsaintejulie.com
Blainville Hamel BMW 620, boul. de la Seigneurie Ouest 450.437.5050 hamelbmw.ca

¥Rabais équivalent à 10 % du PDSF d'un modèle de base après le rabais du fabricant offert au concessionnaire. † Les taux de financement sont offerts par Services financiers BMW, une division de BMW Canada inc., sous réserve de l'approbation du crédit, avec un terme maximal de 60 mois. Les concessionnaires peuvent établir leurs propres prix et facturer des frais administratifs, ce qui peut modifier le taux de pourcentage annuel ou le prix du véhicule. *Les taux de location sont ceux offerts par Services financiers BMW sur approbation du crédit uniquement quant aux modèles ci-après cités en stock. BMW 323i/328i/528i/X3 3.0i/X5 3.0si 2008 : le PDSF pour le modèle de base est de 35 900 $/41 000 $/59 900 $/45 300 $/61 900 $. Pour une location de 39 mois avec un taux d'intérêt annuel de 2 %/2 %/2 %/2 %/2,9 %, comportant une mensualité de 398 $/459 $/759 $/559 $/779 $, un montant de 3 065 $/3 197 $/3 841 $/3 409 $/3 883 $ est exigé à la signature du contrat de location**. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 17 591 $/19 152 $/25 158 $/19 932 $/27 236 $. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. Le kilométrage annuel alloué est de 20 000 km ; 0,15 $/0,15 $/0,25 $/0,15 $/0,25 $ du kilomètre excédentaire. ** Le montant exigé à la signature du contrat de location inclut le comptant initial, un dépôt de sécurité, la première mensualité, les frais de transport et de préparation, les frais d'administration du concessionnaire ainsi que l'enregistrement d'une hypothèque mobilière. Le concessionnaire peut louer (ou vendre) à prix moindre. Le coût de l'enregistrement du véhicule, les frais d'immatriculation, les options, l'assurance et les taxes applicables sur le dépôt et sur les mensualités sont en sus. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Ces offres sont d'une durée limitée, sujettes à la disponibilité et peuvent être modifiées ou annulées sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 31 octobre 2008. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire BMW pour obtenir tous les détails. Les modèles BMW 2008 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. © 2008 BMW Canada inc. « BMW » le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

3583118A 3585223

ACTUALITÉS

Pneus d'hiver obligatoires avant le 15 décembre

Folie furieuse dans les garages

HUGO MEUNIER

Après l'annonce d'une première chute de neige, les Montréalais ont pris d'assaut les garages pour faire installer leurs pneus d'hiver.

C'était déjà la folie furieuse compte tenu de la nouvelle réglementation qui oblige les automobilistes à faire chausser leurs véhicules de pneus d'hiver avant le 15 décembre.

La neige annoncée a cependant incité des gens à devancer la pose de pneus. « Je serai quand même venu cette semaine », raconte Marcel Pilon, client rencontré au garage Alex pneu et mécanique, rue Saint-Grégoire.

Même s'il se conforme à la nouvelle loi, le Montréalais qualifie de « stupide » l'obligation d'avoir des pneus d'hiver pour les automobilistes, comme lui, qui ne sortent pas de la ville.

Les employés fourmillaient derrière lui dans le garage, dans lequel s'élevaient jusqu'au plafond des montagnes de pneus.

« C'est malade ! C'est le bordel ! » s'est exclamé Savva Tsantrizos, en train de courir sous une voiture juchée sur une plateforme élévatrice.

Comme ses collègues, il installe des pneus six jours par semaine, de 8h le matin à 18h. « On a 20 minutes pour manger et 5 pour griller une cigarette », résume l'employé.

« On voit tout de suite l'effet de l'annonce d'une chute de neige, puisque ça a décollé fort ce matin », a confirmé Pierre Jacques, un autre employé.

Le festival de la pose de pneus d'hiver s'étire d'ordinaire de l'Action de grâce jusqu'aux Fêtes. Une période d'environ deux mois durant laquelle les garages sont débordés.

Suffit d'un coup d'œil dans la salle d'attente bondée de chez Alex pneu et mécanique ou au comptoir, où le téléphone ne cesse de sonner, pour le comprendre.

Même frénésie au Centre de mécanique et pneus Papineau, où on doit faire preuve de débrouillardise pour dénicher une place dans le stationnement. « Le téléphone sonne depuis ce matin. Les gens veulent soudainement prendre leurs rendez-vous », a souligné le propriétaire Daniel Delisle.

Il déplore que les gens attendent à la dernière minute pour installer leurs pneus d'hiver, croyant faussement les préserver plus longtemps.

Ses 20 employés affectés à l'installation des pneus s'occupent d'environ 200 véhicules par jour en période de pointe.

Éric Cléroux et Yannick Morin, deux d'entre eux, soufflaient quelques minutes à notre passage. « Quand les gens voient de la neige, c'est la panique », admet M. Morin. « Après le passage de la cantine, on n'a pas le temps de s'asseoir pour manger », ajoute son collègue.

Contrairement aux années passées, plusieurs clients ont néanmoins commandé rapidement leurs pneus d'hiver, craignant une pénurie.

Mais une armée d'automobilistes, comme Carole Zabihaylos, attendra toujours la perspective bien réelle des premiers flocons avant d'agir. « Je suis venue dès que j'ai entendu parler de neige », avoue la Montréalaise, venue récupérer sa voiture au garage de l'avenue Papineau.



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

Savva Tsantrizos n'en finit plus de monter des pneus d'hiver sur des jantes. « On a 20 minutes pour manger et 5 pour griller une cigarette », résume-t-il.

PREMIÈRE TEMPÊTE

À l'avant-veille de l'Halloween, des Québécois devront sortir leur pelle, ce matin. La première tempête de neige de la saison s'est abattue sur l'ouest de la province la nuit dernière, amenant jusqu'à 25 cm sur certaines régions. C'est du moins ce que prévoyaient hier après-midi les météorologues d'Environnement Canada. Le nord des Laurentides et l'Outaouais devaient être les secteurs les plus touchés par le système en provenance de la côte est des États-Unis.

Hull et Gatineau devaient ainsi recevoir entre 10 et 20 cm de neige entre hier soir et ce matin. Quant aux Laurentides, entre 10 et 25 cm étaient attendus entre Sainte-Agathe et la réserve faunique de la Vérendrye.

« Bien qu'aucun record ne soit battu, c'est tout de même rare de recevoir plus de 15 cm de neige en octobre », a indiqué hier André Cantin, météorologue à Environnement Canada. À Montréal, la pluie devait se transformer en neige fondante au milieu de la nuit. « Il devrait en tomber entre 1 et 4 cm, a indiqué M. Cantin. Mais au sol, ça ne devrait pas s'accumuler. »

— Catherine Handfield

DIRECTEMENT DE L'ENTREPÔT DE LA MANUFACTURE

Shermag

TOUT DOIT ÊTRE VENDU!

LIQUIDATION D'INVENTAIRE DE 10 000 000 $

SALLE À MANGER • CHAMBRE À COUCHER • SALON • CHAMBRE DE BÉBÉ • BUREAU PERSONNEL

60 à 80% DE RABAIS*



Shermag

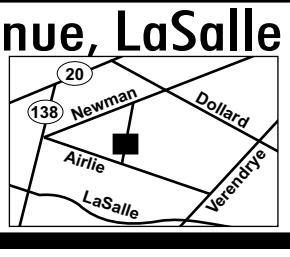
BERÇEUSE, INCLUANT TABOURET ET COUSSINS

Comparez à 699,99$ 195$

795, 90e Avenue, LaSalle

mercredi...10 h à 18 h
jeudi...10 h à 21 h
vendredi...10 h à 21 h
samedi...10 h à 17 h
dimanche...10 h à 17 h

Termes: Comptant, Debit, Visa, Mastercard



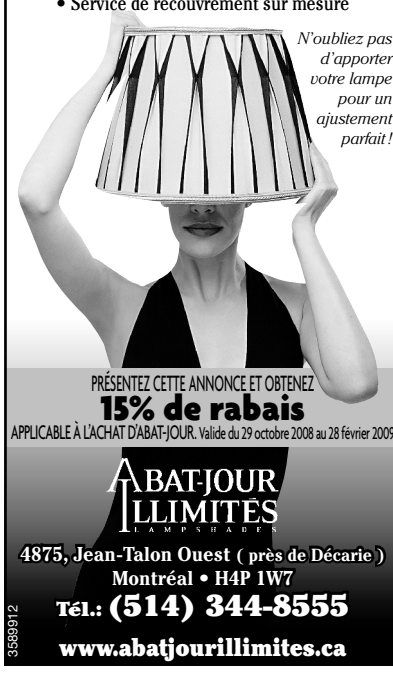
* Basé sur une comparaison de prix. Les stocks ont été accrus pour offrir un meilleur choix. Articles à prix net exclus.

ACTIFS EN ACTION MC Professionnels de la disposition d'actifs actifsenaction.com

3594372A

L'abat-jour est à la mode

Plus de 5 000 abat-jour en magasin, le plus grand choix au Canada.
• Réparation de lampes sur place
• Service de recouvrement sur mesure



N'oubliez pas d'apporter votre lampe pour un ajustement parfait !

PRÉSENTEZ CETTE ANNONCE ET OBTENEZ
15% de rabais
APPLICABLE À L'ACHAT D'ABAT-JOUR. Valide du 29 octobre 2008 au 28 février 2009

ABAT-JOUR ILLIMITÉS LAMPSHADES

4875, Jean-Talon Ouest (près de Décarie)
Montréal • H4P 1W7
Tél.: (514) 344-8555
www.abatjourillimites.ca

3589912

LASIK MD VISION

La qualité à prix abordable!

Nouveau financement!

CORRECTION DE LA VUE AU LASER

À PARTIR DE

1$ /jour†* OU 490$ par œil†



Dr Pierre Demers
M.D., FRCSC
40 000 interventions

Dr Avi Wallerstein
M.D., FRCSC
50 000 interventions

Dr Mark Cohen
M.D., FRCSC
50 000 interventions

LES 50 SOCIÉTÉS LES MIEUX GÉRÉES AU CANADA

Consultation GRATUITE : 1 866 393-1515 • www.lasikmd.com

LAVAL : 2525, boul. Daniel-Johnson MONTRÉAL : 1250, boul. René-Lévesque O. BROSSARD : 1850, av. Panama

†Les prix peuvent changer sans préavis et peuvent varier selon la prescription. Correction personnalisée avec la technologie Zyoptix à 1750 $ par œil. Applicable sur une chirurgie des deux yeux.
*Basé sur un financement de 60 mois à 13,5 % d'intérêt et sous réserve d'approbation de crédit de Services de cartes Desjardins.

Accord D Desjardins

Halifax | Québec | Sherbrooke | Ottawa | Toronto | Hamlilton | Edmonton | Calgary | Vancouver

3575801A 3588117

REGARDEZ CE QUE LA BÊTE A RAPPORTÉ.

GAGNANTE DU PRIX DE L'AJAC POUR LA MEILLEURE VOITURE DE SPORT/ DE PERFORMANCE DE PLUS DE 50 000 $

ASSOCIATION DES JOURNALISTES AUTOMOBILE DU CANADA

Avec son V8 de 416 ch, ses roues BBS de 19 po en aluminium forgé au design « épée de samouraï », ses énormes freins Brembo et la première transmission à 8 rapports sport à commande directe au monde, la Lexus IS F, alias « la Bête », ne s'est pas juste mesurée à une horde de voitures puissantes : elle a aussi dompté les experts les plus redoutables. Jugez-en donc vous-même. Faites l'essai routier de la IS F ou de la série IS dès aujourd'hui. Trois modèles. Trois cylindrées. Une pure poussée d'adrénaline. Bien équipées à partir de 31 500 $.

lexus.ca

LEXUS

À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION

3594061A

*PDSF de la IS 350 2009 à partir de 42 950 $, PDSF de la IS 250 2009 à partir de 31 500 $ et PDSF de la IS F 2009 à partir de 64 450 $. Transport et préparation (1 895 $), immatriculation, assurance, enregistrement, taxes applicables, redevances, taxes sur les pneus neufs et frais en sus. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre. Visitez lexus.ca pour tous les détails.

ACTUALITÉS

Valse-hésitation autour du CHUM

ARIANE LACOURSIÈRE

La communication est plus cahoteuse que jamais au Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM). Les médecins ont toujours l'impression de ne pas être écoutés alors que l'administration de l'hôpital assure qu'il n'en est rien. L'espoir de voir le projet du futur CHUM lancé avant Noël, comme le souhaite le gouvernement, semble remis en question.

Lundi soir, le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens (CMDP) du CHUM a rejeté à l'unanimité les plans fonctionnels et techniques (PFT) du futur complexe hospitalier. Ces documents, qui doivent être remis au gouvernement le 5 novembre, présentent les détails du projet, dont la répartition des lits.

« Les plans finaux doivent être déposés dans une semaine. Et nous n'avons pas encore vu les modifications. C'est inquiétant. »

Le CMDP a été outré de voir que ces PFT fixent toujours à 700 le nombre de lits du futur CHUM. Ce nombre est nettement insuffisant selon les médecins. Dans le seul département de chirurgie, les médecins estiment qu'il faudrait au moins 100 lits et 15 salles d'opération de plus.

Jusqu'à tout récemment, le CMDP croyait que l'administration du CHUM était prête à revoir à la hausse le nombre de lits. « Il y a un double discours car, sur papier, le projet reste le même », déplore le porte-parole du CMDP, le Dr Paul Perotte.

Plus de lits

Mandaté par le CHUM pour trouver un terrain d'entente, le Dr Guy Breton soutient que le nombre de lits est en train d'être revu. Selon lui, les PFT que les médecins ont entre les mains sont déjà « des documents du passé ». « Le projet a évolué. Je suis déjà rendu plus loin », dit-il.

Le Dr Breton affirme qu'il a rencontré plusieurs chefs de département du CHUM et qu'il a « déjà fait quelques changements nécessaires ».

Mais si le dossier progresse, pourquoi les médecins se sont-ils réunis lundi soir ? « C'est parce qu'on n'a pas accès aux modifications dont parle le Dr Breton, dit le Dr Perotte. Tout ça repose sur un seul homme. Les PFT finaux doivent être déposés dans une semaine. Et nous n'avons pas encore vu les modifications. C'est inquiétant. »

Hier soir, *La Presse* a appris que les nouveaux PFT préparés par le Dr Breton seront présentés aux médecins du CHUM la fin de semaine prochaine. Cette présentation permettra aux médecins de connaître les modifications apportées aux PFT et pourrait aider à dénouer la crise.



PHOTO FOURNIE PAR LE CHUM

Lundi soir, le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens (CMDP) du CHUM a rejeté à l'unanimité les Plans fonctionnels et techniques (PFT) du futur complexe hospitalier.

FILLETTE AGRESSÉE

La police de Québec resserre son étau

LE SOLEIL

QUÉBEC — La chasse au prédateur sexuel est ouverte dans le secteur Charlesbourg, à Québec, à la suite de l'enlèvement et de l'agression d'une fillette de 7 ans, vendredi. Après quatre jours d'enquête, la police a resserré son étau, au point d'espérer appréhender sous peu un suspect dans cette affaire.

Entre 16 h et 17 h près de l'école Guillaume-Mathieu, située entre les boulevards Louis-XIV et Jean-Talon, « la jeune fille a été abordée par un automobiliste et elle a consenti à monter à bord du véhicule », a relaté hier l'agent François Bouchard.

Elle a ensuite été déposée par son ravisseur à l'angle du boulevard Mathieu et de l'avenue de Gironde. Selon ce qu'a pu apprendre *Le Soleil*, il se serait écoulé une vingtaine de minutes entre le moment où elle a été abordée et celui où elle a été libérée.

« Quand elle est sortie de l'auto, elle pleurait. Un parent l'a vue et l'a amenée jusqu'au service de garde de l'école, comme elle venait elle-même y chercher sa fille », a raconté Paula Tremblay, responsable du service.

En fait, la victime avait quitté ce même endroit plus tôt en compagnie de sa mère à la fin des classes.

« Elle (la fillette) avait demandé à l'éducatrice en fonction si elle pouvait se rendre chez une amie, mais le règlement l'interdit, a souligné Mme Tremblay. Sa mère est venue la chercher pour la ramener chez elle. »

Une fois à la maison, sa mère lui a permis de visiter son amie. C'est donc du domicile familial qu'elle partait lorsqu'elle a été accostée par l'individu. La police ne voulait pas divulguer, hier, la nature des gestes qu'aurait faits l'homme mêlé au dossier.

L'agent Bouchard a néanmoins indiqué que l'enquête progresse bien. « Nous avons recueilli des éléments qui ont conduit à une piste sérieuse et qui, on l'espère, vont nous mener à une arrestation », a-t-il dit.

Quatre ans de pénitencier pour un trafiquant

ANDRÉ CÉDILOT

Guidée par le « principe de l'harmonisation » des peines infligées aux plus gros trafiquants de marijuana au pays, la juge Louise Villemure, de la Cour du Québec, a condamné, hier, Giuseppe Mancini, principal vendeur du clan d'Anthony Di Maulo, à quatre ans de pénitencier.

En comptant en double les six mois et demi de détention préventive qu'il vient de subir, il lui reste 35 mois à purger. Il sera admissible à une libération conditionnelle à la moitié de sa peine. À l'origine, la poursuite réclamait six ans, tandis que la défense suggérait deux ou trois ans. À l'issue d'un procès tenu le printemps dernier, Mancini avait été reconnu coupable de complot, de trafic et d'exportation de marijuana, ainsi que de gangstérisme.

Résidant de l'Ontario, tout près de la réserve d'Akwesasne, Mancini s'occupait de la vente de la marijuana pour le compte du clan Di Maulo. Il était en liaison quasi quotidienne avec le « gérant » de l'organisation, Giuseppe Cossentino. « Ils discutaient de tous les aspects du trafic de marijuana, à savoir la qualité, les prix, les taux de change, les différents types de marijuana, le partage des profits, les profits potentiels, les clients potentiels, la disponibilité de la marijuana sur le marché », souligne la juge Villemure, afin de montrer le rôle crucial de Mancini.

« L'accusé est régulièrement en négociations avec d'éventuels clients pour effectuer d'importantes transactions de marijuana qui pourraient donner de gros profits: 30 000$ par semaine ou 5000$ par jour », explique-t-elle dans son jugement. En association avec des producteurs de marijuana d'origine asiatique, le réseau vendait en moyenne 250 livres par semaine. « M. Mancini est le lien de l'organisation pour l'exportation », note la juge Villemure, en rappelant qu'il avait des clients en Ontario et aux États-Unis.

Vorsprung durch Technik **www.audi.ca**

Audi

FAITES PEUR
À L'HIVER.
VRAIMENT
PEUR.

Faites l'essai de la traction intégrale quattro[MD] et prenez le contrôle de l'hiver. Avec un temps de réponse vif comme l'éclair, le système Audi quattro vous permet de rouler en toute confiance, dans les conditions climatiques les plus difficiles. C'est Audi qui a innové la traction intégrale dans le segment des voitures de luxe, il y a plus de 25 ans. Et aujourd'hui, Audi est fière de l'offrir sur chacun de ses modèles, de la toute nouvelle A4 à l'incroyable R8. L'hiver est dans l'air, c'est le temps de vous rendre chez votre concessionnaire et de faire un essai routier. L'hiver ne sait pas encore ce qui l'attend.

L'événement
Audi quattro
MAÎTRISEZ L'HIVER
DU 4 AU 31 OCTOBRE



LOUEZ OU ACHETEZ UNE AUDI 2008 OU 2009 ET OBTENEZ
GRATUITEMENT 4 PNEUS D'HIVER
OU LE PROGRAMME D'ENTRETIEN AUDI CARE*

Automobiles E. Lauzon
2435, boulevard Chomedey
Laval
450 688-1120
www.lauzon.qc.ca

Prestige Audi
5905, autoroute Transcanadienne
St-Laurent
514 364-7777
www.audiprestige.com

Prestige Audi (Ouest)
4600 A, boulevard St-Jean
Dollard-Des-Ormeaux
514 426-7777
www.audiprestige.com

Les Automobiles Niquet
1917, boulevard Sir Wilfrid Laurier
Route 116, St-Bruno
450 653-7553
www.niquet.com

Les Automobiles Popular
5442, rue Saint-Hubert
Montréal
514 270-3566
www.popularaudi.com

Park Avenue Audi
8755, boulevard Taschereau
Brossard
450 445-4811
www.parkavenueaudi.com

Pour plus de détails, visiter montrealaudidealers.com

3591452A

3591453

*Offre de l'événement quattro valable entre le 4 et le 31 octobre 2008 à l'achat ou la location d'une nouvelle Audi 2008 ou 2009. Livraison avant le 31 octobre 2008. Offre de location d'une durée limitée sur les Audi Q7 3.6 2009 disponible seulement par Audi Finance. Quatre (4) pneus d'hiver Pirelli[MD], gratuits conçus pour le véhicule Audi acheté ou loué (valeur de 1 200 $ à 4 000 $). Les pneus d'hiver devront être de même dimension que les pneus toutes saisons ou d'été commandés avec la voiture. Sélection de pneus selon disponibilités. Installation et main-d'œuvre en sus. Programme d'entretien Audi Care couvre les services d'entretien périodique du manufacturier aux intervalles suivants : 25 000, 40 000, 55 000 et 70 000 kilomètres ou 5 ans à compter de la date de livraison originale du véhicule, selon la première éventualité (valeur de 750 $). Offre sans aucune valeur monétaire. Modèle européen montré : Audi A4 3.2, PDSF de 50 900 $. Le concessionnaire peut vendre/louer à prix moindre. « Audi », « A4 », « R8 », « quattro », « Audi Care », « Vorsprung durch Technik » et l'emblème des quatre anneaux sont des marques déposées de AUDI AG. ©Audi Canada 2008. Pour en savoir plus sur Audi, voyez votre concessionnaire, composez le 1 800 367 AUDI ou visitez-nous au www.audi.ca

J't'aiiiime Suziiiie !



PATRICK LAGACÉ
CHRONIQUE

Il y a 10 jours, le repaire des Hells était détruit par un attentat, façon talibanesque: boum, un camion-citerne rempli d'essence a frappé leur forteresse de Sorel.

Ah, là, bien sûr, on s'est perdus en conjectures, en scénarios, en hypothèses.

Parce que ça, ça entre dans la catégorie de lancer des avions sur le WTC. C'est une déclaration de guerre. Il y aura des représailles. Il y aura des morts. Il y aura des larmes. Il y aura des visites chez Urgel Bourgie. Car les Hells Angels savent comment tuer des gens, c'est bien connu.

Alors, qui a fait le coup?

La mafia russe?

Les gangs de rue de Montréal-Nord?

Les triades chinoises?

La mafia de Saint-Léonard?

Une faction rebelle des Hells?

Ouf, que de mystères.

Même Claude Poirier n'était pas en mesure de nous éclairer de son savoir encyclopédique sur cette grave question, c'est bien pour dire.

Puis, samedi, notre homme, André Cédilot, reporter aux affaires louches pour *La Presse*, a accouché du scoop expliquant l'attentat de Sorel.

Je vous le donne en mille: une histoire d'amour.

Une cr*** d'histoire d'amour!

////////////////////////

Permettez que je résume dans mes mots la nouvelle d'André.

Gars de Sorel aime fille de Sorel (il s'appelle Steve Carbonneau). Fille de Sorel (appelons-la Suzie, je crois que c'est un bon nom pour une fille mêlée à une affaire semblable) se met à fréquenter un Hells de Sorel, en catimini.

Steve apprend la chose. Steve fait savoir au motard qu'il n'est pas content. Menaces, invectives et gros mots s'ensuivent, prouvant, ici, que Steve a des couilles en acier trempé. Surtout que Steve a mangé deux raclées dans l'affaire.

Les Hells ont «convaincu» Steve qu'il devrait changer de code postal (en lui mettant le canon d'une arme dans la bouche).

Quand on reste à l'école et qu'on finit son secondaire V, on accroît de 789 % les chances de ne pas tremper dans un triangle amoureux impliquant les Hells, une certaine Suziiiie et un camion-citerne.

À cette étape de l'histoire, Steve a compris qu'il avait fait le maximum possible, syndicalement, dans sa job d'amoureux éconduit. Steve quitte donc pour l'Abitibi, où, dit-on, les Abitibiennes refusent les avances des motards patchés.

Mais c'est une ruse, c'est un exil factice, c'est un prélude à son offensive du Têt à lui. Steve, en Abitibi, recrute des associés qui confondent la vraie vie avec *Ocean Eleven* et mettent sur pied un plan prouvant qu'ils ne connaissent manifestement pas les Darwin Awards*.

Pas longtemps après, boum.

Dans le film, Steve appellerait sa dulcinée d'un téléphone public situé tout près du brasier, et il lui crierait, façon Rocky hurlant Adriaaaaan: «J't'aiiiiiiime Suziiiiie!»

////////////////////////

Sur mon blogue, plusieurs ont souligné le courage de Steve. Euh, bon, oui. En effet, je veux bien. Mais il faudrait, ici, s'entendre sur le sens du mot courage. Le kamizake afghan qui se fait exploser est aussi «courageux». Mais au moins, le kamikaze afghan n'a pas à vivre avec les conséquences de ses actes.

Remarquez, les Hells sont bien embêtés. Ils n'ont généralement pas de scrupules à éliminer leurs ennemis, mais là, s'ils éliminent ce trio-là, disons que ça va être assez évident de remonter la filière, à partir du sac de couchage. Non, vraiment, éliminer ces trois-là, ce n'est pas bon pour leur *business*.

En tout cas, ceci nous rappelle cela: quand on reste à l'école et qu'on finit son secondaire V, on accroît de 789 % les chances de ne pas tremper dans un triangle amoureux impliquant les Hells, une certaine Suziiiie et un camion-citerne.

Re-en tout cas: Suziiiie, t'es fière de toi, là?

Appelle Julie Couillard, elle va te donner des conseils pour ton autobiographie.

J't'aiiiime Isabeeeeele!

Isabelle Hudon a quitté la présidence de la chambre de commerce du Montréal métropolitain. La nouvelle, pardonnez le cliché, a eu l'effet d'une bombe. Nous, gens de médias, avons couvert la chose comme la retraite de Guy Lafleur, débats sur l'avenir de Montréal en prime.

Je suis sûr que M^me^ Hudon faisait un bon travail.

Mais je voudrais rassurer tout le monde: je suis à peu près certain que Montréal va se remettre de son départ.

***Les Darwin Awards récompensent chaque année les «génies» qui meurent, par leur propre faute, de façon stupide, s'éliminant eux-mêmes du pool génétique de l'humanité: darwinawards.com.**

Incendie du bunker des Hells
Les trois accusés comparaissent

Steve Carbonneau en avait gros sur le cœur

ANDRÉ CÉDILOT

Arrêtés en marge du coup de force qui a détruit le repaire fortifié des Hells Angels, à Sorel, Jacques Beaulieu, Steve Carbonneau et Stéphane Blanchette avaient l'air davantage embarrassés que nerveux, hier, au moment de leur retour éclair devant le tribunal.

Ayant tous trois des antécédents judiciaires, les prévenus n'ont pas semblé impressionnés en entrant dans le box des accusés, face à une salle occupée en grande partie par des journalistes. Cette seconde comparution depuis leur arrestation la semaine dernière a duré le temps que la juge Élizabeth Corte, de la Cour du Québec, remette au 7 novembre l'audition de leur demande de mise en liberté.

«Ce n'est pas bénin comme accusations, et je dois prendre connaissance du dossier avant de procéder. Je ne sais même pas qui ils sont», a expliqué Me Marcel Guérin, à l'issue de l'audience. Il représente Steve Carbonneau, 40 ans, de Sorel, et son oncle, Jacques Beaulieu, 54 ans, qui vit en Abitibi. Les deux hommes font face à six chefs d'accusation liés à l'incendie de l'immeuble de la rue Fiset, ainsi qu'à l'attentat qui a rasé le château fort des Hells, dans la soirée du 18 octobre. Ils sont aussi inculpés du vol du camion-citerne qui a servi pour enflammer l'immense bunker de la rue du Prince.

« On penchait déjà vers une ou des personnes en conflit majeur avec les motards. Mais on était loin de penser qu'il s'agirait d'une banale histoire de triangle amoureux », a dit à *La Presse* un haut responsable de la SQ.

À en croire les dénonciations déposées devant le tribunal, Blanchette, 40 ans, qui réside dans la région de Sorel, fait bande à part. Il n'aurait rien à voir avec l'incendie du repaire rouge et blanc du gang de motards. Les trois accusations portées contre lui ont trait à l'incendie allumé avec de l'essence qui a endommagé le commerce et l'appartement situés aux 116 et 118 Fiset, à Sorel-Tracy. Assis tout au bout du banc des accusés, il paraissait plus soucieux que Carbonneau et Beaulieu.

«En ce qui me concerne, c'est un dossier d'accusation comme tant d'autres, si ce n'est qu'il s'agit d'un bunker. Après tout, ce n'est pas l'incendie de la résidence de mère Teresa. D'autant que la prison est remplie de sympathisants des motards», a déclaré M^e^ Guérin, afin de bien faire comprendre à tout le monde que ses clients devaient être gardés sous haute surveillance en prison. Il dit les avoir rencontrés une seule fois jusqu'à maintenant.

La thèse d'une guerre intestine vite écartée

L'enquête de la Sûreté du Québec a progressé rapidement grâce aux témoins qui disaient avoir aperçu une camionnette de couleur bleu métallique avec deux hommes à bord dans les instants qui ont suivi l'incendie du bunker. Divers autres indices assez révélateurs, comme la présence de motocyclettes, d'un fauteuil roulant ayant déjà appartenu à feu Robert «Tiny» Richard, ancien président national des Hells, ainsi que des plaques souvenirs chères aux motards trouvés dans les débris de la forteresse incendiée, ont permis aux enquêteurs d'écarter rapidement la thèse d'une commande ou d'une guerre intestine.

«À voir la mine déconfite des motards venus sur les lieux, on était à peu près certain qu'ils n'avaient rien à voir dans ça. Une autre chose à peu près sûre: ils ne voulaient pas faire un coup d'argent, car le bunker n'était pas assuré», d'expliquer à *La Presse* un haut responsable de la SQ.

Grâce à leur service de renseignement, les policiers de la SQ savaient aussi très bien qu'il n'y avait aucun conflit dans l'air avec d'autres bandes de motards, d'ici ou d'ailleurs. C'est ainsi que, dès le dimanche matin, les enquêteurs tendaient déjà à croire que l'affaire avait une forte saveur locale ou régionale. «Il aurait pu s'agir d'un attentat sur commande, mais on penchait déjà vers une ou des personnes en conflit majeur avec les motards. Mais on était loin de penser qu'il s'agirait d'une banale histoire de triangle amoureux», a dit à *La Presse* un haut responsable de la SQ.

Principal instigateur de l'assaut contre le bunker des Hells, Steve Carbonneau aurait tout manigancé après avoir été pris à partie à au moins deux reprises par le motard épris de sa compagne. Ayant appris que Carbonneau lui cherchait noise, il l'aurait forcé à quitter Sorel en lui braquant le canon d'une arme dans la bouche. Effrayé, Carbonneau s'est «exilé» en Abitibi, où il a mûri sa vengeance avec son oncle. Il s'est ensuite assuré l'aide de Blanchette, un ami de longue date.

Résidant de Sorel, Carbonneau en avait déjà apparemment gros sur le cœur depuis plusieurs années à l'endroit du gang de motards venu s'installer dans son patelin en 1981.

— Avec la collaboration de Marcel Laroche



PHOTO BOB SKINNER, LA PRESSE

Une banale histoire de triangle amoureux a conduit à l'assaut contre le repaire des Hells à Sorel.



ACTUALITÉS

Nouveau logo pour la région montréalaise

ÉRIC CLÉMENT

Pour faire la promotion du Grand Montréal comme endroit propice pour investir, travailler et vivre agréablement, 82 municipalités de la région se sont dotées d'une image de marque qui fera le tour du monde.

« Le Grand Montréal: l'espace pour se réaliser ». Ce slogan est surmonté d'un M multicolore. La Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) a payé pour cela près d'un demi-million. « Ça correspond à 10 cents par habitant de la CMM », précise le directeur général de l'organisme, Massimo Iezzoni.

La CMM voulait trouver un fil conducteur pour ses 82 villes et leurs organismes, comme les chambres de commerce, les centres locaux de développement ou les sociétés de développement commercial. Les villes ont mis du temps à s'entendre sur le fait que, sur la scène internationale, il faut être uni. Quand on s'appelle Montréal, Laval ou Longueuil, est-il facile de s'effacer au profit de tous? « C'est la première fois que je vois nos membres fiers de vouloir parler d'une seule voix », répond M. Iezzoni.

Toutes les grandes communautés urbaines du monde ont ou sont en train de se créer une signature pour « exister » sur les marchés extérieurs, dans le but d'attirer de la richesse, que ce soit des talents, des investisseurs ou des touristes.

« À Amsterdam, ils ont 'I am sterdam', dit M. Iezzoni. Depuis quelques mois, la région de Berlin a 'Be Berlin' et en 2007, la communauté urbaine de Lyon a créé 'ONLY LYON' en inversant le nom de la ville. »

National, Léger Marketing et des entreprises de graphisme ont travaillé deux ans pour aboutir à la signature choisie, résultat d'un consensus, de nombreuses rencontres et d'un sondage. « Ce logo, c'est Montréal le 'nouveau' nouveau monde, dit M. Iezzoni. On peut tout y faire. On y trouve une ouverture d'esprit et... l'espace pour se réaliser. »

Pour Frédéric Metz, professeur de design graphique à l'UQAM, le graphisme « pur » du logo « est très beau », mais il trouve que « cinq couleurs, c'est très difficile à reproduire ». Il pense aussi que la nouvelle image ne sera « jamais assez connue mondialement » par rapport au logo de Montréal.

Mais la CMM veut le faire connaître partout. « Alain Dubuc disait l'an dernier que Montréal est un secret bien gardé et que ce n'est pas une bonne nouvelle, dit Massimo Iezzoni. Nous allons travailler durant la prochaine année pour que les villes et organismes de la CMM s'approprient ce logo et qu'il voyage. Nous allons engager une firme pour trouver des marchés. Aujourd'hui, les villes font de la pub sur CNN pour attirer des gens. »

M. Iezzoni dit que lorsqu'une nouvelle ligne aérienne New York-Lyon a été créée, le logo 'ONLY LYON' flottait au-dessus de l'aéroport new-yorkais et non les armoiries lyonnaises. Mais Frédéric Metz a des réserves sur l'adoption du logo par les villes. « Laval est vraiment prêt à laisser tomber son petit L pour ce M? demande-t-il. Si l'on ne voit que ce M, je n'ai aucun problème, mais j'ai des doutes. Pour beaucoup de gens, leur logo local est comme un drapeau national. Si le bureau qui contrôle le logo du Grand Montréal réussit à faire fonctionner ce logo seul, alors bravo! »

Pour Isabelle Hudon, présidente de la chambre de commerce du Montréal métropolitain et bientôt présidente de la boîte de pub Marketel, le geste de la CMM est exemplaire. « Un exercice de *branding* est une réflexion, pas seulement un logo, dit-elle. C'est la définition d'une mission, de ce qu'on est, et d'une vision, soit ce qu'on veut devenir. Quand l'exercice est bien fait, ce peut être très mobilisant. Créer un consensus sur un slogan et un logo, ce n'est pas rien. La CMM a compris que pour avoir de l'influence, il faut se rassembler. Je leur lève mon chapeau. »



PHOTO FOURNIE PAR LA CMM

La Communauté métropolitaine de Montréal a payé près d'un demi-million pour son nouveau logo.

CYBERPRESSE.CA

LOGOS

Pour voir les logos des autres communautés urbaines du monde, allez sur **cyberpresse.ca/logos**

SUBARU VOUS EN MET PLEIN LA VUE 2009

TOUT PLEIN DE PLAISIR, DE SENSATIONS ET DE PERFORMANCES !

La plus sportive des Subaru 2009, la Impreza, se révèle tout à fait dynamique, active et fulgurante. Et elle est aussi pratico-pratique, fiable et sécuritaire. En plein cœur de la ville comme en pleine campagne, l'Impreza est une gagnante sur tous les tableaux.

- Système de traction intégrale symétrique à prise constante Subaru
- Moteur BOXER SUBARU 2,5 L de 170 chevaux
- Climatiseur avec système de filtration d'air
- Nombreuses caractéristiques primées de sécurité
- Coussins gonflables frontaux et latéraux à l'avant
- Et plus encore...

Cote de résistance aux impacts **5 étoiles†**

★★★★★

Programme d'évaluation des nouveaux véhicules de la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA)

IMPREZA 2.5i 2009 4 PORTES
LOCATION À PARTIR DE
249 $*/MOIS
Transport et préparation **inclus**

IMPREZA 2.5i 2009 5 PORTES
LOCATION À PARTIR DE
259 $**/MOIS
Transport et préparation **inclus**



ENGAGEMENT DE SUBARU À L'ÉGARD DE L'ENVIRONNEMENT
Toutes les installations de Subaru Canada et de Subaru Indiana Automotive (usine d'assemblage de la Legacy, de l'Outback et de la Tribeca) sont certifiées ISO 14001:2004 par SGS. www.subaru-earth.com

SUBARU RIVE-SUD, GREENFIELD PARK
SUBARU SAINTE-AGATHE, SAINTE-AGATHE-DES-MONTS
SUBARU SAINT-HYACINTHE, SAINT-HYACINTHE
SUBARU REPENTIGNY, REPENTIGNY
SUBARU DES SOURCES, DOLLARD-DES-ORMEAUX
SUBARU SAINT-JÉRÔME, SAINT-JÉRÔME
CARREFOUR SUBARU AUTO, SAINTE-ROSE, LAVAL
JOLIETTE SUBARU, JOLIETTE
LACHUTE SUBARU, BROWNSBURG
CONCEPT AUTOMOBILES, GRANBY
JOHN SCOTTI SUBARU, ANJOU
SUBARU AUTO CENTRE, MONTRÉAL
SUBARU DE LAVAL, ADM AUTOMOBILES

L'impeccable ingénierie japonaise www.quebec.concessionsubaru.ca

* Pour le modèle Impreza 2.5i 2009 4 portes (9F1BP), 5 vitesses, transmission manuelle : paiements mensuels de 249 $ (taxes en sus) basés sur un bail de 48 mois. 0 $ de dépôt de sécurité. Comptant 2 999 $ (taxes en sus) ou échange équivalent. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 3 683,11 $ (taxes incluses). ** Pour le modèle Impreza 2.5i 2009 5 portes (9G1BP), 5 vitesses, transmission manuelle : paiements mensuels de 259 $ (taxes en sus) basés sur un bail de 48 mois. 0 $ de dépôt de sécurité. Comptant 2 999 $ (taxes en sus) ou échange équivalent. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 3 694,40 $ (taxes incluses). Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Taxes sur les pneus neufs incluses. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. 24 000 km par année, 10 ¢ du km excédentaire. Transport et préparation inclus. † Cote 5 étoiles décernée à la Impreza 2009 aux essais de collision frontale et latérale. Les cotes de sécurité du gouvernement américain font partie du programme d'évaluation des nouveaux véhicules de la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) (www.safercar.gov). Une cote cinq étoiles représente la cote la plus élevée du gouvernement pour a) les sièges du conducteur et du passager avant dans les essais de collision frontale, et b) les sièges avant et arrière dans les essais de collision latérale. Le concessionnaire peut offrir un prix ou taux moindre. Offres applicables sur approbation de crédit des Services Financiers Subaru par TCCI. Pour plus d'information sur toutes ces offres, voyez votre concessionnaire Subaru participant. Photos à titre indicatif seulement. Offres valables jusqu'au 31 octobre 2008.

Traction intégrale
SUBARU

3589357A
3589367

Vaste offensive contre la vente de cigarettes dans les réserves

HUGO MEUNIER

Les policiers mèneront d'ici les Fêtes une opération d'envergure dans les réserves autochtones pour contrer la vente endémique de cigarettes de contrebande.

C'est ce qu'a appris *La Presse* hier matin, en marge d'un point de presse entourant le premier bilan de l'escouade VITAL (vente illégale de tabac à Laval), lancée en mai dernier sur le territoire de l'île Jésus. L'inspecteur lavallois responsable de l'escouade, Richard Tremblay, a d'abord évoqué que plusieurs « enquêtes d'envergure » étaient en cours, de concert avec d'autres corps policiers.

Sur place, le directeur général adjoint de l'Association des directeurs de police du Québec (ADPQ), Richard Mc Ginnis, a par la suite affirmé qu'une vaste opération se préparait dans les réserves autochtones, à la source du problème de contrebande du tabac.

M. Mc Ginnis n'a pas caché que la Gendarmerie royale du Canada et la Sûreté du Québec se préparent à frapper d'ici les Fêtes. « Ce sera astronomique comme saisie et ça devrait aussi toucher des réserves du côté américain », a souligné ce dirigeant de l'ADPQ. Entre 30 et 40 % des cigarettes fumées au Québec proviennent de la contrebande. Quant aux risques d'orchestrer une frappe policière en territoire autochtone, Richard Mc Ginnis assure que les *peacekeepers* collaborent de plus en plus avec les autorités pour éradiquer le fléau.

On peut facilement mettre la main sur des cartouches de cigarettes pour 5 $ ou 6 $ sur les réserves.

En un peu moins de six mois, l'escouade VITAL a permis la saisie de 141 800 cigarettes, 10 670 $ en argent et l'arrestation de 28 personnes. Les policiers ont frappé autant autour des écoles secondaires que dans des résidences pour personnes âgées. « Les contrebandiers utilisent cet argent pour financer des réseaux de trafic de stupéfiants, d'armes et de prostitution. Les jeunes n'ont pas toujours conscience de ça », a indiqué Richard Tremblay, à la tête de l'escouade Vital.

EN BREF

Délit de fuite mortel dans le Plateau

Un homme de 66 ans a été victime d'un délit de fuite, hier soir, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Vers 20 h, la victime, originaire de Montréal, traversait l'avenue De Lorimier à l'angle de la rue Rachel. Elle a alors été heurtée par un véhicule qui effectuait un virage à gauche sur De Lorimier alors que le feu de signalisation était vert. La conductrice, âgée de 69 ans, a poursuivi son chemin après l'impact, et n'est revenue sur les lieux que 20 minutes plus tard. « Elle pourrait donc faire face à des accusations de délit de fuite causant la mort », a indiqué hier Yannick Ouimet, porte-parole du SPVM. Ni la vitesse ni l'alcool ne sont en cause.

– Catherine Handfield

LOTO QUÉBEC — Résultats des tirages du : 2008-10-28

La Quotidienne : 3 637 / 4 6953
Banco : 11 13 14 15 16 18 19 21 24 31 / 38 40 51 54 61 63 65 66 68 70
Triplex : 01 03 / 18 31 40
Astro : Jour 20 - Mois JUILLET - Année 89 - Signe SAGITTAIRE
Extra : 9358705
Lotto 6/49 : CE SOIR, GROS LOT DE 26 000 000 $ (APPROX.)

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

lotoquebec.com

Un grand pas pour l'humanité municipale



MICHÈLE OUIMET
CHRONIQUE

En plus d'être surgouverné, Montréal est désormais « surlogoïsé ». La Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) vient d'adopter un logo – un machin multicolore à cinq bosses qui a la forme d'un M – et une devise: Le Grand Montréal, l'espace pour se réaliser.

Coût: 687 000$.

Première question: la Communauté quoi? La Communauté métropolitaine, une structure politique qui chapeaute les 82 villes de l'île de Montréal, de la Rive-Sud et de la couronne nord.

Toutes ces villes, ou presque, ont déjà un logo. La CMM voulait le sien. Elle y tenait mordicus. Elle a donc mis le paquet.

Deux ans de travail ponctués de séances de remue-méninges, de groupes de discussions, de sondages, de consultations auprès des Gilbert Rozon et autres Normand Legault de ce monde, sans oublier un comité de pilotage et l'embauche de firmes. Firmes au pluriel. Quatre, pour être précis.

La totale, quoi. Pas étonnant que la facture soit si salée.

La CMM a d'abord commandé une étude: faut-il un slogan? Vaste question qu'une entreprise privée a explorée. Réponse: oui. Coût: 87 000$.

Deuxième étape: trouver un logo et une devise. Trois firmes ont planché là-dessus. Facture: 400 000$.

Troisième défi, qui se déroulera en 2009: « développer une stratégie pour la promotion du logo ». Budget alloué: 200 000$.

Grand total: 687 000$.

Une petite fortune. Indécente quand on pense à la récession qui plane sur le pays.

Mais le directeur général de la CMM, Massimo Iezzoni, insiste. C'est important. Très important. Archi important.

– C'est un grand pas pour l'humanité, a-t-il lancé.

– Ce n'est pas un peu fort? lui ai-je dit.

– Disons pour l'humanité municipale, a-t-il corrigé.

D'autres villes ont développé un « branding » régional, a précisé M. Iezzoni: Lyon, Amsterdam, Toronto, Barcelone, Berlin.

Une petite fortune. Indécente quand on pense à la récession qui plane sur le pays.

C'est vrai. Mais Lyon est resté sobre. Son logo – ONLY LYON – a coûté 40 000 euros, soit environ 60 000$. Dix fois moins cher que Montréal. Faut croire que l'humanité lyonnaise est plus économe.

Le problème, c'est que Laval, la deuxième ville de la CMM avec ses 380 000 habitants, lève le nez sur le logo.

Le maire Gilles Vaillancourt reste poli et son attachée de presse, Amélie Cliche, pèse ses mots. « Laval ne prévoit pas utiliser le logo, a-t-elle dit. On en a déjà un. »

Ah bon.

Pourquoi, alors, M. Vaillancourt a-t-il voté en faveur d'un logo à 687 000$? M^me^ Cliche a répondu, dans un autre élan d'enthousiasme: « Il n'a pas voté contre. »

Nuance.

Même réaction mitigée chez Claude Gladu, maire de Longueuil, troisième ville de la CMM. « On a déjà notre logo », a expliqué le porte-parole de M. Gladu, Jean Rossignol.

Confronté au manque d'enthousiasme de ses collègues, M. Iezzoni a défendu son bébé. Lorsque les gens de la CMM iront à l'étranger, a-t-il souligné, ils auront leur logo et leur devise.

La réalité municipale est composée de deux couches, a-t-il ajouté, la locale et l'internationale.

À chacun son logo.

////////////////////////

La CMM fait partie des innombrables structures qui encombrent le paysage montréalais. L'île, à elle seule, comprend Montréal, avec ses 19 arrondissements, et 15 villes défusionnées. Chaque entité, incluant les arrondissements, a un conseil où siègent des élus.

Pour coiffer l'île, une structure: le Conseil d'agglomération. Pour chapeauter l'île, la Rive-Sud et la couronne nord, la mère de toutes les structures: la Communauté métropolitaine de Montréal.

Et je vous fais grâce des 14 MRC, de l'Agence métropolitaine du transport et des sept conférences régionales des élus qui couvrent en tout ou en partie le territoire de la CMM.

Pour aller avec ces structures superposées, des logos superposés. Faut être cohérent.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueuse : michele.ouimet@lapresse.ca

Des voisins qui sauvent des vies

ARIANE LACOURSIÈRE

Il y a quelques années, la Montréalaise Pauline Rousseau a eu tout un choc en apprenant qu'un de ses voisins était mort depuis deux jours sans que personne ne le sache. Pour éviter de revivre pareil événement, elle a mis sur pied un système de surveillance dans son complexe d'habitations à loyers modiques (HLM).

La procédure est simple. Tous les soirs, les aînés résidant dans des HLM accrochent une affichette à leur porte. Au réveil, ils retirent l'affichette. Durant la matinée, un groupe de bénévoles fait le tour des habitations. Si une affichette pend toujours à une porte, les bénévoles cognent. « Si on n'a pas de réponse, on appelle le 911 », explique M^me^ Rousseau.

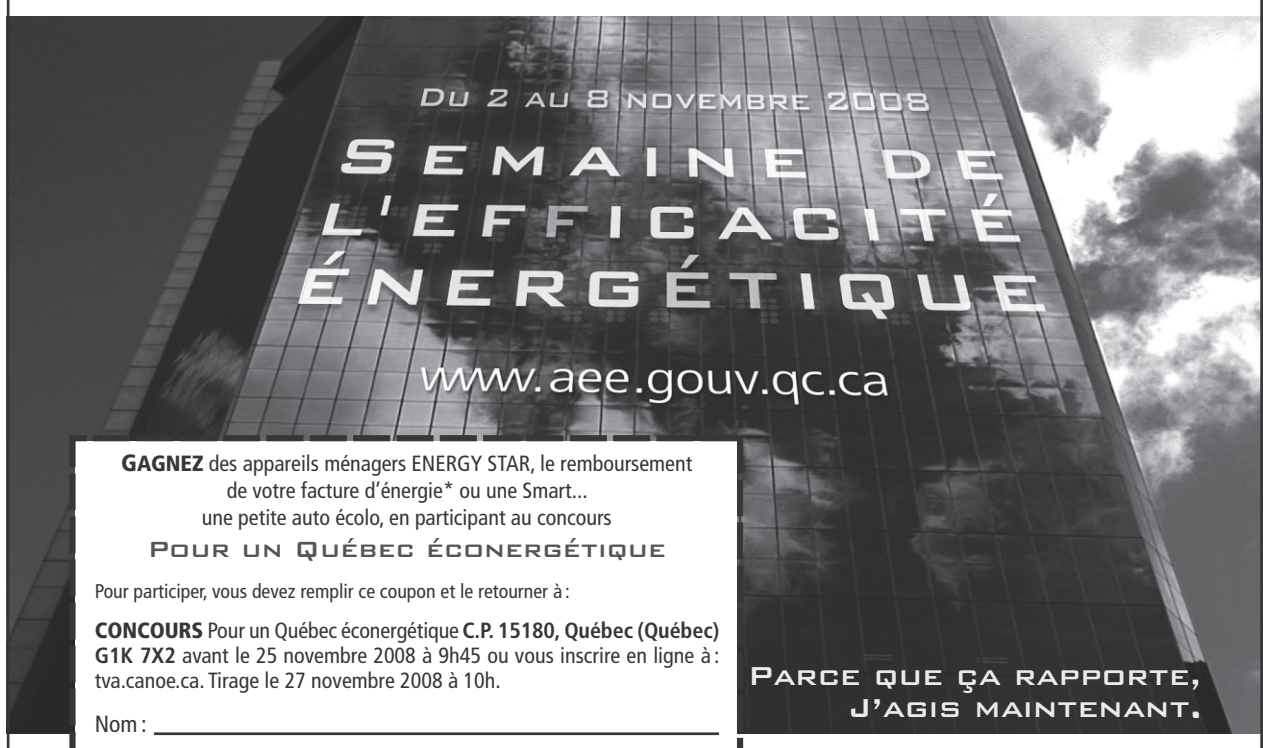
À Montréal seulement, plus de 10 000 aînés vivent en HLM. La majorité habitent seuls. Déjà, une dizaine de résidences ont adopté un système de surveillance. L'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) a lancé hier le guide *Un vigilant veille sur vous*, pour inciter plus de résidences à adopter de pareils programmes.

La Montréalaise Marguerite Bernardin estime que cela lui a sauvé la vie. À la fin de l'été 2003, M^me^ Bernardin revenait d'une fête. Avant de se coucher, elle a installé l'affichette.

Durant la nuit, elle a commencé à se sentir mal. « Je n'arrêtais pas de me lever pour aller aux toilettes. À la fin de la nuit, j'étais tellement épuisée que je ne pouvais plus me lever. »

Les bénévoles qui ont effectué leur tour de garde ce matin-là ont remarqué l'affichette. Ils ont alors cogné. « Je les entendais. Mais j'étais incapable de me lever », dit M^me^ Bernardin. Les services d'urgence sont venus chercher M^me^ Bernardin qui a été hospitalisée pendant cinq jours pour une pneumonie subite et une déshydratation importante. « Le système m'a sauvé la vie », dit la dame, qui est aujourd'hui bénévole dans son HLM.

CONCOURS
POUR UN QUÉBEC ÉCONERGÉTIQUE



GAGNEZ des appareils ménagers ENERGY STAR, le remboursement de votre facture d'énergie* ou une Smart... une petite auto écolo, en participant au concours
POUR UN QUÉBEC ÉCONERGÉTIQUE

Pour participer, vous devez remplir ce coupon et le retourner à :

CONCOURS Pour un Québec éconergétique **C.P. 15180, Québec (Québec) G1K 7X2** avant le 25 novembre 2008 à 9h45 ou vous inscrire en ligne à : tva.canoe.ca. Tirage le 27 novembre 2008 à 10h.

Nom : _____

Tél. (jour) : _____

Aucun achat requis, 18 ans et plus. Résidants du Québec seulement. Règlements disponibles au Réseau TVA. Valeur approx. des prix : 35 000$. Date limite de participation : 25 novembre 2008.
*Montant maximal de 5 000$

Agence de l'efficacité énergétique Québec

3593062A 3593067

porter



Au dessus des nuages plus rapidement.

Porter vous emmène en exclusivité vers l'aéroport du centre-ville de Toronto situé à quelques minutes de vos réunions d'affaires. Et grâce à notre processus d'embarquement simplifié, vous serez de retour chez vous encore plus rapidement qu'auparavant.



Toronto 79 $*

Réservez en ligne, appelez le 1-888-619-8622 ou contactez votre agent de voyage.

*Réservez avant le 29 octobre 2008 pour vos trajets avant le 22 mars 2009. Achat requis 7 jours à l'avance. Le trajet aller simple en classe Fixe n'inclut pas les taxes, frais et surcharges. Les sièges offerts à ce tarif sont en quantité limitée et peuvent ne pas être disponibles sur tous les vols. Valable pour les nouvelles réservations seulement.

Adhérez à VIPorter notre programme pour grands voyageurs.

www.flyporter.com

3581318A

VERS DES ÉLECTIONS AU QUÉBEC ?





PHOTOS JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

Les chefs de l'opposition, l'adéquiste Mario Dumont et la péquiste Pauline Marois, implorent le premier ministre Jean Charest de consacrer son temps à s'occuper de l'économie menacée plutôt que de se lancer dans une campagne électorale.

DÉCLENCHEMENT IMMINENT DES ÉLECTIONS

L'opposition dénonce Charest

MALORIE BEAUCHEMIN

QUÉBEC — Faux prétexte, absence de plan pour l'économie, intérêts partisans; les deux partis de l'opposition se sont ligués, hier, pour démonter l'argumentaire de Jean Charest servant à justifier la tenue possible d'élections en décembre.

Mario Dumont et Pauline Marois ont réitéré qu'ils offraient toute leur collaboration au gouvernement pour faire face aux difficultés économiques, accusant le premier ministre de ne proposer, au final, aucune solution à la crise et d'avoir plutôt les yeux rivés sur les sondages.

Lundi, M. Charest avait estimé que l'Action démocratique et le Parti québécois ne semblaient pas «en mode collaboration», annulant sa participation à une importante mission en Chine et laissant la porte grande ouverte au déclenchement d'élections générales le mercredi 5 novembre. «S'il y a une chose qui est devenue claire aujourd'hui, c'est à quel point les prétextes évoqués par le premier ministre sont vides, vides de contenu, vides de sens, a lancé le chef de l'ADQ. Le premier ministre du Québec, plutôt de rencontrer les vrais acteurs de l'économie, ce qui aurait été utile pour sa population, c'est son comité électoral qu'il s'est appliqué à rencontrer dans les dernières semaines.» La chef péquiste s'est questionnée sur le changement de cap de M. Charest, qui a répété inlassablement dans les derniers mois qu'il n'y aurait pas d'élections au Québec en 2008.

«Est-ce parce qu'il voit des embellies dans les sondages ou la vérité, c'est plutôt qu'il est absolument incapable de boucler le budget et qu'il veut se dépêcher d'aller en élection avant l'avalanche de mauvaises nouvelles?» M^me^ Marois a sommé le premier ministre de «faire preuve de transparence, d'honnêteté» en donnant l'heure juste sur la situation économique du Québec. «Pourquoi a-t-il choisi de travailler à sa réélection plutôt que de travailler pour les Québécois?»

Dans ce qui risque de devenir des lignes de campagne électorale, M. Charest a répliqué sans ménagement. «Entre ce que dit le chef de l'ADQ et ce qu'il fait, il y a un monde de différence», a martelé le premier ministre dans le cas de M. Dumont, l'accusant de s'intéresser davantage à la réouverture de la Constitution qu'à l'économie du Québec.

À propos de la chef péquiste, le premier ministre a ressorti des *boules à mites* une déclaration d'octobre 2005, alors que M^me^ Marois, en pleine course au leadership du PQ, avait estimé que l'indépendance du Québec serait suivie de «cinq années de perturbations».

Le jour où deux sondages indiquent que plus de 70 % des Québécois ne veulent pas d'élections en décembre, péquistes et adéquistes ont répété qu'il serait irresponsable de tenir un scrutin alors qu'une crise financière, et potentiellement économique, guette les Québécois. «On a un gouvernement qui retarde délibérément les mauvaises nouvelles, a estimé le porte-parole péquiste en matière de finances, François Legault. Le gouvernement libéral a l'air d'un gars qui vient de tomber du 25^e^ étage puis, à chaque étage, il nous dit: "Jusqu'à présent, ça va bien.".»

«Je ne peux pas croire qu'il ne reculera pas, a renchéri M. Dumont. Il sait qu'il a la collaboration des partis de l'opposition à l'Assemblée, on en a fait une démonstration on ne peut plus claire. Ce qu'on lui demande aujourd'hui, c'est de mettre cet agenda électoral de côté et se concentrer sur l'agenda économique.»

Selon Mario Dumont, le premier ministre Charest arrivera affaibli et mal préparé à la rencontre des premiers ministres, le 10 novembre, si le Québec est en campagne électorale, alors qu'il aurait pu se présenter à Ottawa «beaucoup plus fort», porteur de demandes adoptées à l'unanimité à l'Assemblée nationale, si les trois partis travaillent ensemble.

Une campagne électorale ferait en sorte que l'Assemblée nationale pourrait ne pas siéger pendant plusieurs mois, ce qui compliquerait l'adoption de mesures économiques, selon l'opposition. «Jean Charest et le Parti libéral travaillent pour eux-mêmes plutôt que de travailler pour la population», a conclu le chef adéquiste.

CYBERPRESSE.CA
DOSSIER
Y aura-t-il des élections provinciales le 8 décembre ? Consultez notre dossier sur **cyberpresse.ca/quebec**.





DRUMMOND

L'imprésario d'Éric Lapointe sera candidat pour le PQ

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Le bouillant imprésario du rockeur Éric Lapointe, Yves-François Blanchet, se portera candidat pour le Parti québécois dans la circonscription de Drummond, a appris *La Presse*.

C'est l'un des candidats-vedettes que la chef Pauline Marois compte présenter aux élections générales, qui devraient être lancées dans une semaine. M. Blanchet dirige actuellement la maison de disques YFB et occupe le poste de vice-président à l'ADISQ, dont le gala annuel aura lieu dimanche. Il a présidé cette association de l'industrie du disque et du spectacle en 2004 et 2005.

Originaire de Drummondville, couronné Personnalité de l'année par la chambre de commerce locale en 2006, M. Blanchet tentera de reprendre une circonscription que l'Action démocratique du Québec a ravie au PQ aux dernières élections. Il affrontera Sébastien Schneeberger, qui l'avait emporté avec une majorité de 2389 voix sur l'ancien ministre péquiste Normand Jutras. Ce dernier avait son siège à l'Assemblée nationale depuis 1994.

Yves-François Blanchet est toujours resté proche des milieux péquistes. Samedi, son protégé, Éric Lapointe, farouche souverainiste, a participé au spectacle soulignant le 40e anniversaire de fondation du Parti québécois.

C'est d'ailleurs au PQ qu'Yves-François Blanchet a fait la rencontre d'Éric Lapointe, qui, à 15 ans, était un militant actif. M. Blanchet présidait alors le comité exécutif de la circonscription de Sherbrooke.

Pauline Marois et son entourage auraient tendu une première perche à M. Blanchet en mai, à Québec. L'imprésario s'était rendu à l'Assemblée nationale pour un hommage rendu à Éric Lapointe, dont les ventes d'albums venaient de franchir le cap du million d'exemplaires. « Nous allons célébrer ça et pas à peu près », avait commenté l'imprésario.

En juillet, dans une lettre aux médias, M. Blanchet avait pris la défense de ceux qui, comme le député péquiste Pierre Curzi, avaient critiqué la venue de Paul McCartney dans le cadre du 400e anniversaire de la ville de Québec.

« Lorsque certains, pas toujours adroitement, ont soulevé la pertinence de son spectacle, des fans bercés par les Beatles, des bien-pensants qui connaissent le répertoire par cœur, – et quelques opportunistes – ont crié au crime et à la bêtise de nationalistes obtus. Pourtant, si un spectacle de Paul McCartney est un spectacle musical de premier ordre et si le personnage est énorme, il n'en demeure pas moins que ce n'était pas le bon anniversaire, ni le bon budget pour le faire venir à Québec. On n'écrit pas "Bonne fête Jean" sur le gâteau de Pierre. Le problème, n'en déplaise à Mme St-Pierre et M. Charest, n'est pas dans le spectacle, mais dans le contexte », écrivait-il.

Yves-François Blanchet sera seul en lice pour décrocher l'investiture péquiste dans Drummond. Un autre candidat qui avait manifesté son intérêt s'est rallié au cours des derniers jours. M. Blanchet n'a pas rappelé *La Presse* hier.

Drummond fait partie des quelques circonscriptions où Mme Marois compte présenter des candidats-vedettes. Son équipe fait des pieds et des mains afin de trouver une grosse pointure pour Beauharnois, où le député péquiste Serge Deslières ne briguera pas à nouveau les suffrages – tous les autres députés du PQ seront sur les rangs. Le président du Conseil régional de la FTQ du Suroît, Daniel Mallette, a été courtisé, mais il déclinera l'invitation, comme il l'a confirmé à *La Presse* hier.

Dans Berthier, circonscription passée à l'ADQ en 2007, le PQ devrait présenter le maire de Lanoraie, André Villeneuve. Dans L'Assomption, l'équipe de Mme Marois cherche à barrer la route à l'ex-député et candidat à la direction Jean-Claude St-André, un « pur et dur ». Il est pour le moment le seul à avoir manifesté son intérêt à briguer l'investiture.

ENFIN DE RETOUR!

LA GRANDE LIQUIDATION

GM Canada

Des offres qui valent le détour

ÉPARGNEZ JUSQU'À 40¢[1] PAR LITRE POUR 2 500 LITRES

EQUINOX LS 2008



FAITES 935 km AVEC UN SEUL PLEIN (route) ROUTE : 8,3 L/100 KM VILLE : 12,2 L/100 KM[2]

★★★★★ Sécurité 5 étoiles[5] La plus haute cote de sécurité

ACHETEZ À 25 995$ - 5 000$ = 20 995$

Prix initial – Ajustement de prix[3] – Prix de vente au comptant[4]

Préparation INCLUSE

PLUS 4 PNEUS D'HIVER SANS FRAIS ADDITIONNELS[6]

PROFITEZ DE NOS OFFRES DE FIN DE SAISON

COBALT 2008



FAITES 831 km AVEC UN SEUL PLEIN (manuelle) ROUTE : 5,9 L/100 KM VILLE : 9,2 L/100 KM[2]

FINANCEMENT À L'ACHAT 0% jusqu'à 60 mois[7]

MALIBU 2008



FAITES 949 km AVEC UN SEUL PLEIN (4 cyl.) ROUTE : 6,5 L/100 KM VILLE : 9,6 L/100 KM[2]

★★★★★ Sécurité 5 étoiles[5] La plus haute cote de sécurité

FINANCEMENT À L'ACHAT 0% jusqu'à 60 mois[7]

UPLANDER 2008



FAITES 891 km AVEC UN SEUL PLEIN (Prestige) ROUTE : 8,5 L/100 KM VILLE : 13,1 L/100 KM[2]

★★★★★ Sécurité 5 étoiles[5]

AJUSTEMENTS DE PRIX 7 200$[3]

SILVERADO 2008 À CABINE MULTIPLACE



LE PLUS ÉCONOME EN ESSENCE des gros pick-up à 4 roues motrices. ROUTE : 10,5 L/100 KM VILLE : 15,1 L/100 KM[8]

CAMION DE L'ANNÉE 2008

★★★★★ Sécurité 5 étoiles[5] La plus haute cote de sécurité

AJUSTEMENTS DE PRIX JUSQU'À 11 000$[3]

offreschevrolet.ca

CHEVROLET

GM Canada LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS 5 ANS 160 000 KM* • GARANTIE LIMITÉE SUR LES COMPOSANTS DU GROUPE MOTOPROPULSEUR • ASSISTANCE ROUTIÈRE • TRANSPORT DE COURTOISIE * SELON LA PREMIÈRE ÉVENTUALITÉ. CAMIONS POIDS MOYEN EXCLUS. DÉTAILS SUR LA GARANTIE LIMITÉE CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE.

autos-o-ciel GAGNEZ VOTRE CIEL ! DONNEZ VOTRE VIEILLE VOITURE. Obtenez un crédit de 750$ applicable à l'achat ou à la location d'un véhicule GM neuf admissible lorsque vous enverrez votre vieux véhicule se reposer au ciel. Visitez autos-o-ciel.ca ou votre concessionnaire GM pour connaître tous les détails.

OnStar®

GÉNIEVERT GM offre plus de véhicules écoénergiques que tout autre constructeur automobile

PRIME GM POUR ÉTUDIANTS .ca

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2008. Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. En financement, conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers, si applicables, et droits sur les pneus sont en sus et payables à la livraison. 1. À l'achat de la plupart des modèles 2008 neufs ou de démonstration en stock chez un concessionnaire participant, livrés entre le 19 juin 2008 et le 31 octobre 2008, et moyennant le versement d'une somme additionnelle de 0,01$, le consommateur reçoit une carte d'essence à prix préférentiel permettant d'économiser soit 20¢ le litre ou 40¢ le litre pour 2 500 L d'essence chez les détaillants Petro-Canada[MC]. Les véhicules suivants sont admissibles à la réduction de 40¢ par litre : Equinox, pick-up Silverado, Avalanche, Tahoe et Suburban de Chevrolet; tous les autres modèles admissibles recevront la réduction de 20¢ par litre. La réduction de 20¢ à 40¢ par litre inclut les taxes applicables. Les cartes sont valides à compter de 72 heures après la livraison, uniquement chez les détaillants Petro-Canada participants, et ne sont pas monnayables. Tous les véhicules 2008 sont admissibles sauf l'Aveo de Chevrolet et tous les camions poids moyen (y compris la famille GMT560 et la série W). GM se réserve le droit de modifier ou de mettre fin à cette offre et/ou au programme en tout ou en partie pour toute raison que ce soit et en tout temps, sans préavis. [MC]Marque de commerce de Petro-Canada. Utilisée sous licence. 2. Calcul basé sur les cotes indiquées dans le Guide de consommation de carburant 2008 de Ressources naturelles Canada sur le taux de consommation sur route, une réserve de carburant de 10% et une capacité de réservoir de 77,6 L pour l'Equinox LS avec moteur 3,4 L et boîte automatique 5 vitesses, de 49 L pour la Cobalt avec moteur 2,2 L et boîte manuelle 5 vitesses, de 61,7 L pour la Malibu avec moteur 2,4 L et boîte automatique 4 vitesses et de 75,7 L pour l'Uplander avec moteur 3,9 L et boîte automatique 4 vitesses. Les économies de carburant réelles peuvent varier selon les conditions routières, la météo et les habitudes de conduite. 3. L'ajustement de prix est offert sur l'Equinox (5 000$), l'Uplander à empattement court (7 200$) et les pick-up Silverado de séries HD 2500-3500 avec moteur diesel (11 000$). Offert seulement aux clients qui paient comptant. Communiquez avec votre concessionnaire pour en savoir davantage. 4. À l'achat de l'Equinox (1LF26/R7A), préparation incluse. Transport (Equinox : 1 150$), frais d'immatriculation, assurance et toutes taxes en sus. Offert seulement aux clients qui paient comptant; ceux qui optent pour le financement à la location ou à l'achat ne peuvent en bénéficier et verront leur taux de financement augmenter. Communiquez avec votre concessionnaire pour en savoir davantage. 5. Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager avant lors des tests d'impacts frontaux, et pour les passagers avant et arrière lors des tests d'impacts latéraux pour l'Equinox, la Malibu et le Silverado (à l'exception du modèle Silverado 1500 à cabine régulière et des modèles Silverado HD 2500-3500), la plus haute cote de sécurité décernée par le gouvernement américain. Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager avant lors des tests d'impacts frontaux pour l'Uplander. Essais effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). 6. Les 4 pneus d'hiver fournis à l'achat de l'Equinox sont de dimension 16 po. La marque et le modèle sont à la discrétion du concessionnaire. Installation en sus, si requise. Cette offre n'est pas monnayable. Certaines conditions s'appliquent. 7. À l'achat de la Cobalt (sauf Cobalt SS) et de la Malibu, 0% de financement jusqu'à 60 mois. 8. Selon le Guide de consommation de carburant 2008 de Ressources naturelles Canada pour le modèle Silverado 1500 avec moteur 5,3 L et boîte automatique 4 vitesses. Exclut les autres véhicules GM. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants (primegmpouretudiants.ca; sauf pour Uplander) et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre. Un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.**

3591278A

3583539

VERS DES ÉLECTIONS AU QUÉBEC ?

Tout le monde revient... Béchard aussi

Du côté libéral, bien des matchs revanche à prévoir

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Dans le camp libéral, presque tous les députés actuels seront candidats aux prochaines élections, y compris Claude Béchard, dans Kamouraska, qui combat toujours une grave maladie.

M. Béchard, 39 ans, a été opéré en juin dernier pour une tumeur au pancréas. Il est à mi-chemin dans son traitement de chimiothérapie. De passage au parlement la semaine dernière il avait soutenu ne pas savoir s'il poursuivrait sa carrière politique. Élu depuis 1997 dans Kamouraska-Témiscouata, il l'avait emporté de justesse par 700 voix sur l'adéquiste Gérald Beaulieu en mars 2007.

Selon les informations obtenues par *La Presse*, bien des députés qui hésitaient à poursuivre leur carrière politique ont décidé de rester dans le train. Le départ rapide de la campagne électorale – qui devrait être lancée dans une semaine – en a forcé plusieurs à prendre une décision bien plus vite que prévu.

Russel Copeman a annoncé son départ dans Notre-Dame-de-Grâce la semaine dernière. Une dizaine de personnes ont déjà tâté le terrain pour devenir candidats libéraux dans cette circonscription sûre pour le PLQ. La rumeur a lancé hier le nom de Michael Fortier, mais le principal intéressé a fait savoir que, justement, il ne l'était pas.

Monique Jérôme-Forget, titulaire des Finances, et Yvon Marcoux, élu dans Vaudreuil, auraient tous deux hésité à se représenter si des élections avaient eu lieu en 2009, mais avec une campagne imminente ils ont décidé de retourner faire du porte-à-porte.

Plusieurs spéculaient aussi sur la détermination de la ministre des Relations internationales, Monique Gagnon-Tremblay, de réclamer un autre mandat. Elle a confirmé hier qu'elle se représentait. Sa circonscription de Saint-François serait à risque pour les libéraux si M^me^ Gagnon-Tremblay tirait sa révérence, semble-t-il.

Jacques Chagnon a déjà eu sa convention il y a plusieurs jours. Un autre vétéran, Yvon Vallières, élu pour la première fois en 1973, a décidé aussi de se représenter. Dans la circonscription de Brome-Missisquoi, l'organisation de Pierre Paradis a déjà loué son local de campagne.

Pierre Marsan, dans Robert-Baldwin, et Henri-François Gautrin, dans Verdun, accrocheront encore une fois leur photo aux poteaux de leur circonscription.

En outre, bien des anciens députés libéraux, défaits par des adéquistes aux élections de 2007, voudront obtenir leur revanche. C'est le cas de Raymond Bernier, défait dans Montmorency, en mars 2007, et de Dominique Vien, qui avait mordu la poussière dans Bellechasse au même moment.

André Chenail et Bernard Brodeur, respectivement battus dans les circonscriptions de Huntingdon et de Shefford, ne seront pas partants.

En revanche, Norbert Morin veut revenir dans Montmagny, Sarah Perreault, dans Chauveau, et Jean Pierre Paquin, dans Saint-Jean.



PHOTO JACQUES BOISSINOT, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Claude Béchard, 39 ans, a été opéré en juin dernier pour une tumeur au pancréas. Il est à mi-chemin dans son traitement de chimiothérapie. Sur la photo, il était de passage au parlement la semaine dernière où il avait soutenu ne pas savoir s'il poursuivrait sa carrière politique.



Jetta City 2009
à partir de
188 $ par mois*

4 ans/80 000 km**
Garantie limitée du véhicule neuf

Consommation†
Jetta City
L / 100 km (ville) 9,8
L / 100 km (route) 7,0

Avec une liste de caractéristiques de série parmi les plus complètes de sa catégorie – système de freinage antiblocage avec freins à disque aux quatre roues, lecteur de CD/MP3 à six haut-parleurs avec port USB, coussins gonflables avant†† et tout le plaisir de conduire une allemande – avouez que la Jetta City à partir de seulement 188 $ par mois* ça donne le goût de faire de la place dans le garage. Visitez votre concessionnaire Volkswagen ou vw.ca pour tous les détails.

Das Auto.

*À la location, 188 $ par mois sur 48 mois, acompte de 2 397 $ pour la Jetta City 2009. L'offre s'applique à une Jetta City 2009 de base, manuelle, 5 vitesses, neuve, en stock. Modèle montré à titre indicatif seulement. Certaines caractéristiques montrées sont offertes en option. Frais de préparation et inspection de prélivraison de 1 335 $ inclus dans la mensualité. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers (jusqu'à 46 $), dépôt de sécurité de 240 $, frais administratifs du concessionnaire (le cas échéant) et frais de 15 ¢ du kilomètre après 64 000 km en sus. Offre sujette à l'approbation du crédit de Volkswagen Finance, une division de Crédit VW Canada Inc. Offre en vigueur à partir du 1er octobre 2008. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Ne s'applique qu'aux locations faites à des particuliers. Chez les concessionnaires Volkswagen participants du Québec seulement. Quantité limitée. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre et un échange entre concessionnaires peut être requis. Taxes, immatriculation, assurances et droits sur les pneus neufs en sus. Cette offre est d'une durée limitée et peut être retirée en tout temps sans préavis. **Selon la première éventualité. Les réglages et l'usure normale des pièces ne sont plus couverts par la garantie après 12 mois ou 20 000 km, selon la première éventualité. †Les données de consommation de Transports Canada sont fournies à titre d'estimation seulement. Votre consommation peut varier. ††Les coussins gonflables agissent uniquement comme système de retenue supplémentaire et ne se déploieront pas lors de tous les accidents. Bouclez toujours votre ceinture de sécurité. Les enfants doivent toujours prendre place sur les sièges arrière et être maintenus par un système de retenue adapté à leur taille et à leur âge. Tous les détails sur vw.ca et chez votre concessionnaire.

3592576A 3592633

VERS DES ÉLECTIONS AU QUÉBEC ?

Un milliard en élections depuis 2003

KARIM BENESSAIEH

Quel que soit le résultat des élections prévues en décembre, les Québécois pourront marquer le scrutin d'une pierre blanche : le coût global des six élections auxquelles ils ont participé depuis 2003 franchira alors le milliard de dollars.

Selon une compilation effectuée par *La Presse*, les trois élections fédérales ont coûté à elles seules 842 millions à l'ensemble des contribuables canadiens. Le dernier scrutin, celui du 14 octobre qui a redonné un gouvernement minoritaire conservateur aux Canadiens, a été le plus coûteux, à 290 millions. Il s'agit d'une hausse de 4 % par rapport aux élections précédentes, celles de janvier 2006, qui avaient valu une facture de 278 millions aux contribuables.

Pourquoi cette hausse ? « Il y a eu des changements législatifs entre 2006 et 2008 qui ont occasionné des frais », explique John Enright, porte-parole d'Élections Canada.

Trois nouveaux projets de loi sont venus modifier le processus électoral depuis deux ans. La loi C-31, par exemple, impose plus d'une vingtaine de nouvelles contraintes à Élections Canada pour s'assurer de la fiabilité de la liste électorale. La nouveauté la plus connue du public, celle qui a fait son entrée le 14 octobre dernier, est l'obligation de présenter une pièce d'identité avec photo, nom et adresse au moment de voter.

La loi C-16 a pour objectif de favoriser la participation des électeurs en augmentant par exemple de trois à quatre les jours de vote par anticipation.

Le volet le plus onéreux d'une élection est le salaire du personnel électoral, qui représente grosso modo 55 % des coûts. En 2006, date du dernier rapport complet, il a fallu débourser 125 millions pour la rémunération du personnel électoral et des préposés au scrutin, l'impression des listes électorales ainsi que la location de bureaux pour les directeurs du scrutin et de bureaux de scrutin. Les préparatifs avaient coûté 95 millions.

Quant aux sommes remboursées aux partis et aux candidats, plus généreuses depuis la réforme implantée par Jean Chrétien en 2000, elles s'étaient élevées à 56 millions.

LE COÛT DES ÉLECTIONS DEPUIS CINQ ANS

PROVINCIALES	COÛT (MILLIONS)	FÉDÉRALES	COÛT (MILLIONS)
14 avril 2003	**59**	28 juin 2004	**274**
26 mars 2007	**74**	23 janvier 2006	**278**
8 décembre 2008	**83***	14 octobre 2008	**290**
SOUS-TOTAUX	**216**		**842**
TOTAL			**1,058 milliard**

Sources: Élections Canada, Élections Québec

*Date et coût estimés

Le dernier scrutin, celui du 14 octobre qui a redonné un gouvernement minoritaire conservateur aux Canadiens, a été le plus coûteux, à 290 millions.

Explosion des coûts au Québec

Au Québec, on prévoit que des élections provinciales qui auraient lieu en décembre prochain coûteraient 83 millions. C'est une augmentation substantielle de 12 % sur les dernières élections, celles de mars 2007, qui avaient porté au pouvoir le gouvernement minoritaire de Jean Charest et coûté 74 millions.

La hausse est encore plus flagrante si on remonte à avril 2003, où la défaite du gouvernement péquiste et son remplacement par le gouvernement Charest avaient coûté 59 millions. En cinq ans, le coût des élections au Québec aura donc augmenté de plus de 40 %.

La principale responsable, ici aussi : la rémunération du personnel électoral, qui suit les barèmes de la fonction publique, explique Cynthia Gagnon, porte-parole à Élections Québec. « Depuis 2007, par exemple, il y a eu des hausses salariales de 4 %. De plus, l'ensemble des coûts est soumis à l'inflation. »

Entre 2003 et 2007, Élections Québec a également été confronté à des problèmes de recrutement qui l'ont forcé à augmenter les salaires de ses employés, en plus d'être soumis au règlement sur l'équité salariale.

À la lecture du rapport annuel d'Élections Québec publié l'an dernier, on constate en effet que le poste « rémunération du personnel électoral » représente à lui seul une hausse de 12 millions par rapport au scrutin précédent.

L'autre hausse importante est au chapitre des « transports et communications », qui passent de 6,7 à 9,9 millions. Les candidats et partis politiques, qui ont reçu 10,8 millions en 2003, ont droit à une hausse de 1,3 million. Toutes les autres dépenses sont stables.

Les remboursements de dépenses aux candidats et aux partis passeront de 12 millions l'an dernier à 16 millions cette année, en raison des nouvelles règles. Québec remboursera dorénavant la moitié de leurs dépenses aux candidats ayant obtenu au moins 15 % des votes, jusqu'à concurrence de 1,15 $ par électeur – une hausse de 2 cents par rapport à 2007.

Même scénario pour les partis, qui pourront récupérer la moitié de leurs dépenses qui ne peuvent excéder 0,67 $ par électeur, une hausse de 1 cent par rapport au scrutin précédent.

DÉÇU DE L'ADQ

Yvon Picotte votera libéral

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Déçu par Mario Dumont et les orientations de l'ADQ, Yvon Picotte a décidé de revenir au bercail. L'ancien ministre de Robert Bourassa votera libéral cette année.

M. Picotte, qui a été président de l'ADQ, souligne qu'il compte appuyer Jean-Paul Diamond, un de ses anciens employés politiques qui sera candidat libéral dans Maskinongé. Populaire et connu, M. Diamond est président de la MRC. « Je connais ses capacités, c'est vraiment un bon homme. Ce sera difficile pour moi de passer à côté », poursuit M. Picotte.

« Ce choix ne nuira à personne, pas même à M. Dumont parce qu'il ne m'a pas fait signe... Je pensais que l'ADQ était le seul parti qui pouvait apporter du changement, et ils ont gaspillé ça... » accuse M. Picotte.

« Le député adéquiste Jean Damphousse a fait du bon travail ici, mais son parti a manqué le bateau », tranche l'ancien ministre libéral, joint chez lui par *La Presse* hier.

Selon lui, l'ADQ a profité d'un extraordinaire concours de circonstances en 2007. Sans organisation et sans le sou, elle a été propulsée comme opposition officielle à l'Assemblée nationale.

En revanche, Pierre Michel Auger, le transfuge qui est passé de l'ADQ aux libéraux dans Champlain, va subir une dégelée, prédit M. Picotte. « Il n'a pas d'amis libéraux et il n'a plus d'amis adéquistes. »

Une propriétaire de garderie de Sainte-Anne-de-la-Pérade avait été pressentie par les libéraux. On lui a fermé la porte, mais M. Auger ne pourra compter sur le travail de ces partisans libéraux, « il n'y aura pas grand monde dans son local ».

Pour Yvon Picotte, l'ancienne députée péquiste de Champlain, Noella Champagne, est en bonne posture pour récupérer sa circonscription, « elle a continué à travailler comme si elle avait toujours été députée ».

Depuis les élections de 2007, « il y a eu bien des erreurs de commises à l'ADQ », estime M. Picotte, qui relève que l'organisation adéquiste n'a pas senti le besoin de faire appel à des gens qui avaient de l'expérience politique au lendemain des résultats inespérés des dernières élections. « Jean Garon et moi, on avait offert d'aller donner un coup de main aux députés à Québec, on n'a pas eu de réponse », résume M. Picotte.

Dans les heures qui suivent l'élection, les candidats « s'estiment chanceux, mais par la suite, rapidement, ils pensent qu'ils ont gagné à cause de leur popularité personnelle », ironise M. Picotte.

L'ancien ministre libéral avait repoussé l'invitation de Mario Dumont à se porter candidat en 2007. « Je pense qu'il est rancunier », conclut-il.

www.lavaltechnopole.com

QUAND L'AMBITION FAIT PÉRIR SON MÈTRE...



Il arrive que l'ambition fasse périr son mètre parce qu'il ne suffit plus à la tâche et impose trop de contraintes. Quand l'espace freine le développement d'une entreprise, il faut trouver des mètres… et donner de l'espace à l'audace, à l'ambition et à la vision.

Regardez du côté de Laval, nos mètres industriels conviennent parfaitement au développement des entreprises.

À Laval, il y a une organisation de développement économique qui s'implique dans la croissance des entreprises lavalloises. Découvrez **Défi Croissance**, le nouveau programme de développement économique de Laval réalisé par l'équipe de LAVAL TECHNOPOLE.

LAVAL TECHNOPOLE
DES EXPERTS AU SERVICE DES ENTREPRISES DE LAVAL

DÉFI CROISSANCE
Pour aller plus loin... plus vite

Il y a une place pour vous à Laval…
Un numéro vous y conduit : 450 978-5959
Et un site Internet vous guide : www.lavaltechnopole.com

3580496A

POLITIQUE

Jérôme-Forget reporte l'énoncé économique

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — La ministre des Finances du Québec, Monique Jérôme-Forget, reporte au 4 novembre le dépôt de son énoncé économique qu'elle avait pourtant promis cette semaine, une étape devant mener au déclenchement d'élections générales le lendemain. L'opposition y voit une manœuvre visant à maquiller les chiffres.

De son côté, le premier ministre Jean Charest a confirmé qu'il participera, même en pleine campagne électorale, à la réunion fédérale-provinciale sur l'économie qui se tiendra le 10 novembre à Ottawa.

La semaine dernière, la ministre Jérôme-Forget a indiqué que quelques mesures, des « petits ajouts », seront annoncées au moment de sa mise à jour économique.

Monique Jérôme-Forget dit remettre à mardi prochain son compte rendu de l'état des finances du Québec en raison de la tenue, la veille, d'une réunion des ministres des Finances de tout le Canada, à Toronto. Elle devait présenter sa mise à jour économique demain.

« J'ai décidé de retarder pour donner des nouvelles de ce qui allait se décider lors de cette rencontre » fédérale-provinciale, a-t-elle expliqué à l'Assemblée nationale, hier.

La semaine dernière, la ministre a indiqué que quelques mesures, des « petits ajouts », seront annoncées au moment de sa mise à jour économique. Québec ne fera pas de déficit cette année ni l'an prochain, a-t-elle assuré.

Selon le chef adéquiste Mario Dumont, le gouvernement reporte le dépôt de la mise à jour en vue de présenter un tableau jovialiste de la situation budgétaire à l'approche des élections. « On peut penser qu'à l'heure où on se parle, l'énoncé budgétaire est reporté parce qu'il y a une partie de bras de fer entre le gouvernement puis les fonctionnaires sur la façon dont on présente les chiffres puis le genre de chiffres qu'on présente », a-t-il affirmé.



PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

La ministre Monique Jérôme-Forget dit repousser à mardi prochain son compte rendu de l'état des finances du Québec en raison de la tenue, la veille, d'une réunion des ministres des Finances de tout le Canada, à Toronto.

Plus de femmes dans le cabinet Harper ?

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Stephen Harper a commencé à sélectionner les membres de son nouveau Conseil des ministres et la présence de recrues féminines de premier plan pourrait modifier le visage du gouvernement conservateur. Les 31 ministres du premier cabinet de M. Harper incluaient seulement sept femmes.

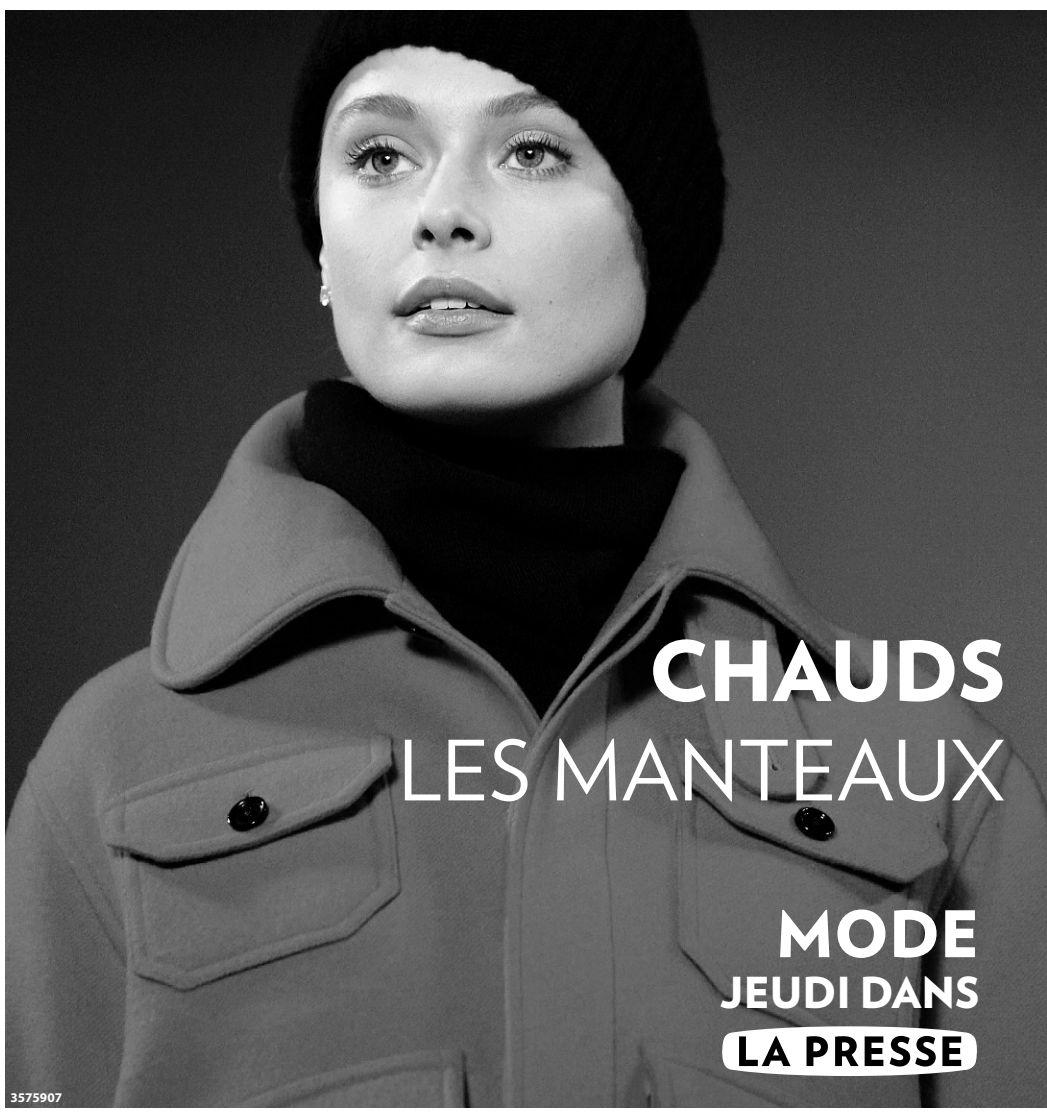
Le premier ministre a déjà eu des rencontres privées avec certains membres de son nouveau cabinet pour leur confier leur portefeuille, disent des conservateurs. Ce remaniement doit être annoncé demain.

L'arrivée des Gail Shea, Leona Aglukkaq et Lisa Raitt pourrait contribuer à modifier la proportion hommes-femmes au sein du cabinet. Mais selon une source au fait des choix de M. Harper, il est peu probable que ces nouvelles venues soient placées immédiatement à la tête de ministères importants.

Les gaffes commises par des ministres peu expérimentés, comme Rona Ambrose et Maxime Bernier, ont été une source constante de frustrations au cours du premier mandat de M. Harper.

Le premier ministre souhaiterait éviter les mêmes erreurs en orientant la composition sur la compétence, et en mettant davantage en valeur son équipe, affirme une autre source au gouvernement. « Si les libéraux ont réussi quelque chose, c'est de s'être présentés comme la meilleure équipe. Finies les tribulations à la Maxime Bernier », a commenté cette source.







mazda

NOS CHAMPIONS 2009 VROUM-VROUM

VOITURE DE L'ANNÉE
L'auto 2009

MEILLEURE NOUVELLE VOITURE DE L'ANNÉE
Le Guide de l'auto[MC] 2009

★ ★ ★ ★ ★
COTE DE SÉCURITÉ 5 ÉTOILES
MEILLEURE COTE POUR LES 5 ESSAIS♦



Modèle GT-V6 avec Groupe de luxe illustré

Mazda 6 GS 4 cyl. 2009

ACHAT À PARTIR DE 22 495 $†

LOCATION À PARTIR DE 319 $*

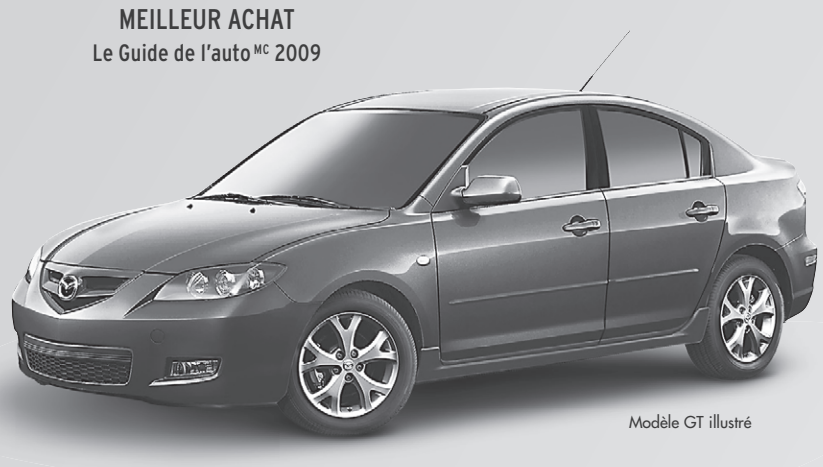
PAR MOIS, POUR 48 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION EN SUS
COMPTANT INITIAL DE 995 $
0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Ville : 9,7 L/100 km
Route : 6,7 L/100 km

LA VALEUR AJOUTÉE MAZDA

VALEUR. ÉMOTION. INGÉNIERIE. Nous avons révisé les prix des modèles Mazda 2009 pour qu'ils affichent nos meilleurs PDSF de la décennie ! Ce qui veut dire que vous pouvez vous procurer la Mazda dont vous avez toujours rêvé. La Mazda qui vous offrira une performance et une tenue de route à couper le souffle. Et qui vous fera profiter d'une sécurité de pointe pour votre tranquillité d'esprit. La valeur ajoutée Mazda. **Vroum-Vroum. Pour toujours.** mazda.ca.

MEILLEUR ACHAT
Le Guide de l'auto[MC] 2009



Modèle GT illustré

Mazda 3 GX 2009

Ville : 8,4 L/100 km
Route : 6,1 L/100 km

ACHAT À PARTIR DE 14 895 $†

LOCATION À PARTIR DE 189 $*

PAR MOIS, POUR 48 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION EN SUS
COMPTANT INITIAL DE 995 $
0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

BRILLANTE ALTERNATIVE
COTE VERTE – CONSOMMATION D'ESSENCE
L'Annuel de l'automobile 2009



Modèle GT illustré

Mazda 5 GS 2009

Ville : 9,6 L/100 km
Route : 7,0 L/100 km

ACHAT À PARTIR DE 19 995 $†

LOCATION À PARTIR DE 239 $*

PAR MOIS, POUR 48 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION EN SUS
COMPTANT INITIAL DE 1 995 $
0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

VIVEZ *L'ÉMOTION EN MOUVEMENT* CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE MAZDA DU QUÉBEC.
POUR UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE WWW.MAZDA.CA OU TÉLÉPHONEZ AU 1-800-263-4680.

3589944A

PRÊT ☑ À ROULER INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA : PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

†Offres réservées aux particuliers et portant sur les Mazda6 GS 4 cyl. (G4SY69AA00), les Mazda3 GX (D4XS59AA00) et les Mazda5 GS (E6SD59AA00) 2009 neufs. Frais de transport et préparation : Mazda3 et Mazda6 : 1 395 $; Mazda5 : 1 535 $. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au RDPRM, le cas échéant, en sus. Un comptant initial pourrait être requis. * Offres portant uniquement sur la location au détail des Mazda6 GS 4 cyl. (G4SY69AA00), des Mazda3 GX (D4XS59AA00) et des Mazda5 GS (E6SD59AA00) 2009 neufs. Comptant initial ou échange équivalent et premier versement mensuel exigés à la livraison. Frais de transport et préparation (Mazda3 et Mazda6 : 1 395 $; Mazda5 : 1 535 $) en sus. Aucun dépôt de sécurité requis. Sur approbation du crédit. Limite de 20 000 km par année. Frais de 10 ¢ le km additionnel à la fin du terme. Location avec limite de 25 000 km par année disponible. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au RDPRM en sus. Les modèles illustrés le sont à titre indicatif seulement en ce qu'ils peuvent comporter des équipements optionnels non-inclus dans les prix mentionnés. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix inférieur. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Un échange peut être nécessaire entre concessionnaires. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 6 octobre 2008. ♦Essais menés sur les Mazda6 2009 avec coussins de sécurité latéraux de série. Classification du gouvernement des États-Unis dans le cadre du programme d'évaluation des voitures neuves (www.safercar.gov/) de la NHTSA (National Highway Traffic Safety Administration).

PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS

3590232

POLITIQUE

Dépenses de l'ex-lieutenant-gouverneur Lise Thibault

Ottawa et Québec veulent empêcher de nouveaux abus



PHOTO CLÉMENT ALLARD, ARCHIVES PC

Lise Thibault prenant la parole à l'Assemblée nationale en mai 2007.

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Québec et Ottawa travaillent depuis un an à la mise en place d'un nouveau mécanisme de reddition de comptes pour empêcher un dérapage financier comme celui observé pendant 10 ans au cabinet du lieutenant-gouverneur.

Lise Thibault doit comparaître demain devant la commission parlementaire de l'administration publique. Selon des sources fiables, elle compte réitérer plusieurs des arguments qu'elle a servi depuis que les vérificateurs généraux à Québec comme à Ottawa l'ont mise sur la sellette. Elle relèvera que les deux ordres de gouvernement ont, pendant tout ce temps, accepté de rembourser ses dépenses, qu'elle «ne regrette rien». Surtout, comme «représentante de la reine», elle n'avait pas à se conformer à ces directives sur les dépenses, une affirmation qui a laissé bien perplexes ceux qui l'ont entendue dans le cadre des enquêtes amorcées depuis juin 2006.

Déjà, pour ses prédécesseurs, la ligne entre les «dépenses remboursables» et «l'allocation» allouée au lieutenant-gouverneur était souvent vague, mais il semble que les enquêteurs ont établi qu'il s'agissait de «dépenses», que devait par conséquent justifier M^me^ Thibault. Les enquêteurs de la division des crimes économiques de la Sûreté du Québec ont rencontré M^me^ Thibault le 9 octobre, à son domicile. Son aide de camp, Guy Hamelin, a été interrogé le même jour.

La semaine dernière, M^me^ Thibault avait demandé que les fonds publics paient ses frais de déplacement et d'hébergement pour lui permettre de

Une note d'information indique qu'Ottawa, de concert avec Québec, devant les abus constatés, a proposé de mettre sur pied un nouveau mécanisme pour payer les coûts du bureau du lieutenant-gouverneur.

témoigner. La Commission de l'administration publique a refusé sur-le-champ de créer un tel précédent.

Aujourd'hui, les députés entendront Renaud Lachance, le vérificateur général, dont le rapport en juin 2007 avait affirmé que M^me^ Thibault avait, en 10 ans, dépensé 700 000$ de fonds publics à des fins personnelles. M. Lachance avait souligné que les livres de M^me^ Thibault faisaient état, entre autres, de 45 000$ de «cadeaux» sans que le bénéficiaire soit identifié, 44 000$ remboursés aux gardes du corps pour des pourboires qu'ils avaient laissés, 14 000$ pour des repas pris à proximité de la résidence de M^me^ Thibault, sans raison officielle. Le vérificateur avait observé aussi des dépenses de 12 000$ pour une excursion de pêche, 4000$ pour une réception pour l'anniversaire d'un membre de la famille de M^me^ Thibault et 4600$ pour un voyage de ski au Mont-Tremblant.

Obtenue en vertu de la loi fédérale sur l'accès à l'information gouvernementale, une note d'information à la ministre de Patrimoine Canada, Josée Verner, indique qu'Ottawa, de concert avec Québec, devant les abus constatés, avait proposé de mettre sur pied un nouveau mécanisme pour payer les coûts du bureau du lieutenant-gouverneur. Le document identifié «secret» qui date d'octobre 2007, précise que le nouveau protocole d'entente «mettrait en œuvre le transfert de fonds fédéraux au ministère du Conseil exécutif (à Québec) pour l'usage du lieutenant-gouverneur et rendrait les fonds sujets aux cadres de gestion et d'imputabilité provinciaux», précise le document.

La sous-ministre fédérale, Judith A. LaRocque, souligne qu'avec un tel mécanisme, le Québec «serait la seule province avec un outil de financement différent pour la fonction de lieutenant-gouverneur».

La note prévoyait déjà que le secrétaire général du Québec, Gérard Bibeau, devait venir témoigner devant une commission parlementaire – ce sera chose faite demain, un an plus tard. «Il serait souhaitable que M. Bibeau puisse faire référence à une entente de principe avec le gouvernement lors de sa comparution», indiquait Patrimoine Canada.

Selon Marie-Claire Ouellet, porte-parole du Conseil exécutif à Québec, les deux gouvernements ont entrepris des discussions pour simplifier la comptabilité des dépenses du lieutenant-gouverneur, mais ces pourparlers n'ont pas encore abouti à une conclusion.

— Avec la collaboration de William Leclerc

SOLDE MONSTRE
«EFFRAYANTE» RÉDUCTION DE PRIX SUR TOUT!

PROMOTION BELL*
À l'achat de n'importe quel TV HD, obtenez un récepteur HD et un forfait HD d'un an!

PANASONIC 42 PO 1080i
TÉLÉVISEUR PLASMA
• Meilleure technologie pour les sports et les films
• Super fini laqué
• Meilleur ratio qualité/prix
PRIX INCROYABLE! 988$!
PANASONIC 42 PO 1080i

DEFINITIVE TECHNOLOGY
• Ensemble haut-parleurs cinéma maison
• Super fini laqué noir lustré
• 5 haut-parleurs satellite avec sub woofer
• Son incroyable pour le prix!
ÉTAIT 900$ Maintenant 688$!

LECTEUR BLU-RAY PANASONIC
• L'heure est au changement
• Prix incroyable!
HALLUCINANT SEULEMENT 299$!

EN PRIME!
À l'achat de n'importe quel cinéma maison, obtenez gratuitement une radio satellite XM.
Une valeur de 69 $

NOUVEAU! RÉCEPTEUR ÉLITE THX
• Adapté aux prises I-pod
• Sortie HDMi
• Garantie 3 ans
• Venez nous voir pour un modèle de démonstration
ELITE
WOW! 688$!

FAITES VITE! QUANTITÉ LIMITÉE!
* Nouveau client du forfait HD de Bell
Jouets pour les grands!®
LA BOUTIQUE ÉLECTRONIQUE
514 684-6846
3352, boul. des Sources, D.D.O.
3585697

CRTC
Avis public de radiodiffusion
CRTC 2008-92
Canada

Avis de consultation
Le Conseil a été saisi de la demande suivante. Date limite pour le dépôt des interventions/observations est le **14 novembre 2008.**

- **Woodbine Entertainment Group** – Modification de licence d'une entreprise nationale de programmation d'émissions spécialisées de catégorie 2 – L'ensemble du Canada

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'avis public **CRTC 2008-92.** Si vous désirez appuyer ou vous opposer à une demande ou obtenir une copie de l'avis public, veuillez consulter le site Web du CRTC au www.crtc.gc.ca à la section « instances publiques » ou appelez le numéro sans frais 1-877-249-CRTC. Toute information que vous soumettrez, incluant tout renseignement personnel, sera disponible sur le site Internet du CRTC.

#075

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission
3593281A

SANTÉ
Reportage publicitaire
Un cahier spécial sur les moyens de s'impliquer envers sa propre santé
À lire dans *La Presse* **le jeudi 30 octobre**
3588195

Vos concessionnaires BRP vous invite au salon national du VTT, Place Forzani

TOURNÉE
can-am | BRP
« ESSAYEZ-LES POUR VOIR »
31 OCT., 1ER NOV., 2 NOV.
250$ de rabais supplémentaire avec tout essais de VTT Can-am
6 mois de couverture B.E.S.T. supplémentaire sur les Outlander et Renegade.
Pour un total pouvant aller jusqu'à 42 mois

Pour vous recevoir sur place: Automobile Richard Thibault, Action Motorsport, H Gregoire Récréatif, Génération Sport, Ultra sport, Contant, Riendeau Sport, Claude St-Marie Sport, Germain Boucher Sport
3593689
3593697

ÉCONOMIE

Harper convoque les premiers ministres des provinces

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Stephen Harper convoque ses homologues provinciaux à une conférence des premiers ministres dans la capitale fédérale le 10 novembre afin de faire le point sur la situation économique et d'identifier les mesures qui peuvent être prises pour atténuer les coups de la crise financière mondiale.

Cette rencontre fait partie du plan économique qu'a annoncé M. Harper au lendemain des élections du 14 octobre afin de s'assurer que le Canada puisse affronter la tempête qui secoue les marchés financiers et mine la confiance des consommateurs.

La rencontre aura lieu cinq jours avant le sommet des leaders membres du G20 à Washington à laquelle participera le premier ministre. Elle risque aussi de survenir en pleine campagne électorale au Québec.

Mais un porte-parole de M. Charest, Hugo D'Amours, a confirmé à *La Presse* hier que le premier ministre sera présent à cette rencontre au sommet. « M. Charest sera à la conférence de premiers ministres», a-t-il affirmé.

La semaine dernière, M. Charest avait été l'hôte d'une réunion à Montréal du Conseil de la fédération afin de discuter de la situation de l'économie. À l'issue de cette rencontre, à laquelle M. Harper avait été invité mais n'avait pu participer, les premiers ministres des provinces s'étaient engagés à « maintenir une gestion prudente et rigoureuse des finances publiques ».

Ils avaient aussi décidé d'accélérer les investissements dans les infrastructures comme mesure pour stimuler l'économie et de se concerter afin d'assurer une meilleure mobilité de la main-d'œuvre et d'éliminer les barrières au commerce entre les provinces et les territoires.

Cette conférence des premiers ministres sera la première série de deux rencontres organisées par M. Harper pour discuter de la situation de l'économie.

À la reprise des travaux parlementaires, la semaine du 17 novembre ou du 24 novembre, le ministre des Finances, James Flaherty, fera une mise à jour économique et financière à la Chambre des communes. Il devrait alors préciser si le gouvernement fédéral enregistra un surplus ou un déficit au cours du présent exercice financier qui prend fin le 31 mars 2009 et des exercices financiers subséquents.

— Avec La Presse Canadienne

CRISE DU CRÉDIT

Layton exige de l'aide pour les grandes entreprises

CHARLES CÔTÉ

Dans l'un de ses premiers grands discours depuis les élections fédérales, le chef du NPD Jack Layton a demandé hier au premier ministre Stephen Harper d'intervenir rapidement pour garantir les marges de crédit des grandes entreprises manufacturières.

« Si le gouvernement peut aider les banques, pourquoi pas les entreprises forestières et manufacturières », a lancé M. Layton devant le congrès du Syndicat des communications, de l'énergie et du papier (SCEP), au Palais des congrès de Montréal.

La proposition de M. Layton faisait écho à la demande d'un milliard en garantie de prêts formulée la veille par l'Association canadienne des fabricants de pièces automobiles, dans une lettre au gouvernement de l'Ontario et au gouvernement fédéral.

De son côté, M. Layton a parlé de la crise forestière, qui s'aggrave avec la rareté du crédit due à la crise financière mondiale. « Sans accès au crédit pour les compagnies forestières, il risque d'y avoir de nouvelles fermetures d'usines, même dans des entreprises viables », a-t-il dit, rappelant que 110 000 emplois avaient disparu dans ce secteur.

« Nous avons besoin d'une intervention gouvernementale, dès maintenant, a-t-il dit. Il est temps que Stephen Harper vienne en aide aux travailleurs au lieu de dépanner les banques qui viennent frapper à sa porte. »

ÉTUDE DE L'INDICE DE SATISFACTION FORD

FORD EST UN FIER PARTENAIRE DES CANADIENS DE MONTRÉAL

LE TOUT NOUVEAU FORD FLEX SEL 2009

UN EXCELLENT RAPPORT AVANT-GARDISME/PRIX



439 $ par mois
Location 48 mois†
Frais de transport inclus

OBTENEZ LA TRACTION INTÉGRALE POUR SEULEMENT 20 $ DE PLUS PAR MOIS

AUSSI OFFERT À 0 % DE FINANCEMENT À L'ACHAT PENDANT 36 MOIS

• Boîte automatique 6 vitesses • Freins antiblocage (ABS) à disque aux quatre roues • 6 sacs gonflables • Dispositif Advance Trac® avec contrôle de stabilité antiretournement • Alarme antivol • Système antidémarrage SecuriLock® • Commandes de chauffage et de climatisation arrière • Ordinateur de voyage • Antibrouillards • Clés à télécommande intégrée • Clavier d'entrée SecuriCode^MC • Sièges chauffants • Jantes de 18 po en aluminium • Chaîne audio avec compatibilité MP3, 6 haut-parleurs et radio satellite • Commandes de régulateur de vitesse et de chaîne audio au volant • Phares halogène • Rétroviseurs chauffants

ESCAPE XLT V6 4X4 2008



349 $ par mois* à l'achat

PRIX DE VENTE DE 23 999 $

EDGE SEL 2008
À TRACTION INTÉGRALE



398 $ par mois
Location 48 mois†

AUSSI OFFERT À 0 % DE FINANCEMENT À L'ACHAT PENDANT 36 MOIS

Testez ces super offres chez votre concessionnaire Ford.



ford.ca

Ford propulsée par vous

3591517A

Véhicules à titre indicatif seulement. † Première mensualité et mise de fonds de 2 895 $ (Flex) et 4 695 $ (Edge) exigées à la livraison. Des frais de 0,12 $ le kilomètre après 80 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. * Terme de 72 mois. Frais de transport de 1 250 $ en sus. Taux d'intérêt annuel de 4,99 %. Mise de fonds de 2 300 $ ou échange équivalent. Exemple de financement : un montant de 10 000 $ au taux d'intérêt annuel de 4,99 % correspond à une mensualité de 161 $ pendant 72 mois. Total des frais de crédit de 1 592 $, pour une obligation totale de 11 592 $. Mise de fonds de 0 $. Les mensualités varient en fonction du montant emprunté et de la mise de fonds ou de l'échange. Ces offres s'adressent à des particuliers sur approbation de Crédit Ford. Certaines conditions peuvent s'appliquer au programme de reconnaissance des diplômés. Toutes les taxes incluant la taxe sur la climatisation, l'immatriculation, les assurances et les frais d'inscription au registre des droits personnels et réels mobiliers sont en sus. Ces offres d'une durée limitée s'appliquent uniquement aux véhicules neufs en stock et peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à moindre prix. Tous les détails chez votre concessionnaire Ford.

ATTENTION DIPLÔMÉS 750 $ DE REMISE AUX DIPLÔMÉS

3591519

POLITIQUE

Dion ne défend pas Hervieux-Payette

La sénatrice multiplie les entrevues pour remettre les pendules à l'heure

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Stéphane Dion a laissé passer la journée d'hier sans se jamais se porter publiquement à la défense de Céline Hervieux-Payette, attaquée de toutes parts par des libéraux du Québec et des sénateurs du Parlement d'Ottawa.

La balle est dans le camp du chef libéral après que le conseil de direction de l'aile québécoise du PLC eut passé une motion lundi soir pour lui demander de démettre sa lieutenante politique de ses fonctions.

M^me^ Hervieux-Payette perdra aussi son titre de leader de l'opposition au Sénat après que des collègues mécontents de son travail eurent obtenu qu'elle soit remplacée par le sénateur de la Nouvelle-Écosse James Cowan.

Mais 24 heures après que ces nouvelles eurent fait l'actualité, M. Dion n'avait toujours pas annoncé publiquement ses intentions, ou à tout le moins pris la défense de celle qu'il a nommée il y a un an pour qu'elle le représente auprès des instances décisionnelles du parti dans la province francophone.

« C'est tout simplement le commencement de la campagne au leadership. On veut éliminer quelqu'un qui pourrait probablement leur assurer une campagne plus [...] neutre. »

À Ottawa

Pourtant, Céline Hervieux-Payette a affirmé plus tôt dans la journée lors d'une entrevue à Radio-Canada qu'elle était en route pour Ottawa pour rencontrer M. Dion dans les heures qui suivaient. « Je suis en route vers Ottawa. Je vais être là ce matin. Donc on aura l'occasion de se parler », a-t-elle déclaré.

Quelques heures plus tard, en entrevue à La Presse Canadienne, elle a dit avoir contacté le bureau de son chef et attendre près de son téléphone pour qu'il lui dicte ses intentions.

Or, Stéphane Dion n'était pas à Ottawa pour la recevoir. Et en fin de journée, hier, une source bien informée a affirmé à *La Presse* que le chef n'avait pas rappelé sa lieutenante.

La sénatrice montréalaise ne semble plus être dans les bonnes grâces de M. Dion depuis la défaite du 14 octobre dernier.

Une rumeur persistante veut même que le soir du vote, celle-ci ait quitté en larmes l'hôtel de Montréal où avait lieu le rassemblement des partisans du chef après qu'il eut refusé de la recevoir dans la suite où il suivait les résultats de la soirée avec sa famille.

Mutisme de M. Dion

Nul ne semble maintenant en mesure de prédire la position que prendra M. Dion à l'endroit de celle qui l'a appuyé dans sa course à la direction du PLC en 2006, lorsqu'il sortira de son mutisme.

Dans l'attente, M^me^ Hervieux-Payette a continué hier à multiplier les entrevues, comme elle le fait depuis près d'une semaine, pour régler certains comptes et remettre les pendules à l'heure, notamment quant au bilan de la dernière campagne électorale des libéraux fédéraux au Québec.

Selon elle, le parti a été lourdement divisé et hypothéqué depuis l'arrivée en poste de Stéphane Dion en raison de libéraux qui s'opposent à son leadership.

En entrevue au 98,5 FM de Montréal, lundi, elle est allée jusqu'à dire que Mark Bruneau, président de la commission des finances de l'aile québécoise du parti, qu'il était largement responsable du mouvement de contestation actuel. Fidèle partisan de Michael Ignatieff, M. Bruneau a secondé la motion du conseil de direction du PLC-Q lundi soir, motion proposée par le président Robert Fragasso, qui a lui aussi appuyé M. Ignatieff à la dernière course au leadership.

« Ce n'est pas relié du tout à la campagne électorale », a conclu M^me^ Hervieux-Payette à la radio de Radio-Canada hier matin.

« C'est tout simplement le commencement de la campagne au leadership. On veut éliminer quelqu'un qui pourrait probablement leur assurer une campagne plus [...] neutre. »



PHOTO PAUL CHIASSON, LA PRESSE CANADIENNE

Le chef libéral Stéphane Dion et sa lieutenante québécoise Céline Hervieux-Payette en des temps meilleurs, où ils travaillaient main dans la main.

Parce qu'on a tous de la visite...



LE NOUVEAU LIVRE

RICARDO

Parce qu'on a tous de la visite...

CUISINER EN TOUTES CIRCONSTANCES



125 NOUVELLES RECETTES

272 PAGES

300 photos

Les Éditions LA PRESSE Offert en librairie et sur librairie.cyberpresse.ca

3593440A



Salon annuel des ressources pour les proches aidants

Kiosques d'information et ateliers pour les personnes qui apportent du soutien et des soins à un membre de leur famille ou à un ami.

Et encore plus : réflexologie, danse latine et musique.

Dimanche 2 novembre 2008 de 11 h à 17 h

Centre Mont-Royal • 2200, rue Mansfield, Montréal

Entrée libre, stationnement gratuit au 2055 Metcalfe

INFORMATION: 514 484-7878, poste 1435

www.rppa-pnc.com

3592092

Organisé par : Réseau des professionnels pour les proches aidants, Dirigé par le CSSS Cavendish

En collaboration avec Santé et Services sociaux Québec, UNIPRIX

3592089A

CRTC

Avis public de radiodiffusion CRTC 2008-91

Canada

Avis de consultation

Le Conseil a été saisi de la demande suivante. Date limite pour le dépôt des interventions/observations est le **12 novembre 2008.**

- **Corus Entertainment Inc., au nom de 1708484 Ontario Inc.** – Modification de licence d'une entreprise nationale de programmation d'émissions spécialisées – L'ensemble du Canada

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'avis public **CRTC 2008-91.** Si vous désirez appuyer ou vous opposer à une demande ou obtenir une copie de l'avis public, veuillez consulter le site Web du CRTC au www.crtc.gc.ca à la section « instances publiques » ou appelez le numéro sans frais 1-877-249-CRTC. Toute information que vous soumettrez, incluant tout renseignement personnel, sera disponible sur le site Internet du CRTC.

#074

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

3593286A

www.salonpassionchocolat.com



Jouez en ligne et enregistrez-vous pour participer au tirage et courez la chance de gagner une cafetière Grimac d'une valeur de $500

Gracieuseté de écafé Canada

SALON passion 2008

CHOCOLAT & Cie

7, 8 et 9 novembre 2008

AU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

Heures des expositions: Vendredi le 7 novembre 12:00 - 21:00
Samedi le 8 novembre 10:00 - 20:00
Dimanche le 9 novembre 10:00 - 18:00

Nous sommes fiers d'appuyer la cause de La Tablée des Chefs, 1$ par entrée payante sera versé à cette cause

3575780A

CYBERPRESSE.CA

QUIZ

Avez-vous bien suivi la course à la Maison-Blanche? Faites notre test sur **cyberpresse.ca/quizusa**



HALLOWEEN

Maisons décorées, citrouilles inspirantes, chiens déguisés, B&B hantés... Pour bien vous préparer à l'Halloween, allez sur **cyberpresse.ca/halloween**



PHOTOS DU JOUR

Voyez nos photos les plus spectaculaires des 24 dernières heures sur **cyberpresse.ca/24heures**

NOS BLOGUES



MARIO ROY

Tous des cochons

La campagne publicitaire est en cours depuis un an, mais je l'avais ratée... jusqu'à hier. La firme Trojan vend ses condoms en proposant des images d'hommes incarnés en cochons. **Lisez la suite sur cyberpresse.ca/edito**

COURSE À LA DIRECTION DU PARTI LIBÉRAL

McKenna résiste aux sirènes

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Pour la deuxième fois en trois ans, l'ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick, Frank McKenna, rejette l'idée d'être candidat dans la course à la direction du Parti libéral.

M. McKenna, qui faisait l'objet de vives pressions de la part de militants libéraux partout au pays pour succéder à Stéphane Dion à la tête du Parti libéral du Canada, dont l'ancien premier ministre de l'Ontario, David Peterson, a rendu publique une déclaration en fin de journée hier confirmant qu'il compte demeurer dans le secteur privé au lieu de reprendre du service en politique.

M. McKenna, qui a dirigé les destinées du Nouveau-Brunswick de 1987 à 1997, siège au conseil d'administration de plusieurs grandes sociétés canadiennes. Il est également vice-président de la Banque Toronto Dominion.

«Bien que les témoignages d'appui envers moi dans l'ensemble du pays me touchent profondément, ma résolution de longue date de quitter la vie publique pour de bon n'a pas changé. Mon seul regret est de ne pas pouvoir combler les attentes de mes amis et de mes partisans qui ont fait preuve d'une grande loyauté à mon égard», a affirmé M. McKenna, qui est âgé de 60 ans.

« Ma résolution de longue date de quitter la vie publique pour de bon n'a pas changé. »

«Le défi associé à une victoire à la direction du parti, au rétablissement de la santé du Parti libéral et à un retour à un gouvernement libéral majoritaire exige un engagement à long terme que je ne suis pas prêt à prendre. Il y aura amplement de candidats bien qualifiés pour accomplir ce travail important», a-t-il ajouté.

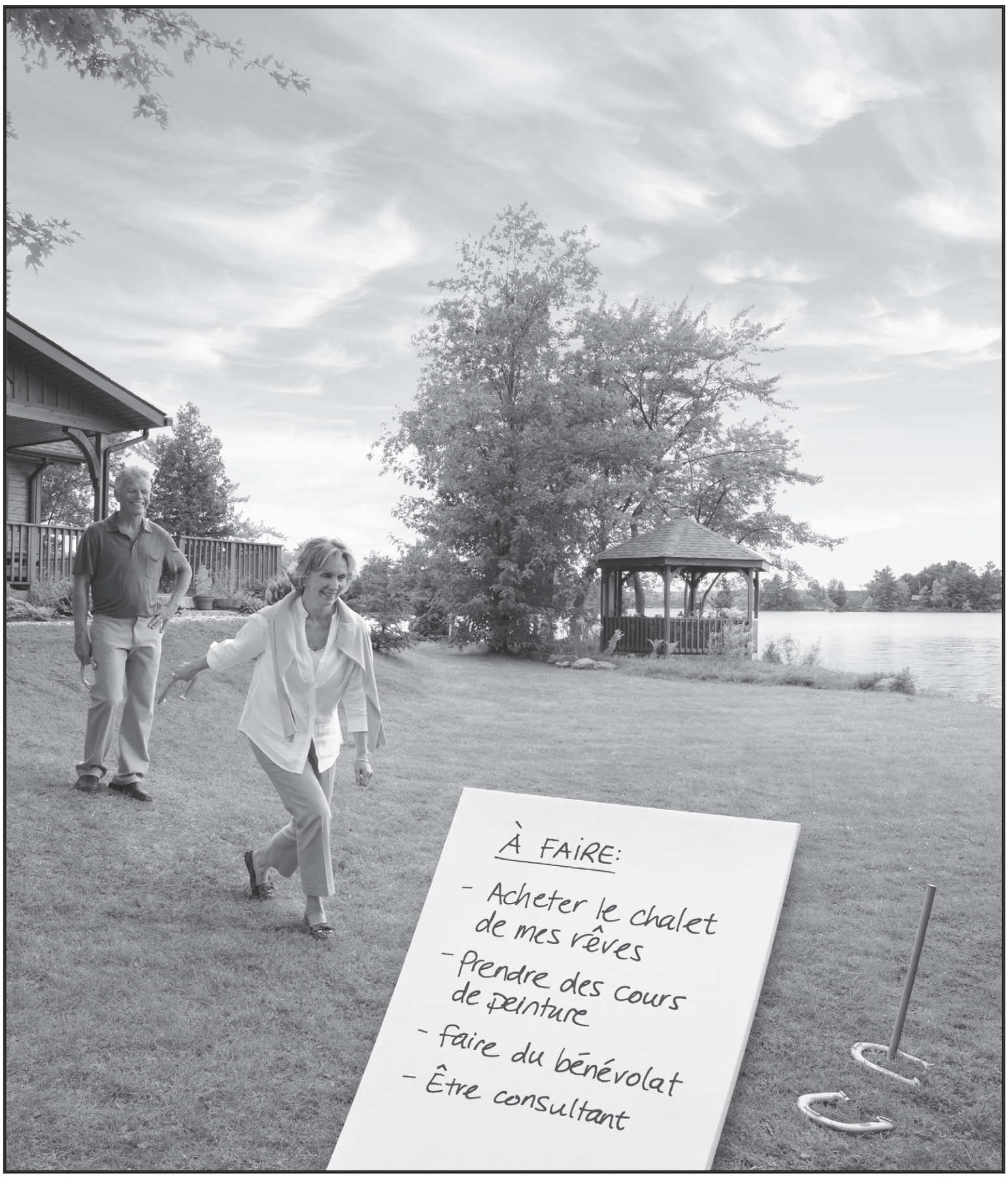
M. McKenna n'a pas voulu accorder d'entrevues aux médias à la suite de cette décision hier. Mais cette décision n'a pas surpris ses anciens proches collaborateurs, même si M. McKenna s'était accordé une période de réflexion sérieuse et avait consulté plusieurs libéraux un peu partout au pays au cours des derniers jours.

M. McKenna, qui a été ambassadeur du Canada à Washington en 2005 et 2006, avait aussi été pressenti pour être candidat à la suite de la démission de Paul Martin comme chef du PLC après sa défaite aux élections de janvier 2006. Il avait également refusé l'invitation.

Jusqu'ici, un seul candidat, le jeune député acadien de 40 ans Dominic LeBlanc, a confirmé ses intentions de plonger dans la course. La décision de Frank McKenna pourrait jouer en sa faveur, notamment dans les provinces atlantiques.

Les autres candidats potentiels – les députés libéraux de la région de Toronto, Michael Ignatieff et Bob Rae, l'ancien ministre des Affaires étrangères John Manley, l'ancien ministre de la Justice Martin Cauchon et l'ancien ministre de l'Immigration Denis Coderre –, devraient confirmer leurs intentions au cours des prochaines semaines. Plusieurs d'entre eux attendent de connaître les modalités de la course fixées par le comité exécutif du parti, qui doit se réunir les 8 et 9 novembre.

AVIS DE CORRECTION DE Best Buy
À notre précieuse clientèle: Nous sommes désolés des inconvénients qu'aurait pu causer toute erreur dans notre circulaire du: 24 oct - 30 oct. Produit: Téléviseurs Samsung LN46A630 et LN40A630 y compris Geek. À la page 4 de la circulaire du 24 octobre, nous avons annoncé deux ensembles Samsung 40A630 et 46A630 y compris Geek. Les économies sur ces deux ensembles ne sont pas valables. Il n'y a aucune économie sur ces ensembles. UGS: «10109161/10110800 10109163/10098704» 3594602



À quoi ressemble votre retraite?

Discutons-en.®

Apportez-nous votre liste de projets, et nous vous montrerons comment les réaliser.

Que ce soit le chalet de vos rêves ou encore un voyage autour du monde, TD Canada Trust et TD Waterhouse* peuvent vous aider à réaliser vos objectifs de retraite. Nous sommes conscients que la vision que vous avez de la retraite est tout aussi unique que vous. Nos experts examineront vos finances et vous aideront à déterminer le montant dont vous aurez besoin pour vivre la retraite de vos rêves. Venez amorcer la discussion et obtenir une Évaluation personnelle TD dès aujourd'hui. Peu importe vos objectifs de retraite, nous vous aiderons à les réaliser.

TD Canada Trust TD Waterhouse

3593810

Pourquoi attendre?

Passez à votre succursale dès aujourd'hui pour votre Évaluation personnelle TD.

1-877-777-7282 • www.tdretraite.com

3588639A

*TD Waterhouse représente les produits et services offerts par Courtage à escompte TD Waterhouse, Planification financière TD Waterhouse et Conseils de placement privés TD Waterhouse, lesquelles sont des divisions de TD Waterhouse Canada Inc. (membre du FCPE), Gestion privée TD Waterhouse Inc., les Services bancaires privés TD Waterhouse (offerts par La Banque Toronto-Dominion) et les Services fiduciaires privés TD Waterhouse (offerts par La Société Canada Trust).
®TD Waterhouse est une marque de commerce de La Banque Toronto-Dominion, utilisée sous licence.

POLITIQUE

L'amiante chrysotile ne sera pas inscrit sur la liste des produits toxiques

Les 126 pays signataires de la Convention de Rotterdam n'ont pu faire consensus

ISABELLE HACHEY

Rage et dépit chez les militants antiamiante, soupir de soulagement chez les mineurs québécois: l'amiante chrysotile ne sera pas inscrit sur la liste des produits chimiques dangereux de la Convention de Rotterdam, faute de consensus entre les représentants des 126 pays signataires réunis à Rome jusqu'à vendredi.

« Les pays n'ont pas réussi à s'entendre sur la nécessité d'inscrire le chrysotile sur la liste des produits dangereux. On s'attend à ce que l'enjeu soit renvoyé à la prochaine réunion, en 2010 », a expliqué hier Mark Quinlan, porte-parole du ministre fédéral des Travaux publics, Christian Paradis.

Député de Mégantic-L'Érable – la seule région du pays à exploiter de l'amiante –, M. Paradis a été chargé de s'exprimer au nom du gouvernement fédéral dans ce dossier controversé. Il n'était toutefois pas disponible, hier, pour une interview. « La position du Canada n'a pas changé, a dit son porte-parole. Depuis longtemps, le Canada prône une utilisation contrôlée du chrysotile, tant au pays qu'à l'étranger. Et cela passe par l'application de règlements, de programmes et de pratiques appropriés. »

Interdit en Europe et dans la plupart des pays industrialisés, l'amiante chrysotile cause des maladies pulmonaires mortelles, comme le cancer, l'amiantose et le mésothéliome. Ottawa reconnaît que le minerai est cancérigène, mais affirme qu'il est moins dangereux que les autres fibres d'amiante s'il est utilisé de façon « responsable et sécuritaire ».

Un argument qui ne tient pas la route, selon les militants antiamiante, qui soutiennent que les travailleurs des pays du tiers-monde sont trop souvent exposés à des dangers dont ils ne sont pas conscients.

« C'est un jour très triste pour la convention, parce qu'on vient de démontrer que les intérêts commerciaux peuvent avoir préséance sur les recommandations scientifiques. »

– Pat Martin, député néo-démocrate

L'Inde, le Pakistan, le Vietnam et les Philippines se sont opposés hier à l'ajout du chrysotile à la liste des produits toxiques de la convention, tel que le recommandait un comité d'experts internationaux. « Le Canada n'a rien dit, laissant ses principaux clients faire le sale travail à sa place », a déploré le député néo-démocrate Pat Martin, au terme d'une journée de chauds débats à Rome. Il n'y a pas eu de consensus, a dit M. Martin. L'industrie de l'amiante a gagné. C'est un jour très triste pour la convention, parce qu'on vient de démontrer que les intérêts commerciaux peuvent avoir préséance sur les recommandations scientifiques. »

Bonne nouvelle

L'humeur était très différente dans les quartiers du maire d'Asbestos, Jean-Philippe Bachand. « C'est une très bonne nouvelle », a-t-il confié à *La Presse*, manifestement soulagé. À Asbestos, la mine Jeffrey emploie environ 300 travailleurs. Et rien ne peut désormais empêcher le projet d'agrandissement de la mine. Les propriétaires prévoient exploiter d'ici peu un nouveau gisement souterrain de 200 millions de tonnes de chrysotile.

Le maire Bachand ne croit pas que le minerai soit nocif. « J'ai joué dans des résidus d'amiante toute ma jeunesse avec mes Tonka, a-t-il raconté. Si c'était dangereux, probablement que la ville d'Asbestos serait éradiquée ! »

Les produits toxiques inscrits à la liste de la Convention de Rotterdam ne sont pas interdits. Toutefois, les pays qui les exportent doivent prévenir les pays importateurs de leurs dangers potentiels.

« Les pays sous-développés n'ont pas accès à toutes les ressources scientifiques et ont besoin d'être informés des dangers de certains produits », a soutenu Kathleen Ruff, coordonnatrice de l'Alliance pour la Convention de Rotterdam, un lobby anti-amiante. « La convention risque de devenir une véritable risée. Les produits inscrits sur sa liste seront ceux qui ne sont soutenus par aucune industrie. Les produits dangereux exportés dans les pays pauvres n'y figureront pas, en raison de pressions politiques et commerciales. »

Le député Martin prédit que le Canada finira tôt ou tard par interdire le chrysotile. L'ancien mineur d'amiante n'entend pas lâcher le morceau. « Nous avons perdu cette bataille, mais nous gagnerons la guerre. »

L'ambassadeur des États-Unis au Canada à la défense de l'ALENA

CATHERINE HANDFIELD

Le prochain président des États-Unis devra maintenir l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), a averti hier l'ambassadeur des États-Unis au Canada, David H. Wilkins.

M. Wilkins, qui donnait une conférence à Montréal, a ainsi indirectement pris position contre le protectionnisme prôné par le candidat démocrate à la présidence, Barack Obama.

« Certaines personnes et des gouvernements – pas moi – pensent qu'un Congrès à majorité démocrate associé à un président démocrate pourrait accroître le protectionnisme aux États-Unis », a-t-il dit devant une centaine de personnes.

Or, « en ces temps difficiles (sur le plan économique), ce n'est pas le temps pour mon pays de se désengager du Canada, son meilleur ami et allié, ou de tout autre pays (…) Je dois croire que le prochain président va réaliser que l'ALENA est si bénéfique qu'il ne va pas risquer de le perdre. »

À une semaine de l'élection présidentielle aux États-Unis, l'Institut Fraser a invité hier soir M. Wilkins à discuter des relations entre son pays et le Canada.

Nommé ambassadeur au Canada en 2005 par George W. Bush, David H. Wilkins est un partisan et ami du président sortant. Alors que son mandat s'achève, le républicain de la Caroline-du-Sud n'a toutefois pas tenu à offrir son appui à l'un ou l'autre des candidats.

« Les Canadiens vont peut-être découvrir qu'ils vont s'ennuyer du président George W. Bush », a-t-il tout de même dit, provoquant le rire de l'assistance.

Le protectionnisme d'Obama

Pendant la course à l'investiture démocrate, Barack Obama a multiplié les attaques contre l'ALENA, traité de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. Un accord qui mènerait à une perte d'emplois, a averti M. Obama. S'il est élu, fera-t-il des changements à l'ALENA ? Pas nécessairement, répond Pierre Martin, directeur de la chaire d'études politiques et économiques américaines à l'Université de Montréal.

« Historiquement, les démocrates sont assez critiques envers les ententes commerciales et le libre-échange, notamment parce que le parti est plus proche des syndicats. Mais le fait d'être assis dans le siège du président transforme certaines perspectives. »

M. Martin rappelle que le président démocrate Bill Clinton a appuyé l'ALENA pendant son mandat, contrairement au discours qu'il prônait en campagne électorale. « J'anticipe la même chose avec Barack Obama », conclut-il.

EN BREF

Le PLC perd 2,6 millions

Le Parti libéral du Canada recevra 2,6 millions de moins en subsides de la Chambre des communes en raison du revers subi aux élections du 14 octobre. Une chute dans la faveur populaire de près de 850 000 voix fait perdre au parti 1,6 million, tandis que la perte de 26 sièges donne une réduction de subsides de 1 million. Le PLC comptera sur un financement beaucoup moindre pour la recherche et la communication. La députée libérale Marlene Jennings a affirmé que plusieurs membres du personnel pourraient perdre leur emploi. Le bureau du chef de l'opposition Stéphane Dion a reçu le coup le plus dur. Ses subsides aux Communes ont chuté de 700 000 $ à 3,1 millions.

– La Presse Canadienne

L'Association des concessionnaires Pontiac•Buick•GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant au modèle neuf 2008 suivant : Torrent (2LF26/R7A). Le modèle illustré comprend certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers, si applicable, et droits sur les pneus sont en sus et payables à la livraison. 1. À l'achat des modèles Torrent 2008 neufs ou de démonstration en stock chez un concessionnaire participant, livrés entre le 19 juin 2008 et le 31 octobre 2008, et moyennant le versement d'une somme additionnelle de 0,01 $, le consommateur reçoit une carte d'essence à prix préférentiel permettant d'économiser 40 ¢ le litre pour 2 500 L d'essence chez les détaillants Petro-Canada^MC. La réduction de 40 ¢ par litre inclut les taxes applicables. Les cartes sont valides à compter de 72 heures suivant la livraison, uniquement chez les détaillants Petro-Canada et ne sont pas monnayables. GM se réserve le droit de modifier ou de mettre fin à cette offre et/ou au programme en tout ou en partie pour toute raison et en tout temps, sans préavis. ^MC Marque de commerce de Petro-Canada. Utilisée sous licence. 2. Calcul basé sur les cotes indiquées dans le Guide de consommation de carburant 2008 de Ressources naturelles Canada sur le taux de consommation sur route, une réserve de carburant de 10 % et une capacité de réservoir de 77,6 L sur le Torrent avec moteur 3,4 L et boîte automatique 5 vitesses. Les économies de carburant réelles peuvent varier selon les conditions routières, la météo et les habitudes de conduite. 3. L'ajustement de prix est offert seulement aux clients qui paient comptant. Communiquez avec votre concessionnaire pour en savoir davantage. 4. À l'achat, préparation incluse. Transport (1 150 $), frais d'immatriculation, assurance et toutes taxes en sus. Offert seulement aux clients qui paient comptant; ceux qui optent pour le financement à la location ou l'achat ne peuvent en bénéficier et verront leur taux de financement augmenter. Communiquez avec votre concessionnaire pour en savoir davantage. 5. Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager avant lors des tests d'impacts frontaux et pour les passagers avant et arrière lors des tests d'impacts latéraux. La plus haute cote de sécurité décernée par le gouvernement américain. Essais effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). 6. Les 4 pneus d'hiver fournis à l'achat du Torrent sont de dimension 16 po. La marque et le modèle sont à la discrétion du concessionnaire. Installation en sus si requise. Cette offre n'est pas monnayable. Certaines conditions s'appliquent. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants (primegmpouretudiants.ca) et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre. Un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.**

ERRATUM

Circulaire de 8 pages
"Vente Sony Blu Full HD"

Veuillez prendre note que le **téléviseur Sony Bravia XBR (modèle no. KDL32XBR6)** annoncé en page 3 de notre circulaire, **aurait dû lire 1188.88$, après un rabais de 100$.**

Merci de votre compréhension.
Département / service à la clientèle

Dumoulin
pour ce qu'il y a de mieux

3594532A



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Djelloul Seddiki, directeur de l'Institut de théologie Al-Ghazali de la Grande Mosquée de Paris, est en visite à Montréal.

Des imams *made in France*

L'Université de Montréal s'intéresse à l'expérience de la Grande Mosquée de Paris

LAURA-JULIE PERREAULT

À deux pas du luxuriant Jardin des Plantes, la Grande Mosquée de Paris est pour beaucoup de touristes un arrêt obligé au cours d'une visite du Quartier latin. Mais pour quelques centaines de jeunes Français, le bâtiment aux allures mauresques est d'abord et avant tout une université.

C'est ici, à l'Institut de théologie Al-Ghazali de la Grande Mosquée, que 16 professeurs ont la tâche de former les futurs imams de France.

Après leurs études, les diplômés iront prêcher auprès des cinq millions de musulmans français, dans plus de 2200 mosquées et lieux de prières répartis dans l'Hexagone.

« Les musulmans de France ne veulent pas se faire donner des leçons par des gens de l'extérieur. »

À ce jour, les 200 diplômés sont encore une exception dans les lieux de culte musulmans du pays, où les imams étrangers, surtout originaires du Maroc et d'Algérie, sont largement majoritaires. Mais l'Institut, qui décerne des diplômes depuis 2001, espère vite rattraper du terrain. « Les musulmans de France ne veulent pas se faire donner des leçons par des gens de l'extérieur. Ils veulent un message qui vient de l'intérieur et qui reflète des réalités auxquelles ils font face », explique le directeur de l'Institut de théologie, Djelloul Seddiki, en notant que plus de 70 % des musulmans en France sont nés dans le pays.

Pour devenir imam « à la française », les élèves de l'Institut de théologie, âgés de 18 à 25 ans, doivent suivre plus de 3200 heures de cours. Ceux qui préfèrent devenir aumôniers (la seule option offerte aux femmes) suivent un cours intensif de deux ans. Tous, ils apprennent autant à réciter le Coran par cœur qu'à discourir de l'existentialisme et de la France des Lumières. « Un imam en France doit connaître Sartre et Voltaire », s'exclame Djelloul Seddiki.

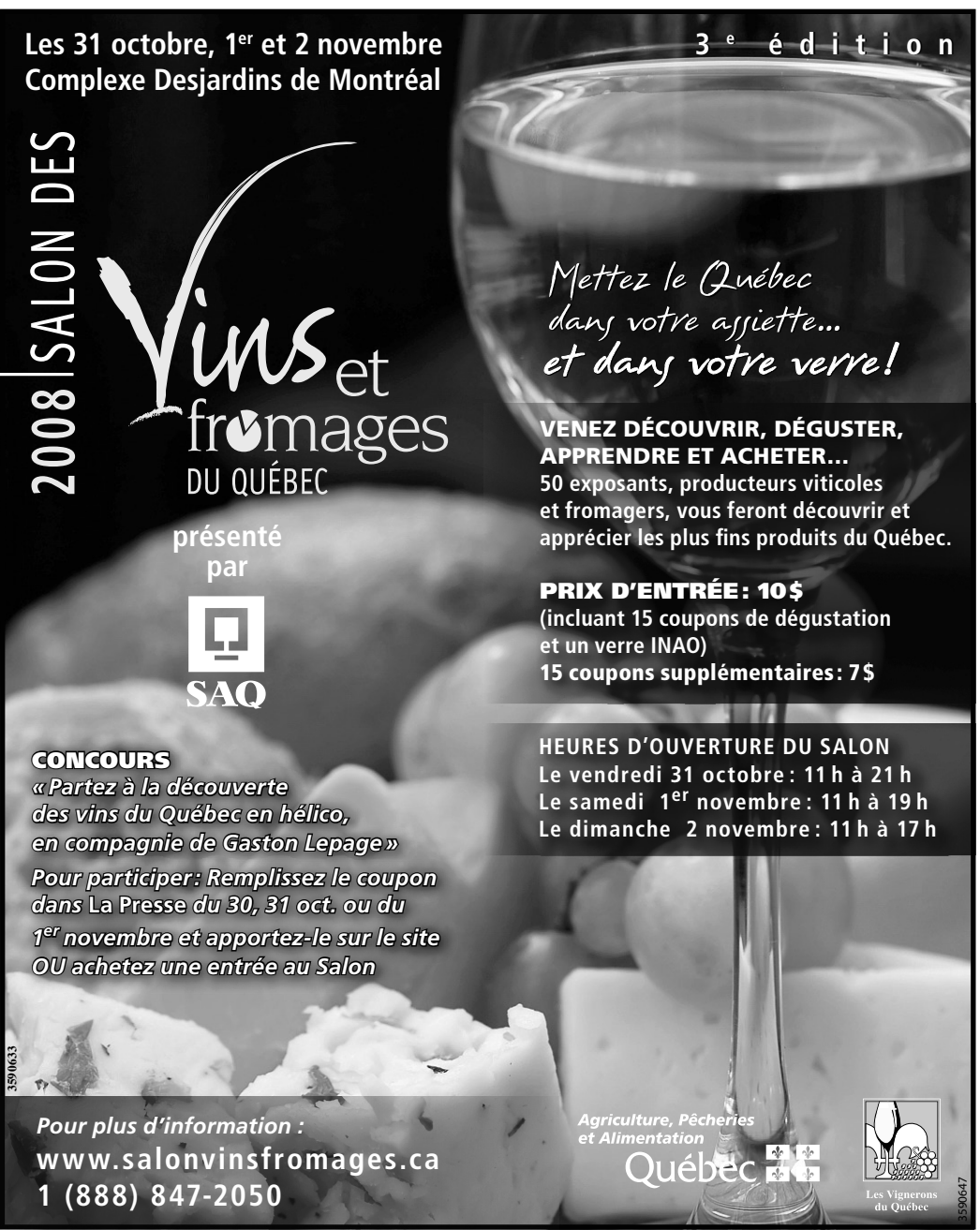
D'ailleurs, la toute dernière fournée d'étudiants – 35 hommes et cinq femmes qui recevront leur diplôme le 22 novembre –, vient tout juste de passer un an sur les bancs de l'Institut catholique de Paris, où ils ont notamment étudié les fondements du droit français et perfectionné leur compréhension de la laïcité.

Le recours à un institut catholique a fait des remous dans la communauté musulmane. D'autres établissements, qui forment eux aussi des imams français, estiment qu'ils peuvent faire le travail seul. « On a été très critiqué pour cette initiative. Mais nous pensons que le dialogue est crucial. Je vois notre collaboration avec l'Institut catholique comme une deuxième version de Vatican II, le concile pendant lequel la religion catholique a décidé de s'ouvrir au monde », plaide M. Seddiki.

Un exemple pour le Québec?

C'est pour parler de cette expérience à la tête de l'Institut de théologie que Djelloul Seddiki est en visite à Montréal cette semaine. À l'invitation de la faculté de théologie et de sciences religieuses de l'Université de Montréal, le détenteur d'un doctorat en sociologie de l'Université de Paris X a prononcé une conférence hier soir et enfilera les rencontres avec les professeurs et les organismes montréalais qui s'intéressent à l'avenir de l'enseignement de l'islam au Québec.

« Nous ne sommes pas rendus à former des imams à l'Université de Montréal. Nous sommes pour le moment dans une phase exploratoire. L'expérience de la Grande Mosquée nous semble positive et peut être utile dans le contexte québécois », a dit hier à *La Presse* le doyen de la faculté, Jean Duhaime.





MONDE

VERS LA MAISON-BLANCHE

ÉCHOS DE LA CAMPAGNE – ANDRÉ DUCHESNE

8

LE CHIFFRE DU JOUR

Huit des 43 présidents américains sont nés en Virginie. Aucun autre État n'en a donné autant au peuple américain. Suivent l'Ohio (sept) et le Massachusetts (quatre). État le plus populeux, la Californie n'a vu naître qu'un seul président : Richard Nixon.

LA CITATION DU JOUR

« Je sais que l'Halloween s'en vient, les amis. Mais d'entendre dire que John McCain est un agent de changement? Non, le costume ne lui fait tout simplement pas! »

— Le candidat démocrate à la vice-présidence, **Joe Biden**, raillant une déclaration de John McCain comme quoi il partage l'idéal de changement de Barack Obama.



L'OBJET FÉTICHE DU JOUR

Fabriquées par Jakks Pacific, quatre poupées Cabbage Patch Kids à l'image de Barack Obama, John McCain, Joe Biden et Sarah Palin seront mises en vente le 4 novembre, jour de la présidentielle, sur le site eBay.com. Les profits seront versés à une organisation caritative.

Le champ de bataille de l'heure



NICOLAS BÉRUBÉ

LOS ANGELES

Il a tellement plu en Pennsylvanie, lundi soir, que la Série mondiale de baseball a été interrompue à la cinquième manche.

Peu importe: moins de 12 heures plus tard, Barack Obama a donné un discours à l'extérieur devant une foule trempée de 9000 personnes. À 75 kilomètres plus au nord, John McCain a annulé un rassemblement à cause du mauvais temps, et a tenu un discours à l'intérieur.

Durant son allocution, Obama a remercié ses partisans de s'être déplacés malgré la pluie. « Dans les derniers jours de la course, mon opposant cherche à se distancier de George Bush, a-t-il dit. Le problème, c'est qu'il a voté avec lui 90 % du temps. George Bush a mené l'économie sur le bord du précipice, et McCain veut prendre le volant et appuyer sur l'accélérateur. »

À une semaine du vote, les candidats passent désormais tout leur temps avec les électeurs des États clés. Morceau de choix, la Pennsylvanie, avec 21 votes électoraux, est le champ de bataille de l'heure. Obama et McCain y dépensent des millions de dollars par jour en publicités. Ils multiplient les apparitions et les rassemblements partisans.

McCain estime être en mesure de remporter l'État. « C'est fantastique de faire mentir les commentateurs et les chroniqueurs: nous allons gagner en Pennsylvanie », a dit McCain, hier. Le candidat a accusé Obama de vouloir hausser les impôts pour faire exploser les dépenses du gouvernement fédéral.

Jusqu'ici, les efforts de John McCain ne semblent pas avoir changé la donne en Pennsylvanie. La moyenne des derniers sondages réalisés dans l'État donne une avance de 10 points de pourcentage à Obama, qui mène en Pennsylvanie depuis plus d'un mois.

Sur le plan national, Obama réussit à garder une nette avance sur son opposant. À une semaine des élections, la firme Pew donne le démocrate gagnant par 16 points de pourcentage, avec 52 % des voix, contre 36 % pour McCain. Ces chiffres comptent parmi les meilleurs enregistrés par Obama depuis le début de sa campagne, il y a bientôt deux ans.

Ce soir, M. Obama diffusera une publicité électorale de 30 minutes sur les réseaux CBS, NBC et Fox. Le candidat pourra ainsi s'adresser directement aux électeurs à quelques jours du vote, une tactique destinée à faire grimper sa visibilité et à s'imposer comme le choix le plus solide le 4 novembre.

Vote par anticipation

Cette année, des millions d'électeurs ont choisi de voter par anticipation. Cela permet d'éviter les files et la cohue le 4 novembre, et d'accélérer le processus de dépouillement des votes. Dans plusieurs États, les bénévoles des deux partis ont passé le mois d'octobre à téléphoner aux électeurs pour leur dire d'aller voter le plus tôt possible.

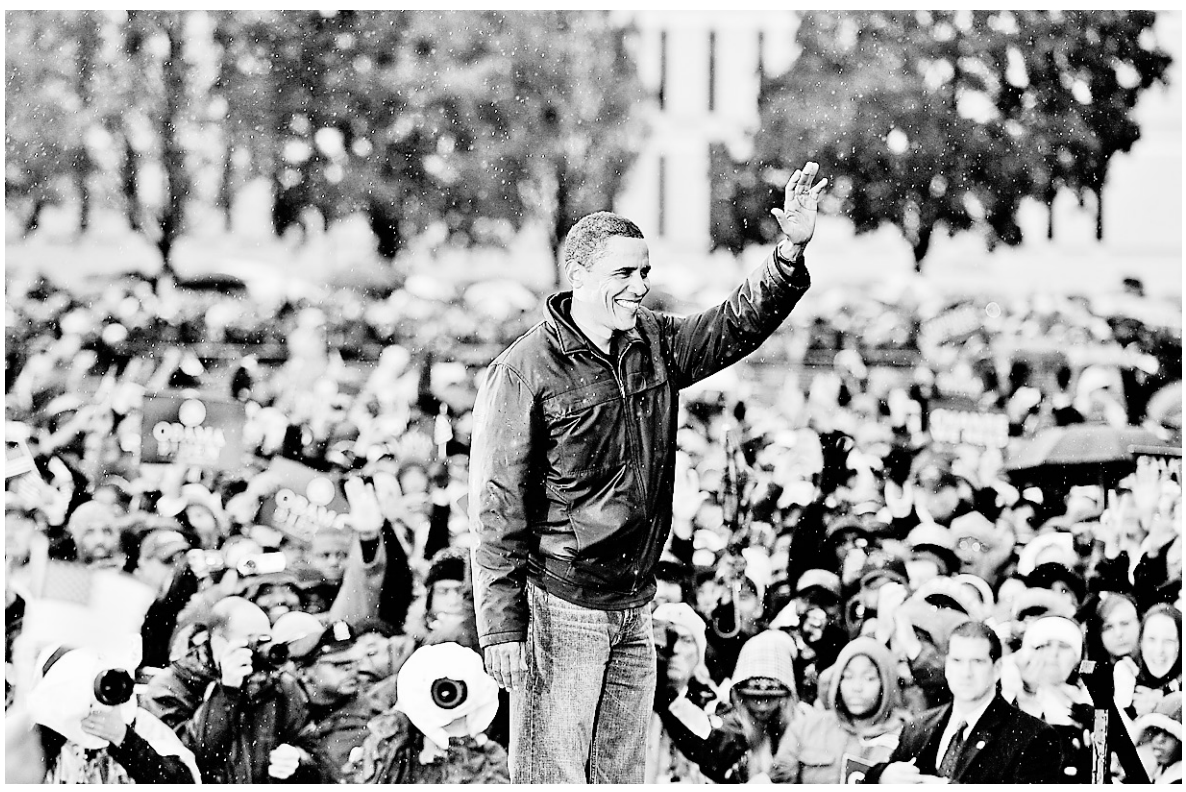


PHOTO KEITH BEDFORD, BLOOMBERG NEWS

Le sénateur Barack Obama a prononcé hier un discours en Pennsylvanie devant une foule détrempée par la pluie. Cet État est le champ de bataille de l'heure entre les démocrates et les républicains.

Hier, les premiers sondages réalisés auprès des électeurs ayant déjà voté ont été dévoilés – et les nouvelles ne sont pas bonnes pour le camp McCain.

Selon ces dernières compilations, 12 des 213 millions d'électeurs inscrits ont déjà voté. Ils ont appuyé Obama à 53 %, contre 34 % pour McCain.

Cet apport important de votes pour Obama est en partie dû à un taux de participation extraordinaire des électeurs noirs. Dans certains comtés, entre 95 % et 100 % des Noirs inscrits sur la liste électorale ont déjà voté, du jamais vu dans une élection présidentielle américaine.

McCAIN FREINÉ PAR BUSH

L'héritage de George W. Bush pèse lourd dans les intentions de vote. John McCain a beau répéter qu'il n'est pas un fan du président, rien n'y fait : à une semaine de l'élection présidentielle, la plupart des électeurs estiment qu'un vote pour McCain est un vote pour Bush.

Un sondage de la firme Pew révèle que 48 % des électeurs indépendants croient qu'une administration McCain assurerait la continuation des politiques de Bush. Seulement 38 % croient que McCain changerait la direction du pays.

La grogne populaire à l'égard de l'administration Bush déteint sur la cote d'appréciation du Parti républicain. Aujourd'hui, 50 % des électeurs disent avoir une opinion défavorable des républicains, alors que 40 % les voient sous un jour favorable.

À titre de comparaison, 57 % des électeurs ont une bonne opinion des démocrates, contre 33 % qui ne sont pas favorables au parti.

McCain choque la famille Maverick

Pas facile de porter un nom qui se transforme en slogan social ou politique... Après la révolte des Bougon français contre l'adaptation hexagonale de la célèbre télésérie québécoise, c'est maintenant au tour des Maverick américains de protester contre l'utilisation de leur patronyme pour décrire le style politique du candidat républicain John McCain.

AGNÈS GRUDA

John McCain aime se définir comme un *maverick*, c'est-à-dire un franc-tireur, un homme libre et indépendant d'esprit. Il est un «*maverick* absolu», est allée jusqu'à clamer la candidate à la vice-présidence Sarah Palin pendant le débat qui l'a opposée à son homologue démocrate Joe Biden. Au cours de ce débat, elle a brandi ce substantif à au moins six reprises, a calculé le *New York Times*.

Qu'est-ce au juste qu'un *maverick*? Le mot est entré dans le jargon politique américain grâce au Texan Sam Maverick qui, au début du XIX^{e} siècle, avait ramé à contre-courant en refusant de marquer son bétail. Depuis, le mot sert à qualifier les gens qui n'ont pas peur de clamer leurs opinions, envers et contre tous.

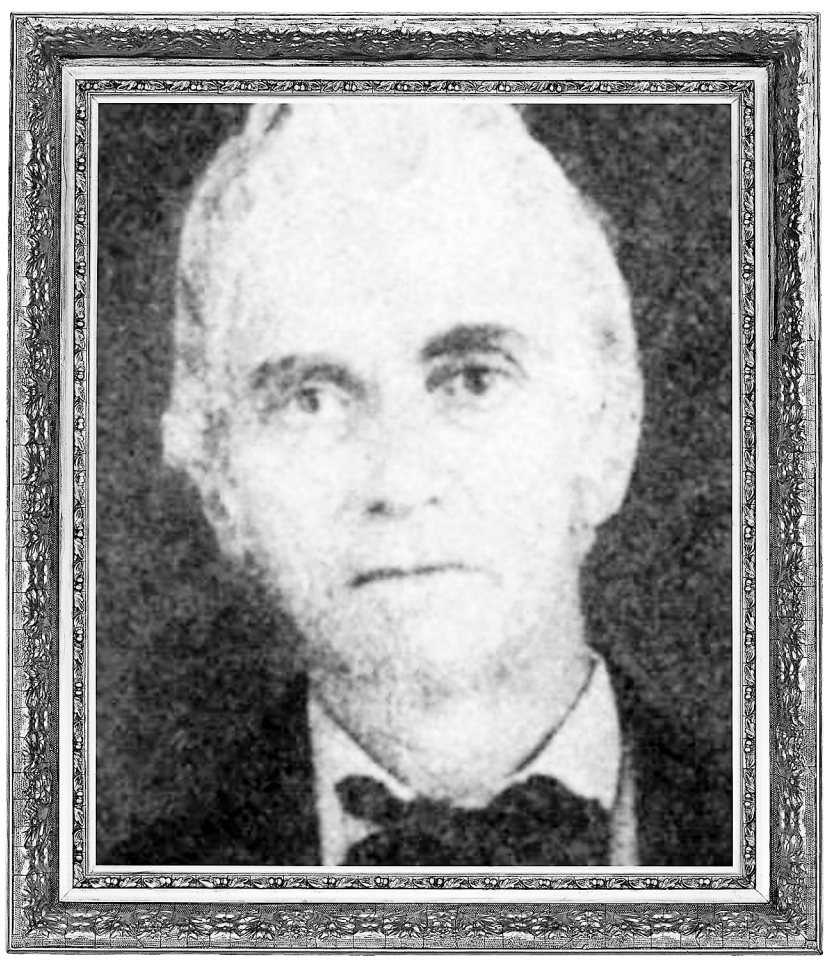
Mais une petite-fille de Sam Maverick estime que John McCain ne mérite pas de se draper dans son nom de famille pour promouvoir sa candidature.

« Comment ose-t-il se qualifier de *maverick* alors qu'il a voté pour Bush dans 90% des cas?» s'insurge Terellita Maverick, une dame de 82 ans que nous avons jointe à San Antonio, au Texas.

«Le mot tiré de notre nom désigne quelqu'un qui n'a ni propriétaire ni maître. Ce n'est pas le cas de John McCain», a ajouté M^{me} Maverick.

Maverick ou pas, John McCain ne peut pas compter sur le vote de cette enseignante à la retraite, qui est résolument démocrate. « Je vote pour Barack Obama, absolument. Il va gagner, l'avenir est devant nous! » s'est-elle exclamée.

L'emploi abusif de ce substantif dérivé du nom d'une famille texane a été bien sûr remarqué par l'équipe de Barack Obama. « Il a été tellement indépendant d'esprit qu'il n'a cessé de voter avec Bush», ne cessent de répéter les démocrates. Comme quoi un *maverick* peut faire boomerang...



Samuel Maverick

CONGO

La crédibilité de l'ONU en jeu

JOONEED KHAN
ANALYSE

Confrontée à l'hostilité des civils fuyant à nouveau la guerre, la Mission de l'ONU au Congo (MONUC), sa crédibilité en jeu, tentait hier de stopper à l'arme lourde et avec des hélicoptères de combat l'avancée des forces du général rebelle prorwandais Laurent Nkunda sur la ville de Goma, capitale de la province du Nord-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC).

« Les hélicoptères de la MONUC ont stoppé l'avancée du CNDP (Congrès national pour la défense du peuple, le groupe de Nkunda voué à « protéger les Tutsis »), et l'armée congolaise a repris l'offensive autour de Kibumba », a déclaré le major François Maigne, de la MONUC, à Radio-Okapi, soutenue par l'ONU.

La guerre a jeté sur les routes 30 000 réfugiés. « Goma est une ville morte, les humanitaires se préparent à l'évacuer, le pire est à craindre si l'agression n'est pas stoppée », lit-on sur le site Web de la Société civile du Congo.



PHOTO REUTERS

Des civils fuyant à nouveau la guerre dans la province du Nord-Kivu lancent des pierres sur un blindé de la Mission de l'ONU au Congo (MONUC). Le conflit a jeté 30 000 réfugiés sur les routes.

Neuf ans d'impuissance

Le général espagnol Vicente Diaz de Villegas, chef de la MONUC, a démissionné lundi, estimant que ses 17 000 hommes et son budget de 1,1 milliard de dollars ne suffisent pas pour pacifier l'est du pays. Son patron civil, le Britannique Alan Doss, a exprimé le même avis au Conseil de sécurité début octobre.

C'est la plus importante mission de paix de l'ONU, mais elle n'a pu, depuis sa création en 1999, pacifier l'est du Congo et rétablir l'autorité de l'État sur tout le territoire national.

Les suspicions envers la MONUC ne se limitent pas aux civils qui ont attaqué des bases et des véhicules onusiens dans le Nord-Kivu. Deux grands quotidiens de Kinshasa s'en sont fait l'écho hier, y ajoutant leurs propres interrogations. « Pour qui roule la MONUC? » demande *Le Potentiel* en éditorial. Le journal cite « des responsables congolais » selon lesquels « deux bataillons rwandais appuient la rébellion de Nkunda contre l'État ». Il dénonce « la duplicité de la MONUC » dans sa « gestion de la guerre » car elle se garde bien d'en finir une fois pour toutes avec la rébellion de Nkunda.

Du Katanga au Kivu

« Si Goma tombait, l'ONU elle-même perdrait tout sens », poursuit le journal, qui rappelle qu'en 1960 déjà, l'ONU n'avait pu écraser la sécession du Katanga sous Moïse Tschombé. Évoquant une éventuelle sécession du Kivu sous Nkunda, il dénonce un nouveau « plan machiavélique de balkanisation » du Congo.

Pour *Le Phare*, le CNDP vise « la libération totale du Congo » depuis que Nkunda a appelé à « un soulèvement national ». Le Conseil de sécurité « est sorti de sa somnolence » pour lui adresser « une sévère mise en garde » alors que, écrit le journal, il est en rébellion ouverte contre l'État et doit être arrêté et jugé.

« À quel jeu se livre la MONUC? » demande le quotidien, qui souligne que les Casques bleus se contentent de geler la situation militaire, traitant l'armée de la RDC et les rebelles de Nkunda sur un pied égal. Et il dénonce carrément « les tuteurs » de la RDC, qui assurent aux rebelles « des protections suspectes ».

Suicide d'un enseignant français faussement accusé par un élève

La famille du défunt demande des éclaircissements à la justice



MARC THIBODEAU
PARIS

La famille d'un enseignant français de 37 ans qui s'est enlevé la vie après avoir été injustement mis en cause par un de ses élèves presse la justice de faire toute la lumière sur l'affaire pour « rétablir son honneur ».

Jean-Luc Bubert, qui enseignait la chimie dans un collège de Saint-Michel, en Picardie, s'est pendu dans la nuit du 17 au 18 septembre. Il avait été détenu pendant neuf heures durant la journée par la gendarmerie.

Un élève de 15 ans avait porté plainte le jour précédent contre l'enseignant, l'accusant de lui avoir brisé une dent en lui donnant un coup de poing au visage. Il présente à l'appui de ses dires un certificat médical.

M. Bubert, soutient-il, a perdu le contrôle lors d'une prise de bec découlant de son arrivée tardive à l'école.

La famille de l'enseignant rejette d'emblée la version de l'adolescent. Début octobre, l'avocat qui la représente, Francis Lec, évoque le blogue d'une élève de l'établissement qui accuse le jeune homme d'avoir inventé l'histoire pour se venger.

Une expertise permet de conclure que la dent évoquée comme preuve a été brisée plusieurs mois auparavant. Et que son visage ne portait aucune trace de lésion.

Interrogé par les autorités, il finit par reconnaître l'invention. Ce qui lui vaut aujourd'hui d'être mis en examen pour « dénonciation calomnieuse » devant un tribunal pour mineurs.

Le procureur chargé du dossier estime qu'il est « téméraire » pour autant de conclure que le suicide de l'enseignant découle de sa mise en cause par l'élève. Notamment parce qu'il était engagé dans une procédure de divorce.

La famille du défunt voit les choses d'un autre œil. Elle relève que Jean-Luc Bubert semblait paisible la veille de son arrestation, ayant joué aux échecs jusqu'à une heure tardive, et que c'est bien son arrestation qui l'a plongé dans le désespoir.

M^e Lec souligne en entrevue qu'il est « insupportable » de constater que les autorités cherchent des raisons pour éviter que le travail des policiers ou des représentants de la justice soit mis en cause.

L'arrestation rapide de l'enseignant et sa détention semblent particulièrement condamnables a posteriori, juge l'avocat, puisqu'une enquête sommaire aurait permis d'éviter l'embarras causé à l'enseignant. « Il y a d'autres manières de procéder que l'approche coup de poing dans laquelle on met la personne en garde à vue », souligne-t-il.

L'arrestation rapide de l'enseignant et sa détention semblent particulièrement condamnables a posteriori, juge l'avocat de la famille.

La famille de l'enseignant se demande notamment comment le médecin ayant signé le certificat médical a pu conclure que l'élève avait été brutalisé. Le père de l'adolescent ne pouvait pas ignorer par ailleurs que sa dent avait été cassée plusieurs mois plus tôt, dit M^e Lec, qui s'attend à ce que l'homme soit lui aussi mis en cause par la justice

Témoignages d'enfants

L'avocat estime que le drame reflète le fait que le système judiciaire français « n'a pas tiré les leçons de l'affaire Outreau ».

Sur la base des témoignages douteux de plusieurs enfants, une vingtaine de personnes avaient été traînées devant un tribunal en 2004 dans le nord du pays, soupçonnées d'avoir pris part à un réseau de pédophilie aux ramifications internationales. Six d'entre elles avaient été condamnées à des peines légères en première instance avant d'être totalement blanchies en appel.

Plusieurs recommandations avaient été faites par la suite par une commission d'enquête pour pouvoir mieux encadrer les témoignages d'enfants et éviter les dérapages. Elles n'ont « malheureusement pas été suivies » dans le cas de l'enquête sur Jean-Luc Bubert, déplore M^e Lec, qui parle d'un « gâchis immense ».



MON MAÎTRE ÉLECTRICIEN
ME FAIT ENCORE ÉCONOMISER

« Il y a dix ans, mon maître électricien m'a proposé d'installer des thermostats électroniques pour remplacer mes vieux modèles. Il m'a parlé des avantages sur le plan du confort et de l'économie d'énergie. Je lui ai dit : vas-y ! »

« J'ai vite constaté qu'il avait raison. C'est vrai que c'est plus confortable et que c'est plus économique. Je suis content d'avoir fait faire l'installation par un maître électricien : en dix ans, mes thermostats électroniques ont toujours très bien fonctionné. »

Monsieur Yvon Martin, Rive-Sud de Montréal

CONFIEZ L'INSTALLATION À VOTRE MAÎTRE ÉLECTRICIEN

Vous obtenez un avantage qui n'a pas de prix : la tranquillité d'esprit !
Faire appel aux services professionnels d'un maître électricien, c'est faire un choix **conforme, sécuritaire et rassurant**. La *Loi sur le bâtiment* stipule que les travaux d'installation d'appareillage électrique doivent être exécutés par un membre de la Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ).

Obtenez jusqu'à 130 $* de remise par la poste.

Pour obtenir plus d'information sur l'offre de remise par la poste pouvant atteindre 130 $ pour l'achat et pour l'installation de thermostats électroniques, consultez le **www.hydroquebec.com/residentiel/thermostats**.

Pour obtenir la liste des maîtres électriciens participant au programme thermostats électroniques dans la rénovation résidentielle, consultez le répertoire des membres de la Corporation des maîtres électriciens du Québec au **www.cmeq.org**.

Pour consulter la liste des thermostats admissibles, obtenir votre coupon de remise et connaître les partenaires offrant des rabais à la caisse, visitez notre site Web au **www.hydroquebec.com/residentiel**. Coupon de remise également disponible chez votre détaillant ou auprès de votre maître électricien.
*Certaines conditions s'appliquent ; reportez-vous au coupon de remise.

Hydro Québec

3579180A

FORUM

André Desmarais › Président du conseil d'administration LA PRESSE
Guy Crevier › Président et éditeur
Philippe Cantin › Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier › Directeur de l'information **André Pratte** › Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Marre de la démocratie ?



apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

Si l'on en croit les sondages et la rumeur publique, une grande majorité de Québécois est furieuse contre Jean Charest parce qu'il songe à tenir des élections générales le 8 décembre prochain. Aussi répandu soit-il, ce mécontentement ne nous semble pas justifié.

On dit que la campagne fédérale venant à peine de se terminer, il est inconvenant pour le premier ministre de nous replonger dans le bain électoral. Pourtant, ne nous y trompons pas, la grogne actuelle a peu à voir avec la date choisie par M. Charest. Les Québécois, comme les autres Canadiens, ne veulent presque jamais d'élections. Comme si les campagnes électorales exigeaient d'eux un effort surhumain ! Admettons qu'il n'en est rien. La campagne prend trop de place dans les médias ? On n'a qu'à changer de poste ou tourner la page. Pour le reste, il suffit de se rendre au bureau de vote à la date dite. Bien petit calvaire que celui-là.

Au lieu de pester contre la date, nous devrions apprécier cette occasion de choisir le gouvernement qui guidera le Québec pendant la crise.

On déplore que les libéraux s'apprêtent à partir en campagne alors que les partis de l'opposition n'avaient pas l'intention de les défaire à l'Assemblée nationale. On accuse M. Charest d'opportunisme. Soit. Pourtant, dans une situation de gouvernement minoritaire, pourquoi réserverait-on à l'opposition le privilège de choisir la date des élections en fonction de ses intérêts partisans ? Les raisons invoquées publiquement par M. Charest ne sont pas crédibles, mais le courroux du PQ et de l'ADQ ne l'est pas davantage.

Les électeurs sont appelés aux urnes trop souvent depuis quelque temps ? Sans doute, mais n'est-ce pas ce que nous voulions ? Selon les partisans des gouvernements minoritaires, ceux-ci permettent à l'électorat de demander plus régulièrement des comptes à ceux qui nous dirigent ; le corollaire de cela, c'est la tenue plus fréquente d'élections. À ce mal (si c'en est un) il n'existe qu'un remède : l'élection de gouvernements majoritaires.

Certains soulignent que ce scrutin coûtera quelque 80 millions au Trésor public. Que les élections aient lieu maintenant, le printemps prochain ou à l'automne 2009, cela ne changera rien au coût. Quatre-vingts millions, c'est certainement beaucoup d'argent. Toutefois, il faut placer cette somme en perspective : 80 millions, c'est ce que le gouvernement du Québec dépense en une demi-journée.

////////////////////////////

Si les citoyens québécois n'aiment pas les campagnes électorales, c'est sans doute parce qu'ils apprécient si peu les politiciens qu'ils préfèrent ne pas trop les voir. Leur déception à cet égard est compréhensible. Mais il leur faut la combattre. Ne plus s'intéresser à la politique, ne plus vouloir voter, c'est en avoir marre de la démocratie. En sommes-nous vraiment là ?

Si la tenue d'élections le 8 décembre se confirme, les Québécois seront appelés à faire un choix important. Parmi les nombreux thèmes qui seront abordés, le risque d'une crise économique sera sans doute le principal. Les électeurs auront l'occasion de décider quel gouvernement guidera le Québec pendant cette période de turbulence. C'est une chance que nous devrions apprécier plutôt que de pester contre la date.

Créer un monstre



akrol@lapresse.ca
ARIANE KROL

Cédant aux demandes répétées de la population, Québec s'est engagé l'an dernier à éliminer la malbouffe des écoles, en particulier dans les cafétérias scolaires. Enfin ! avons-nous pensé. Nous étions loin de nous douter que cette initiative donnerait lieu à de tels excès de zèle.

Au contraire, il y avait plutôt lieu de craindre que la mesure ne soit pas assez contraignante. Québec, on s'en souviendra, a choisi de présenter une politique-cadre plutôt qu'un règlement. À la limite, les établissements auraient pu l'ignorer, ou s'y conformer à moitié. Certains sont plutôt tombés dans l'excès contraire. Les aliments sans valeur nutritionnelle, qui étaient autrefois offerts de façon beaucoup trop libérale aux enfants, sont aujourd'hui diabolisés. C'est ainsi que les sucreries, jadis interdites durant le carême, sont maintenant bannies à l'année dans plusieurs écoles. Même les bonbons que les enfants reçoivent à l'Halloween.



Ce n'est pas seulement ridicule et excessif. C'est une approche malsaine de l'alimentation. Il n'y a pas un enfant qui va devenir gros en mangeant des bonbons dans les jours qui suivent l'Halloween. S'il en prend l'habitude tous les autres jours de l'année, plusieurs fois par jour, c'est possible. L'aider à faire la distinction fait partie de l'éducation.

Dans sa politique-cadre, Québec identifie trois catégories d'aliments que les écoles devraient arrêter d'offrir : la friture, les boissons sucrées et les produits dans lesquels le sucre apparaît en premier sur la liste des ingrédients. Les commissions scolaires doivent en tenir compte dans leur politique locale. Plusieurs font cependant exception pour quelques fêtes comme l'Halloween, Noël ou Pâques. D'autres ont décidé de respecter la consigne à la lettre en demandant aux écoles de ne jamais proposer de calories vides. À l'Halloween, par exemple, on demande aux profs de ne pas donner de bonbons aux jeunes. Ces deux interprétations se valent, l'école est cohérente avec son rôle de modèle.

Par contre, on va trop loin lorsqu'on interdit aux élèves d'apporter leurs bonbons après l'Halloween. Les établissements qui ont émis cette directive étaient bien intentionnés, mais ils ont créé un monstre. Cessons de nous conter des peurs. Les bonbons, contrairement aux drogues ou aux armes blanches, ne sont pas dangereux en soi. C'est mentir aux enfants que de prétendre le contraire.

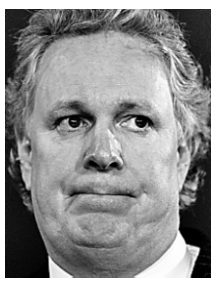
Heureusement, des écoles ont trouvé une façon plus intelligente de canaliser les surplus de bonbons. Elles demandent aux jeunes de les donner à des organismes qui préparent des paniers de Noël. Et pas seulement les bonbons qu'ils n'aiment pas ! Une belle façon de passer un double message éducatif de modération et de partage.



serge.chapleau@lapresse.ca
DROITS RÉSERVÉS

FORUM@LAPRESSE.CA

Non, M. Charest !



Jean Charest prévoit déclencher des élections la semaine prochaine sous prétexte qu'il n'a pas aimé des propos de l'opposition. Ou bien, c'est peut-être l'élection du président de l'Assemblée nationale qu'il ne digère pas encore. Peu importe la raison, il ne s'agit pas là de bons prétextes pour déclencher des élections. La population n'en veut tout simplement pas. Sincèrement, je ne connais pas une seule personne qui souhaite retomber dans une campagne électorale. Si vous avez réellement les intérêts de la population du Québec à cœur, M. Charest, vous allez écouter celle-ci, prendre les 90 millions de dollars que coûte une campagne et les investir dans des mesures pour contrer la crise économique. Vous perdriez toute crédibilité en faisant autrement.

Jean-Pierre Trépanier
Québec

Un sport extrême

Il semble bien que nous aurons des élections le 8 décembre, fête de l'Immaculée-Conception. Il semble que M. Charest se cherche une nouvelle virginité. Les pancartes des élections fédérales sont à peine enlevées que d'autres seront posées. Avec ces élections anticipées, le gouvernement Charest tentera d'aller chercher un mandat fort. Au contraire de Harper, j'espère qu'il le dira ouvertement. Les Québécois réagissent souvent au lieu d'agir. Bousculés par ces élections inutiles, ils pourraient se montrer plutôt négatifs face à cette initiative, plutôt opportuniste. Nous qui ne voulions pas aller en élections à l'automne, ça en fera deux en peu de temps. La politique est un sport extrême !

Jean Archambault
Montréal

Déconnectés de la réalité

À quoi pensent-ils, les libéraux, pour vouloir des élections ? Ils sont déconnectés de la réalité sociale actuelle. Ce qu'il nous faut, ce sont des ministres qui travaillent pour trouver des solutions à la situation économique, de plus en plus inquiétante. Ce ne sont pas des promesses électorales qui vont régler les problèmes déjà existants et qui se sont amplifiés ces derniers temps. Des élections égalent du gaspillage financier, du gaspillage de temps et du gaspillage de mots. Chers élus, votre mandat dure quatre ans ; donnez-nous des preuves de ce que vous pouvez faire.

Yolande Dumont

Se débarrasser de l'ADQ

Pour plusieurs raisons, je suis favorable à la tenue d'un scrutin cet automne. D'une part, des élections le 8 décembre permettraient aux Québécois de se débarrasser de l'ADQ. À mon avis, après les élections, le parti de **Mario Dumont** va être rayé de la carte politique. Ensuite, une élection va permettre aux électeurs québécois de se choisir une formation politique qui va être en mesure de bien jouer le rôle d'opposition officielle. Depuis le 26 mars 2007, le parti politique qui occupe cette fonction n'est pas à la hauteur de la situation. Le Parti québécois aurait les compétences et l'expérience nécessaires pour occuper le poste de l'opposition officielle. Finalement, des élections automnales permettraient aux Québécois d'élire un gouvernement majoritaire qui obtiendrait un mandat fort et clair pour diriger le Québec dans une situation de crise économique importante. Force est de constater que c'est le Parti libéral qui serait le plus apte à former le prochain gouvernement et diriger le Québec en ces temps difficiles.



Simon Leduc, étudiant en sciences politiques

Un laissez-passer pour Claude Béchard ?

Tout semble indiquer que les Québécois seront appelés aux urnes au mois de décembre. Pour ces élections, dans notre circonscription, je crois qu'il serait de mise que les partis de l'opposition abandonnent tout esprit partisan et ne présentent pas de canditats contre le député actuel Claude Béchard. On sait que M. Béchard est présentement en traitement de chimiothéraphie à la suite de l'opération qu'il a subie pour l'ablation d'une masse cancéreuse au pancréas. Il n'est pas responsable et il n'a pas choisi ce qui lui arrive. C'est un mauvais coup du sort. Par conséquent, il serait inhumain actuellement de l'obliger à mener une campagne électorale dans une circonscription grande comme un pays. D'ailleurs, dans Kamouraska, lors des élections provinciales de 1927, toutes les forces vives de la région avaient favorisé la réélection du député Nérée Morin, de Sainte-Hélène, qui était gravement malade. Lorsque Claude Béchard sera de nouveau sur pied, les partis adverses pourront à nouveau le combattre, mais pour ces élections probables, laissons-lui la chance de continuer en toute quiétude son combat contre la cruelle maladie.

Rosaire Desjardins, Saint-Pascal de Kamouraska

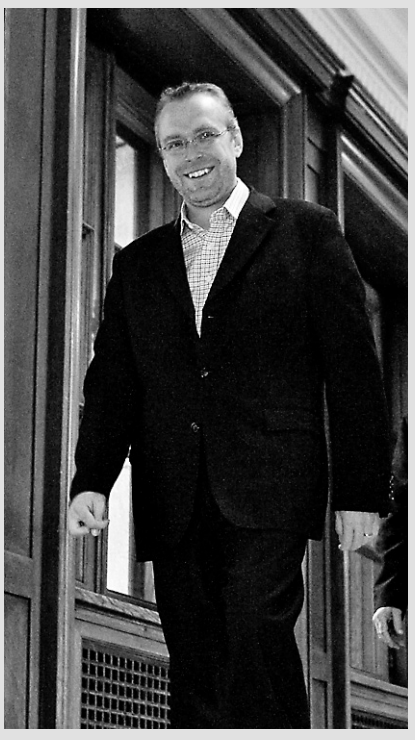


PHOTO JACQUES BOISSINOT, PC
Le ministre des Ressources naturelles et de la Faune, Claude Béchard.

LISEZ LE BLOGUE DE L'ÉDITO
www.cyberpresse.ca/edito



FORUM

Le Québec n'est pas en crise



ALAIN DUBUC
adubuc@lapresse.ca
COLLABORATION SPÉCIALE

La semaine dernière, la Banque du Canada a présenté des prévisions économiques détaillées où elle écartait un scénario de récession et parlait plutôt de « croissance anémique ». La Banque du Canada n'est pas une *binerie*, c'est une institution essentielle, très respectée, dont les avis sont écoutés. Est-ce que ces prévisions, relativement optimistes dans les circonstances, ont rassuré? Pas le moins du monde.

Radio-Canada a même réussi à dire que « la Banque du Canada parle de récession ». Et le *Globe and Mail*, en manchette, a écrit que le Canada, selon l'organisme, était « on the brink of recession », une formule dramatique qui suggère un bord de précipice. À en croire bien des médias, on pourrait avoir l'impression qu'un tsunami s'apprête à déferler.

Je ne veux pas accabler mes collègues, mais avec un peu de recul sociologique, on peut y voir une des manifestations de la dynamique de la perte de confiance. Il y a eu un choc financier énorme, qui a des impacts sur l'économie réelle. Mais ce n'est pas ça qui fait peur. C'est la possibilité que les mesures pour contenir cette crise ne fonctionnent pas, ou pire, que d'autres mauvaises surprises nous frappent. Une peur nourrie par la panique des marchés boursiers et sans doute amplifiée par les médias pour qui une récession est certainement plus *hot* qu'un ralentissement.

Ce qui nous attend, c'est encore six mois de ce que nous avons déjà commencé à vivre sans nous en apercevoir.

Et pourtant, s'il est évident que les États-Unis, et le monde entier, ont été ébranlés par une crise financière spectaculaire, rien n'indique qu'elle mènera notre économie à s'effondrer. Aucune maison de prévision sérieuse ne s'attend à une récession grave et encore moins à une crise. La situation, pour le Canada et le Québec, est sérieuse, difficile, mais pas dramatique. Ça vaut la peine de le rappeler.

Je ne veux pas être jovialiste. Le pire est toujours possible. Mais il n'est pas fou, dans une période marquée par l'incertitude, d'essayer de garder la tête froide et de tenir compte, aussi, des scénarios les plus probables et les plus plausibles. C'est d'autant plus essentiel que nous nous dirigeons vers une campagne électorale qui portera sur la situation économique au Québec. Encore faudrait-il savoir de quoi on parle.

La Banque du Canada, en tenant compte de la récession américaine, d'une légère récession mondiale, de la baisse du prix des produits de base, du resserrement du crédit, revoit ses prévisions à la baisse. Le ralentissement, déjà bien amorcé, sera plus prononcé, avec une croissance très faible de 0,6 %, pour cette année et l'an prochain, et avec un creux au quatrième trimestre de cette année et au premier de 2009, où la croissance sera « anémique », pour ensuite reprendre progressivement de la vigueur.

Ce scénario est similaire à celui du Fonds monétaire international, qui prévoit que le Canada sera le pays industrialisé qui s'en sortira le mieux. C'est également le point de vue de la plupart des institutions financières: croissance très faible, stagnation, mais pas récession. Quelques maisons de prévision, minoritaires, s'attendent cependant à une récession légère.

Mais entre nous, il n'y a pas beaucoup de différence entre une croissance quasi nulle, juste au-dessus de zéro, et une récession légère, juste en dessous de zéro. Au-delà des querelles sémantiques, dans tous les cas de figure, il y a un consensus que l'on peut décrire comme un scénario de stagnation jusqu'en mars prochain.

Dans la vie de tous les jours, une croissance anémique signifie quoi? Nous ne sommes pas aux États-Unis, avec tous ces gens qui ont perdu leur maison, ruinés, forcés d'acheter des produits périmés. Ce qui nous attend, c'est encore six mois de ce que nous avons déjà commencé à vivre sans nous en apercevoir. Une période difficile, dont les effets seront très variables selon les secteurs. Une hausse du chômage, mais pas de mises à pied massives. Un contexte exigeant pour les entreprises, mais pas d'effondrement. Pas de grande misère, mais des consommateurs plus prudents.

Dans un tel contexte, le gouvernement n'a pas à se lancer dans de grandes manœuvres spectaculaires. On aura davantage besoin d'interventions plus pointues, par exemple pour contrer le resserrement du crédit, aider les PME à ne pas abandonner leurs efforts de restructuration, soutenir l'adaptation des travailleurs.

À moins, bien sûr, que tous les spécialistes se trompent. Mais il est quand même logique de travailler sur la base du scénario consensuel. Tout en étant prêt à réagir si les choses vont plus mal.

Une opposition coûteuse

La construction de l'autoroute Notre-Dame et la réfection de l'échangeur Turcot sont des projets indispensables pour Montréal

FRANÇOISE BERTRAND



L'auteure est présidente-directrice générale de la Fédération des chambres de commerce du Québec.

Des pétitions s'empilent contre les deux plus importants projets d'infrastructures routières de Montréal: l'échangeur Turcot et la rue Notre-Dame. Des groupes de citoyens s'opposent à ces deux projets au nom de l'écologie, de la promotion des transports en commun, de l'opposition à l'automobile, de la préservation intégrale des quartiers actuels ou d'une conception non définie du développement urbain.

N'oublions pas que l'opposition au développement favorise l'exode vers la banlieue.

Pourtant, ces deux projets sont devenus indispensables au développement de Montréal et même à une approche plus intégrée des divers modes de transports dans la métropole.

Le grand bouchon

Commençons par l'échangeur Turcot. Il s'agit d'une infrastructure vieille de 40 ans, qui va bientôt poser des problèmes de sécurité, qui n'est pas particulièrement esthétique, qui défigure une partie du sud-ouest de Montréal et qui est congestionnée pendant de nombreuses heures de la journée. On se serait attendu à ce que la modernisation de cette infrastructure, un projet de 1,5 milliard de dollars, recueille un large consensus, d'autant plus que l'on va en profiter pour y mettre moins de béton et réhabiliter une partie du Sud-Ouest de la ville par la mise en valeur des terrains de l'ancienne gare de triage ferroviaire.

Il en va de même de la modernisation de la rue Notre-Dame. Là encore, la désuétude de ce boulevard urbain crève les yeux. On ne voit pas en quoi la qualité de vie des résidants serait rehaussée par le maintien de l'infrastructure actuelle. Bien au contraire, le projet de modernisation, qui va coûter 1,2 milliard de dollars, va permettre non seulement une plus grande fluidité du transport routier, mais va faciliter l'aménagement de voies réservées aux transports en commun et même au vélo. On va revamper un quartier qui en a bien besoin.

Non, dès lors que ces projets font appel à des grues, qu'on souhaite améliorer la circulation automobile et qu'il est porté par les pouvoirs publics, on doit s'y opposer. Dans la logique des opposants, il faudrait tout arrêter, faire fi des consultations qui se sont tenues depuis 2002, déchirer les ententes entre la ville et le gouvernement du Québec et mettre tous nos œufs dans les transports en commun.

Le souci légitime d'améliorer les transports publics n'enlève rien à la nécessité pressante de procéder aux travaux sur la rue Notre-Dame et à l'échangeur Trucot.

Tout le monde dans le 450!

Montréal a un urgent besoin de refaire une bonne partie de ses infrastructures. Privé de la modernisation de ses voies d'accès, Montréal continuera à se dépeupler et à voir ses entreprises et ses citoyens quitter pour la banlieue où la circulation est plus fluide. Est-ce bien l'objectif des opposants? Vider Montréal de ses résidants et de ses entreprises? Certainement pas. Mais c'est la conséquence à long terme des gestes qu'ils posent en ce moment.

Ces travaux dérangent, c'est évident. Certes, la population doit être consultée et divers scénarios doivent être étudiés avant d'arrêter les meilleurs choix. Mais en définitive, il faut arbitrer, décider et passer à l'action. Dans les deux projets en cause ici, ce n'est pas la consultation qui a fait défaut.

On ne fera pas du développement en prêtant une attention démesurée à des groupes qui s'opposent systématiquement à tout développement. Ils ont droit de parole. Les gouvernements ont la responsabilité d'agir.



PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE
La modernisation de l'échangeur Turcot, un projet de 1,5 milliard de dollars.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE
Une course d'endurance pour voitures électriques sur le circuit Gilles-Villeneuve à la place du Grand Prix du Canada de Formule 1? Jacques Duval, ici au volant de la voiture électrique québécoise Zenn, y croit plus que jamais. Et Montréal est l'endroit tout désigné pour cette épreuve.

Un GP de la voiture électrique?

Le temps est venu de sécher nos larmes sur la disparition de la Formule 1 et de passer à autre chose

JACQUES DUVAL
L'auteur est journaliste automobile, coauteur de « L'Auto 2009», aux éditions La Presse.

Imaginez un seul instant le retentissement que pourrait avoir la première course d'endurance pour voitures électriques? N'est-il pas exact d'affirmer que si Montréal organisait un tel évènement, on en parlerait davantage partout sur la planète que du Grand Prix du Canada?

Le temps est venu de sécher nos larmes sur la disparition de la Formule 1 et de passer à autre chose. Le moment est particulièrement bien choisi pour poser le premier jalon d'un type d'épreuve qui rallierait l'approbation de tout le monde: les Six heures de Montréal, le Grand Prix de la voiture écologique.

Pas de bruit, pas de pollution atmosphérique et un incitatif parfait, tant pour les artisans que les petites entreprises qui cherchent un peu de visibilité afin d'obtenir le financement nécessaire à mettre au point ce qui pourrait devenir l'automobile du futur. Le Québec étant reconnu pour l'abondance de ses ressources électriques, ne serait-il pas normal que nous soyons à l'origine de cette première mondiale?

« Je vois déjà une Tesla disputant la première place à un prototype québécois ou à la Volt de General Motors. »

Vite, vite, chassons le Grand Prix du Canada avec ses odieux prédateurs de millions et remplaçons-le par le Grand Prix de Montréal de la voiture électrique. Prenons l'argent épargné avec le cirque de Bernie et investissons-le dans des primes de départ et des prix en argent alléchants pour les constructeurs, les universités et tous ceux qui veulent avoir leur mot à dire dans la mise au point d'une voiture propre.

On verra qu'avec une bourse de 1 million de dollars au gagnant, les participants vont affluer. Je vois déjà une Tesla disputant la première place à un prototype québécois ou à la Volt de General Motors. Une rencontre technologique passionnante, rien de moins. Et pour donner encore plus de saveur à ce laboratoire de la voiture électrique, on pourrait retenir les services d'anciens pilotes de F1 ou d'autres célébrités du sport automobile. Ce serait là un Québec à l'avant-garde du progrès et un événement à propos duquel personne ne pourrait trouver à redire.

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**
VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? **forum@lapresse.ca**

RÉDACTION (514) 285-7070 **commentaires@lapresse.ca**
ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 **cyberpresse.ca/abonnement**
PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 **petitesannonces@lapresse.ca**
DÉCÈS (514) 285-6816 **deces@lapresse.ca**
CARRIÈRES (514) 285-7320 **carrieres@lapresse.ca**
PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

PLUS INTELLIGENTE. PLUS SÉCURITAIRE. PLUS ÉLÉGANTE.
ET MAINTENANT, SELON LES EXPERTS, C'EST UNE

GAGNANTE.

L'AJAC A NOMMÉ LA COROLLA 2009 « MEILLEURE PETITE VOITURE DE MOINS DE 18 000 $ ».

COROLLA. IL FAUT LA CONDUIRE POUR COMPRENDRE.



ASSOCIATION DES JOURNALISTES AUTOMOBILE DU CANADA

Rendement énergétique, sécurité et valeur forment la combinaison gagnante d'après les experts les plus exigeants du jury de remise des prix 2009 de l'Association des journalistes automobile du Canada. Quelle est la vôtre ?

COROLLA 2009 GAGNANTE DU DÉFI 50 LITRES DE CANADIANDRIVER.COM ‡

AUTOROUTE : 5,6 L/100 KM – 50 MI/GALLON*
VILLE : 7,5 L/100 KM – 38 MI/GALLON*

PDSF À PARTIR DE **14 835 $**†

TOYOTA
faire toujours mieux

corolla.ca

†PDSF de la Corolla CE 2009 (BU42EMA) : 14 835 $. Modèle montré avec des accessoires en option. Le PDSF n'inclut ni le transport et la préparation (1 270 $), ni l'immatriculation, l'assurance, l'enregistrement, les taxes applicables, les redevances et les frais. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Voyez votre concessionnaire Toyota participant pour tout détail. *Les cotes de consommation et le rendement énergétique ont été déterminés à l'aide des méthodes d'essai approuvées par Transports Canada. La consommation réelle peut varier. ‡Pour en savoir plus sur le Défi 50 litres, veuillez visiter corolla.ca.

3594329A